

10

# Les Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN

*printemps 2015*



## L'ANAJ-IHEDN

**À propos de l'ANAJ-IHEDN** | Parce que la Défense ne doit pas être la préoccupation des seules Armées, le Premier ministre a confié à l'Institut des Hautes Études de Défense Nationale (IHEDN) la mission de sensibiliser tous les citoyens, « afin de leur donner une information approfondie sur la défense nationale comprise au sens le plus large ». À l'issue de ces séminaires, les nouveaux auditeurs jeunes de l'IHEDN sont accueillis au sein de l'Association Nationale des Auditeurs Jeunes de l'IHEDN : l'ANAJ-IHEDN.

L'ANAJ-IHEDN, c'est aujourd'hui un réseau dédié à la défense et à la sécurité de plus de 1 800 étudiants, jeunes professionnels, élus et responsables d'associations.

Reconnue « Partenaire de la réserve citoyenne » par le ministère de la Défense, l'ANAJ-IHEDN est là pour dynamiser et synthétiser une réflexion jeune, imaginative et pertinente, autour des problématiques de défense, regroupant les sphères économiques, civiles et militaires, et de relations internationales.

## LES CAHIERS DU COMITÉ ASIE

**Les Cahiers du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN** | Forcé est de constater que l'Asie a pris, notamment depuis la fin des années 1990, une part croissante dans l'économie et la politique internationale. Sur les questions des flux financiers internationaux, des ressources énergétiques, comme sur celles des revendications maritimes ou territoriales, des points chauds militaires et des grands marchés émergents, nos regards ne peuvent ignorer l'Asie.

L'ANAJ-IHEDN compte parmi ses membres des personnes qui se sont plus particulièrement attachées à comprendre certains pays de ce vaste ensemble géographique. Nous avons donc voulu créer un groupe d'étude et de réflexion afin de partager, approfondir et diffuser les connaissances sur l'Asie. Le Comité Asie est ainsi né à l'hiver 2011.

Cette revue est le résultat des recherches, des réflexions et du dynamisme des membres du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN ainsi que de nos partenaires. Je tiens à exprimer ma gratitude à chacun des membres pour leur implication et aux experts qui ont contribué à ce numéro pour leur soutien, leurs conseils avisés et leurs précieuses relectures.

**Stéphane Cholleton** | Auditeur-jeune de la 60<sup>ème</sup> session IHEDN, 2008 | Responsable du Comité Asie, rédacteur en chef des *Cahiers du Comité Asie*.



Retrouvez toute l'actualité de l'ANAJ-IHEDN  
sur son site Internet :

[www.anaj-ihedn.org](http://www.anaj-ihedn.org)

Pour toute question sur les *Cahiers du Comité Asie* : [asie@anaj-ihedn.org](mailto:asie@anaj-ihedn.org)

# Les Cahiers du Comité Asie

Printemps 2015 | numéro 10

## ÉDITORIAL

5

**L'Asie face à ses choix de développement**

Stéphane Cholleton

## ANALYSE

7

**La Corée du Sud et la question de l'accroissement de puissance par l'économie**

Par Julien Herten

## ANALYSE

12

**L'Inde, acteur diplomatique central?**

Par Pierre Memheld

## ANALYSE

17

**Modi's India at a crossroads : Risks and choices**

Par Brij Khindaria

## ENTRETIEN

27

**Quand la France travaille au renforcement de son partenariat avec le Japon**

Entretien avec Louis Schweitzer, Représentant spécial du ministre des Affaires étrangères pour le partenariat franco-japonais et Commissaire général à l'investissement. Réalisé par Erwan Berger

## ENTRETIEN

34

**Asia : towards an environmentally sound management**

Entretien avec Michikazu Kojima, Chercheur confirmé au sein de l'Institut des économies en développement-Organisation japonaise du commerce extérieur (IDE-JETRO). Réalisé par Erwan Berger

ANALYSE

40

**Le partenariat stratégique Chine-Russie : vers une nouvelle guerre froide et le déclin de l'influence américaine en Asie-Pacifique ?**

Par Nathan Juglard

ANALYSE

52

**Entre Washington et Pékin : «un monde effrayant d'instabilité»**

Par Philippe du Fresnay

ANALYSE

54

**La campagne anti-corruption de Xi Jinping : entre réforme et purge du parti communiste chinois**

Par Marine Bouineau

PUBLICATIONS

59

**Revue, essais et travaux de recherche**

Sélectionnés par le Comité Asie

RÉSUMÉS

64

**Résumés des articles en anglais / Abstract in English**

CONTRIBUTEURS

66

**Les contributeurs du n°10**

ÉVÉNEMENTS

68

**Les rendez-vous du Comité Asie**

PUBLICATIONS

69

**Les publications des Comités de l'ANAJ-IHEDN**

# L'Asie face à ses choix de développement

## L'AUTEUR

**Stéphane Cholleton** | Auditeur-jeune de la 60<sup>ème</sup> session de l'IHEDN, 2008) | Responsable du Comité Asie, rédacteur en chef des *Cahiers du Comité Asie*.

L'Asie face  
à ses choix  
de dévelop-  
pement

5

C'est avec plaisir que nous vous présentons le dixième numéro des Cahiers du Comité Asie. Notre publication entre dans sa quatrième année et c'est pour nous l'occasion de vous remercier de votre fidélité. Afin de nous ouvrir davantage vers l'international et de toucher un public toujours plus large, chaque article est désormais accompagné d'un résumé en français et en anglais.

Dans ce numéro, l'Asie est abordée dans sa globalité. Notre tour d'horizon s'ouvre avec un article de Julien Herten sur la Corée du Sud et son modèle de développement. Julien Herten revient avec une grande clarté sur la manière dont la Corée du Sud est devenue en 50 ans l'une des grandes puissances économiques et technologiques de l'Asie, malgré la grande pauvreté qui la touchait au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle.

Puis, place à l'Inde avec deux analyses, la première de Pierre Memheld et la seconde de Brij Khindaria. Passant en revue les aspects énergétiques, économiques, militaires et diplomatiques, Pierre Memheld dresse un remarquable panorama de la diplomatie indienne à l'échelle régionale puis mondiale pour mieux comprendre le rôle que New Delhi sera amené à tenir. Cet article est suivi d'une brillante analyse de Brij Khindaria sur la politique du Premier ministre indien Narendra Modi. Un an après l'élection de cette personnalité très populaire à la tête de ce vaste pays d'Asie du Sud, Brij Khindaria décrypte la voie choisie par le Premier ministre indien, les réformes en cours et la manière dont elles dynamisent l'économie du pays. L'auteur nous présente aussi son point de vue sur les élections de 2019, sur les atouts de Narendra Modi et sur les défis qui l'attendent au regard des fortes espérances de la population. >>

- » Nous poursuivons notre tour d'Asie avec le Japon, grâce à deux entretiens exceptionnels menés par Erwan Berger. Dans le premier, Louis Schweitzer, Représentant spécial du ministre des Affaires étrangères pour le partenariat franco-japonais et Président du Conseil des Affaires étrangères, partage son expérience du monde des affaires entre la France et le Japon et nous expose les principaux aspects des relations économiques entre nos deux pays. Dans le second, Michikazu Kojima, chercheur confirmé au sein de l'Institut des économies en développement-Organisation japonaise du Commerce extérieur (IDE-JETRO), met en perspective la politique environnementale du Japon, notamment les « 3R » (Réduire, Réutiliser, Recycler).

Nous nous arrêtons ensuite sur le cas d'un autre acteur central de la région : la Chine. Nathan Juglard nous propose ainsi une analyse approfondie et richement documentée des relations Chine-Russie, en particulier du partenariat stratégique dont les bases ont été lancées en 1996. On y découvre l'état de ces relations au niveau économiques et militaires, ainsi que les conséquences qui en découlent à l'échelle internationale. Philippe du Fresnay s'intéresse quant à lui à la nouvelle collaboration sino-américaine sur deux enjeux majeurs du XXI<sup>ème</sup> siècle : le contrôle climatique et le libre-échange, dans un monde qui apparaît de plus en plus instable.

Nous restons en Chine pour conclure ce numéro avec Marine Boineau qui nous offre un éclairage intéressant sur la politique de lutte anti-corruption menée par le gouvernement chinois et son instrumentalisation par le pouvoir central.

En vous souhaitant une bonne lecture.

# La Corée du Sud et la question de l'accroissement de puissance par l'économie

L'AUTEUR

**Julien Herten** | Membre du Comité Asie | Diplômé en Science politique de l'Université Lyon III, spécialiste des marchés asiatiques.

La Corée du Sud et la question de l'accroissement de puissance par l'économie

7

**D**iscrete et méconnue, la République de Corée est devenue en quelques décennies une puissance économique et culturelle majeure. Au sortir de la guerre civile en 1953, elle est pourtant l'un des pays les plus pauvres au monde. Elle est désormais la 15<sup>ème</sup> économie mondiale et son industrie s'est imposée dans plusieurs secteurs stratégiques de l'économie internationale (construction navale, électronique, nucléaire). Fers de lance de cette machine de guerre économique, les conglomérats (*chaebol*) comme LG ou Hyundai, sont des géants globaux axés vers la conquête de marchés internationaux<sup>1</sup>. Offensive, la diplomatie commerciale de la Maison Bleue<sup>2</sup> se déploie tous

azimuts. Privilégiant cependant l'espace régional pour projeter ses activités commerciales comme instrument de puissance, elle concentre son action vers l'Asie du Sud-Est<sup>3</sup>.

Apparue à la fin des années 1990, la « vague » culturelle coréenne (*Hallyu*) a progressivement conquis l'Asie puis le reste du monde. Cet engouement pour le *soft power*<sup>4</sup> coréen (musique, feuilletons, cinéma, littérature) renforce l'attraction du made in Korea, surtout en Asie. Ambitieuse, la Corée du Sud aspire à jouer un rôle international qui soit à la mesure de sa puissance économique. Toutefois, en ►►

1. En 2013, Séoul était la 8<sup>ème</sup> puissance commerciale mondiale, ses exportations (55% du PIB) se sont soldées par un excédent commercial de 44 milliards de dollars.

2. Siège de l'exécutif sud-coréen et lieux de résidence du chef de l'Etat.

3. L'ASEAN est le premier partenaire commercial de la Corée, devant la Chine. Au sein de cette organisation, l'Indonésie puis le Viêt-Nam sont les pays avec qui les relations économiques sont les plus importantes.

4. Depuis 2008, la Corée compte parmi les dix principaux exportateurs de produits culturels au monde.

» raison de l'environnement régional<sup>5</sup>, elle demeure dans l'ombre de ses voisins.

Un succès aussi fulgurant a de quoi susciter interrogations et admiration. Comment l'expliquer, quels en sont les fondements ?

Il convient de distinguer, dans ce processus complexe et multifactoriel, les éléments contributifs de ceux qui furent déterminants. Séoul, sut par exemple habilement exploiter le contexte géopolitique (lutte contre le communisme) pour bâtir une économie planifiée performante. Protégée militairement par les Etats-Unis, elle bénéficia de l'aide financière et technologique de Tokyo et Washington<sup>6</sup>. A travers le Système de préférences généralisé (SPG)<sup>7</sup>, elle a profité d'un accès préférentiel à certains marchés mondiaux. De nos jours, les Etats-Unis, dont le rival principal est la Chine, « *s'allient aux Coréens du sud pour contrer les entreprises chinoises dans l'industrie solaire et ouvrent leur marché intérieur à la Corée du sud, alors qu'ils savent pertinemment que c'est un concurrent redoutable...* »<sup>8</sup>.

Ces éléments, combinés à d'autres, ont renforcé une dynamique nationale plus large. En effet, nous estimons que ce « *miracle* », résulte avant tout d'une volonté politique. Un Etat autoritaire ayant mis en œuvre une stratégie d'accroissement de puissance par l'économie<sup>9</sup>, c'est-à-dire une stratégie reposant sur la synergie entre l'action de

5. Isolée dans un environnement sécuritaire instable, menacé au nord par son frère ennemi, Séoul est entourée de puissants voisins avec qui les tensions sont aiguës, en raison à la fois du ressentiment historique (domination chinoise, colonisation japonaise) et des rivalités géoéconomiques actuelles (compétition économique, ascension chinoise).

6. Le président Park envoya par exemple des troupes sud-coréennes combattre au Viêt-Nam en échange d'une augmentation de l'aide américaine (capitiaux, transferts de technologie, accès privilégié au marché américain). Entre 1965 et 1973, la Corée envoya environ 325 000 soldats et 100 000 ouvriers civils.

7. Programme instauré en 1968 dans le cadre de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement afin de promouvoir les exportations des pays en développement. L'UE retira la Corée du SPG européen en 1998.

8. Christian Harbulot, *Sabotage : Comment la France détruit sa puissance*, Editions François Bourin, 2014, p. 76.

9. Concept forgé par Christian Harbulot, pionnier de l'intelligence économique en France et fondateur de l'Ecole de guerre économique.

l'Etat, des entreprises et de la population afin de réaliser un objectif commun : l'accroissement de la richesse nationale. Cette synergie fut renforcée par un système d'intelligence économique efficient. Le présent article cherche à mettre en évidence les points saillants autour desquels s'articule cette stratégie.

## Etat stratège et volonté de puissance

En mai 1961, le coup d'Etat du général Park Chung-Hee marque un tournant. S'inspirant du modèle de l'Etat militaire japonais, il instaure un régime dictatorial (1961-1979) et impose une politique économique dirigiste et protectionniste, destinée à permettre l'essor industriel du pays. Pour surmonter l'absence de matières premières et l'étroitesse du marché domestique, il privilégie un modèle de croissance reposant sur la spécialisation industrielle et les exportations. Sous son impulsion, est créé le ministère du commerce, de l'industrie et de l'énergie, chargé de piloter l'action du gouvernement et les conglomérats, instrument au service de la puissance publique. Globalement, l'Etat soutient fortement l'économie, soit pour favoriser la relance en cas de crise, soit pour promouvoir les filières de ses plans quinquennaux.

L'industrialisation s'est faite par une stratégie de « *raccourcis* »<sup>10</sup>, privilégiant la création de certaines industries « *industrialisantes* »<sup>11</sup> (acier, chimie, automobile). Une fois le retard industriel avec l'Occident comblé et dans le but d'assurer une croissance à long terme, la Corée voulut très tôt se positionner en leader des nouvelles technologies. Ce pays est aujourd'hui l'un des pionniers de la société de l'information et du monde immatériel. En 2013, l'initiative d'« *économie créative* » du gouvernement, inaugure un nouveau plan de promotion des filières stratégiques

10. Christian Harbulot utilise ce terme pour caractériser la stratégie du pouvoir coréen, qui a choisi de développer certaines industries pour combler rapidement son retard et devenir une économie compétitive.

11. Gérard Destanne de Bernis, *Les industries industrialisantes et l'intégration économique régionale*, Archives de l'ISEA, Vol XXI, n°1, 1968.



(robotique, réseaux électriques intelligents) pour diversifier l'industrie nationale.

Ce modèle, intervention forte de l'État définissant une vision stratégique et coordonnant les forces de la nation pour atteindre des objectifs ambitieux, est caractéristique de l'essor du dragon coréen. La Corée est dépourvue de fer et de charbon, il était donc impensable dans la logique libérale de vouloir créer ex nihilo une industrie sidérurgique. L'acier est pourtant devenu l'un des fondements de la puissance industrielle coréenne. Dans les années 1970, estimant que les voitures coréennes ne se vendraient pas, la Banque mondiale préconisait d'abandonner la production de véhicules pour privilégier celle des pièces détachées destinées à l'export. Hyundai est maintenant le 5<sup>ème</sup> producteur mondial de véhicules. Enfin, par le contrôle du marché de la construction de méthanier et donc du transport maritime de gaz naturel liquéfié (GNL), Séoul est parvenue à sécuriser ses approvisionnements énergétiques, en devenant un acteur incontournable dans l'intégralité de la chaîne du GNL.

## Mobilisation nationale, unité et esprit combatif

L'histoire et un sentiment de vulnérabilité ont profondément marqué le tempérament de la nation coréenne. Le particularisme de ce peuple a joué un rôle décisif dans l'édification d'une économie de combat. Celle-ci reposa sur la mobilisation totale de la nation et la priorité donnée à l'éducation et au travail<sup>12</sup>. L'organisation sociale (patriarcale et conservatrice), structurée autour des valeurs confucéennes (priorité au groupe, respect de la hiérarchie), a renforcé cette dynamique. Dépourvue de ressources naturelles, la population était le seul facteur sur lequel l'État pouvait compter pour réaliser ses objectifs. Dès le plus jeune âge, elle fut conditionnée pour servir la cause nationale

12. Les Coréens détiennent le record du nombre d'heures travaillées dans l'OCDE, en moyenne 2 100, contre 1 500 en France. En entreprise, les journées sont très longues et les semaines de travail font 6 jours. Pendant longtemps prendre des vacances fut socialement mal perçu.



(système éducatif, service militaire). Par la suite, les dirigeants de chaebol, enrégimentèrent leurs salariés, à la manière de généraux mobilisant leurs troupes. « *Servir l'entreprise, c'est servir la patrie* » fut l'un des slogans internes de Samsung.

Les Coréens sont en outre, avec les Finlandais, la population la mieux formée au monde. Si le système éducatif est très dur, c'est aussi l'un des plus performants. Grâce à cela, la Corée du Sud figure parmi les champions mondiaux de la recherche et développement<sup>13</sup>.

Animé d'un esprit de revanche, les anciennes générations se sont sacrifiées pour reconstruire le pays et dépasser la Corée du Nord qui, jusque dans les années 1960, était plus riche que le Sud. Aujourd'hui encore, telle une épée de Damoclès, la situation régionale encourage les Coréens à ne pas relâcher leurs efforts. Par ailleurs, la population est homogène sur le plan ethnique, ce qui facilite la très forte cohésion nationale. L'économie et la patrie constituent un ►►

13. En 2013, 4,1% du PIB était consacré à la R&D. Proportionnellement et comparativement au reste des économies de l'OCDE, l'État et les entreprises coréennes sont ceux qui investissent le plus dans ce domaine. Au niveau du dépôt de brevets, la Corée du Sud figurait en 2011 au 5<sup>ème</sup> rang mondial.

La Corée du Sud et la question de l'accroissement de puissance par l'économie

» seul et même combat. En 1998, en pleine crise financière, les Coréennes sont allées spontanément faire don de leurs bijoux pour renflouer les finances publiques. Sur le plan commercial, cette « *capacité d'action collective* »<sup>14</sup> est une force, comme l'illustre le succès de la filière nucléaire coréenne aux Emirats arabes unis en 2009.

## Un système d'intelligence économique efficient

Une politique de puissance et une économie de « *raccourcis* » repose sur la pratique de techniques offensives de guerre économique (renseignement économique, dumping). Copiant le modèle japonais en la matière, les Coréens usèrent de différents stratagèmes pour combler leur retard industriel<sup>15</sup>. Ils ont su acquérir de façon accélérée les connaissances et technologies étrangères pour ensuite les améliorer et innover.

En outre, ils ont fait du partage de l'information stratégique un levier de croissance économique. Pour une économie fondée sur le savoir, la gestion optimale de l'information stratégique est indispensable à l'acquisition d'un avantage compétitif. Tout comme au Japon, il existe en Corée une culture propice au partage de l'information. Celle-ci circule entre les milieux d'affaires et les acteurs publics et irrigue tous les centres nerveux des structures concernées par son contenu. Son efficacité dépend de la capacité d'échanges et d'utilisation de l'information par un maximum d'acteurs publics et privés qui en font profiter l'ensemble de l'économie. Ce système « *d'intelligence collective* », est basé sur une synergie entre l'État, les entreprises et les citoyens. Elites politiques

14. Raymond Aron, dans son ouvrage *Paix et guerre entre les nations* (1962), évoque les « *capacités d'action collective* » d'un Etat pour décrire les qualités collectives nécessaires au bon déroulement d'une guerre (commandement, discipline).

15. Il existe différents moyens : la formation et l'apprentissage dans les filiales des entreprises étrangères installées en Corée, la création de *joint-ventures*, l'achat de licences, la prise de participations dans des entreprises stratégiques, l'ouverture de centres de R&D dans les pays développés, ou encore le recrutement d'ingénieurs coréens installés à l'étranger. Le savoir industriel acquis lors du rachat des Chantiers de l'Atlantique en France, a par exemple fortement contribué au succès des chantiers navals coréens.

et économiques travaillent en étroite collaboration pour faire du profit tout en confortant la puissance publique et aboutir ainsi à une convergence stratégique. Enfin, la diaspora et depuis l'ouverture du pays, le déploiement important de citoyens à l'étranger (étudiants, stagiaires, chercheurs) sont de bons moyens d'acquérir de l'information.

Séoul a également fait de l'influence un levier de compétitivité économique. S'appuyant sur plusieurs structures publiques accompagnant les initiatives privées, l'Etat s'est engagé dans une politique active de soutien à la promotion de la culture coréenne à l'international dans tous les domaines.

Un territoire exigu, le manque de ressources et un sentiment de vulnérabilité ont conduit la Corée du Sud à adopter une logique de puissance. Faisant de l'économie un levier de puissance, elle a construit un modèle<sup>16</sup> adapté aux affrontements économiques contemporains. Comprendre cette réussite nécessite de dépasser les grilles de lecture classiques de l'économie libérale et de la puissance.

La mutation des rapports de force entre Etats et les enjeux de la guerre économique<sup>17</sup>, imposent une réflexion sur le rôle du politique dans la mondialisation des échanges. Des économistes hétérodoxes comme Ha-Joon Chang<sup>18</sup> ou Érik Reinert<sup>19</sup>,

16. Selon Ha-Joon Chang, hormis le soutien à la R&D et la promotion des technologies de l'information et de la communication, le système traditionnel de développement coréen fut démantelé en grande partie dans les années 1990, au profit de la dérégulation et de l'ouverture du marché aux capitaux étrangers.

17. « *La guerre économique est l'expression majeure des rapports de forces non-militaires. La survie d'un pays ou d'un peuple tout comme la recherche, la préservation et l'accroissement de puissance en sont les principaux éléments déclencheurs* », Christian Harbulot, *Sabotage : Comment la France détruit sa puissance*, François Bourin, 2014, p 26.

18. Ha-Joon Chang, *Globalisation, Economic Development and the Role of the State*, Zed Books, London, 2003

19. Pour Reinert, l'histoire économique nous enseigne le contraire de ce que prône l'économie néoclassique. Prenant l'exemple de l'Angleterre du XVIII<sup>ème</sup> siècle, il constate que l'essor industriel reposa sur un protectionnisme douanier et une conquête agressive des marchés extérieurs. Londres inventa et continue de promouvoir le « mythe du libre-échange » pour convaincre les faibles d'ouvrir leurs marchés et empêcher l'émergence de nouveaux concurrents.

estiment que le « *marché* » n'est pas un phénomène naturel mais une construction politique, dans laquelle l'Etat doit occuper une fonction essentielle.

La mondialisation des échanges est dissymétrique<sup>20</sup>. Elle ne dissocie pas les logiques politique et économique. L'entreprise et ses marchés sont au service de l'accroissement de la puissance étatique, tout comme le politique sert la croissance de l'économie –

à l'image de la stratégie coréenne unitaire et concertée entre l'Etat (leadership stratégique) et les chaebol (action tactique). Les composantes de la puissance sont multifactorielles. Toutefois, la conquête de marchés s'étant substituée à la conquête territoriale, la recherche de domination économique devient l'élément décisif de la puissance étatique. Dès lors, comment assurer l'accroissement de la puissance de l'Etat par la mise en œuvre d'une stratégie économique ? ■

---

20. Dans le sens où, dans la confrontation économique actuelle, il existe, parmi les Etats, une différence fondamentale entre les buts et les moyens de ceux qui « *prônent un équilibre des échanges entre économies nationales et de [ceux] qui pratiquent l'expansionnisme économique à un niveau local, régional ou mondial* », Christian Harbulot, *Techniques offensives et guerre économiques*, 2<sup>ème</sup> édition, La Bourdonnaye, 2014, p 130.

# L'Inde, acteur diplomatique central ?

## L'AUTELUR

**Pierre Memheld** | Auditeur jeune de la 12<sup>ème</sup> session de l'IHEDN (Dijon, 1998), membre du Comité Asie | Consultant en stratégie des marchés internationaux et enseignant en intelligence économique à l'Institut de traducteurs, d'interprètes et de relations internationales de l'Université de Strasbourg.

L'Inde, acteur diplomatique central ?

12

**S**i nous nous en tenons au nombre important de visites de chefs d'États et de ministres étrangers en Inde ou d'officiels indiens dans les pays d'Asie, d'Afrique, du Moyen Orient, d'Europe et des États Unis, nous pouvons en déduire que l'Inde est devenu un acteur diplomatique central. La visite, mi décembre, de Vladimir Poutine a notamment permis d'appréhender l'ampleur de la relation particulière qui unit l'Inde et la Russie depuis 1955 et l'ère soviétique. Le Président Russe et le Premier Ministre Indien auraient ainsi conclu pas moins de 20 accords pour un montant total de 100 milliards de dollars, à l'occasion du 15<sup>ème</sup> sommet bilatéral annuel entre les deux pays<sup>1</sup>. L'Inde a par ailleurs renforcé ses relations stratégiques et économiques avec l'Australie, le Vietnam, les Philippines, l'Indonésie, la Malaisie, le Japon, la Corée ou l'Iran. L'Inde va également accueillir en 2015

un nouveau sommet Inde-Afrique, continent avec lequel elle a des liens économiques et historiques de par sa diaspora implantée sur le continent africain.

Un des facteurs dimensionnant le récent activisme indien en matière diplomatique est l'opposition contrastée face au voisin chinois, vers lequel des rapprochements ont été initiés. Contrastée car la Chine est d'un côté le principal partenaire économique de l'Inde<sup>2</sup>, de l'autre sa principale menace, de par ses revendications territoriales dans l'Himalaya, ou le déploiement de sa marine au Pakistan, au Myanmar, et au Sri Lanka<sup>3</sup>. Ainsi, la Chine a pris plus d'importance depuis la guerre de 1962 dans les calculs diplomatiques et

1. « Putin in India: \$100 billion in 24 hours », in *Russia Insider*, Rajeev Sharma, <http://russia-insider.com/en/export/1838?>

2. *The growing complexity of Sino-Indian ties*, Strategic Studies Institute and US Army War College Press, Harsh V. Pant, juin 2014.

3. « L'Inde, puissance militaire ? », Pierre Memheld, in *Défense Nationale*, n°774, novembre 2014.

défensifs indiens que le Pakistan, surtout depuis le rapprochement de celle-ci avec ce pays frontalier depuis la fin des années 1990. Il s'agit pour l'Inde de sécuriser ses accès à des ressources stratégiques, de trouver des partenaires et investisseurs pour développer son industrie ou ouvrir de nouveaux marchés pour développer ses exportations. D'un point de vue stratégique ou économique, l'Inde est en effet encore en grande partie « *confinée* » sur son territoire alors qu'elle est dépendante dans plusieurs domaines de ses importations, et qu'elle doit maintenir une croissance forte pour soutenir son développement ou moderniser ses infrastructures.

L'Inde doit en effet importer la majeure partie de ses sources d'énergie, de son armement, et même une partie de son alimentation (céréales, légumes, fruits, sucre). A l'inverse, les investisseurs Chinois ou Qatari ne sont pas les seuls en Afrique à acheter des terres agricoles<sup>4</sup>. Elle cherche à pallier ces dépendances par le développement de partenariats stratégiques et l'ouverture de son marché conditionnée aux transferts de technologies ou savoirs faire. Les entreprises indiennes exportent également de plus en plus, mais elles vont aussi devenir un acteur important des fusions acquisitions à l'international. Cette tendance va être favorisée par une initiative récente de la banque centrale qui a récemment libéralisé et rationalisé la capacité des personnes privées et morales à investir à l'étranger<sup>5</sup>. Cette évolution va concerner entre autres le secteur de la défense, là où l'Inde n'est encore qu'un acteur mineur<sup>6</sup>. La volonté du nouveau gouvernement Modi est donc non seulement de développer le « *Make in India* » mais aussi les exportations dans ce domaine.

4. « Indian mid-size companies bet on Africa as the next growth driver », in *The Economic Times*, [http://articles.economictimes.indiatimes.com/2014-01-07/news/45955448\\_1\\_indian-companies-infrastructure-companies-india-africa](http://articles.economictimes.indiatimes.com/2014-01-07/news/45955448_1_indian-companies-infrastructure-companies-india-africa)

5. « Indian investment abroad - overseas direct investment by indian companies », India Brand Equity Foundation, novembre 2014, <http://www.ibef.org/economy/indian-investments-abroad>

6. L'Inde était en 2013 le 28<sup>ème</sup> exportateur mondial d'armement alors qu'elle était le 9<sup>ème</sup> budget de la défense mais surtout le 1<sup>er</sup> importateur (Stockholm International Peace Research Institute Arms Transfer Database).

## Quel rôle pour l'Inde dans l'Océan Indien ?

De par sa position, son histoire, et ses besoins actuels, l'Inde pourrait voir l'Océan Indien comme une « *profondeur stratégique maritime* » tant ses intérêts économiques et sécuritaires y sont importants. Mais la Chine y a déjà pris pied, d'un point de vue militaire et d'un point de vue économique. Militairement d'abord : la Chine met en place la stratégie dite du « *collier de perle* » ou de la « *route de la soie maritime* », consistant en une série de bases navales de soutien à sa flotte dans des pays dont elle est proche<sup>7</sup>. Économiquement ensuite, l'Inde cherche à se positionner face à la 1<sup>ère</sup> puissance économique mondiale et à attirer des investisseurs, et en premier lieu la Chine : celle-ci a annoncé, à l'occasion de la visite de Xi Jinping en Inde, près de 100 milliards d'investissement sur les 5 années à venir, dont près de la moitié serait consacrée à la rénovation des réseaux ferrés indiens, dont la vétusté est l'un des principaux freins au développement de l'économie du sous continent<sup>8</sup>. Mais dans l'Océan Indien, et dans les zones frontalières, la Chine déploie ses navires, ses avions, voire ses stations d'écoute. Plusieurs sous-marins ont fait escale au Sri Lanka, c'est-à-dire quasiment à la porte sud de l'Inde. La Chine a également construit un port en eau profonde à Gwadar au Pakistan, qui sera relié à son territoire par un chemin de fer<sup>9</sup>.

Face à ces incursions, aussi bien à terre qu'en mer, l'Inde répond par une suractivité diplomatique. Narendra Modi s'est rendu en Australie en septembre 2014 et a, entre autres, conclu un accord dans le domaine du nucléaire civil<sup>10</sup> avec le Premier Ministre >>

7. « The Bay of Bengal: The Maritime Silk Route and China's Naval Ambitions », David Brewster, in *The Diplomat*, <http://thediplomat.com/2014/12/the-bay-of-bengal-the-maritime-silk-route-and-chinas-naval-ambitions/>

8. « China to invest \$100 billion in India over 5 years », Piyush Pandey, The Times of India, <http://timesofindia.indiatimes.com/business/india-business/China-to-invest-100-billion-in-India-over-5-years/articleshow/42386772.cms>

9. « China tables railway project linking to Pakistan », Dawn, <http://www.dawn.com/news/1116104>

10. « India and Australia seal civil nuclear deal for uranium trade », Nigam Prusty, Reuters, <http://in.reuters.com>

» Tony Abbot : il s'agissait non seulement de se fournir en combustible nécessaire aux besoins énergétiques indiens augmentant sans cesse, mais également de normaliser sa position dans ce domaine sensible, l'Inde n'ayant pas ratifié le traité de non prolifération et ayant développé un programme nucléaire militaire complet. Toujours en septembre, Modi s'est rendu au Japon pour une visite officielle de 5 jours. Les deux pays ont conclu 5 accords de coopération dans les domaines de la défense, des énergies propres, des routes et chemins de fer, et de la santé. L'objectif de Modi était d'attirer les investisseurs par la simplification des procédures administratives, autre frein important. Le résultat a été une promesse de 35 milliards sur les 5 prochaines années. La coopération en matière stratégique et nucléaire a également été renforcée par cette visite<sup>11</sup>.

Le rapprochement indien est également effectif avec des pays d'Asie du Sud Est. Le Président Indien, Pranab Mukherjee, s'est rendu au Vietnam en Septembre pour continuer de développer la coopération militaire<sup>12</sup>. Il en va de même avec Singapour, le Brunei ou la Thaïlande. Cette multiplication de rencontres, pour raviver des relations souvent anciennes, a connu un pic à l'occasion du sommet de l'ASEAN en novembre 2014, au Myanmar, durant lequel Modi a tenu 8 rencontres bilatérales avec les pays présents<sup>13</sup>. Par exemple, des discussions ont eu lieu pour développer une autoroute Inde, Myanmar, Thaïlande et d'autres infrastructures de transport. Des projets d'investissement par le Brunei, Singapour et la Malaisie ont été évoqués dans le cadre de la stratégie du « Make in India ». L'Inde cherche ainsi à renforcer son influence économique, politique,

en accroissant son rôle dans l'ASEAN<sup>14</sup>. Il ne s'agit pas seulement de créer des coopérations militaires, mais de se rapprocher de pays clefs face à la Chine. Le Vietnam, la Malaisie, Singapour et l'Indonésie sont essentiels car ils bordent les principales voies maritimes d'Asie et des détroits « verrous », eux-mêmes visés par la stratégie chinoise.

L'Inde n'a pas d'alliés immédiats dans ses pays frontaliers et cherche de plus en plus à forger des alliances régionales ou internationales. Le Népal ou le Bhoutan n'ont pas les moyens d'être des puissances. Le Tibet est lui sous contrôle de Pékin. Le Myanmar (qui subit l'influence de la Chine également active au Pakistan) et l'Iran (qui a son propre calendrier régional) bien que limitrophes ne sont pas des alliés militaires, bien qu'il y ait, comme évoqué, des rapprochements sur certains sujets. Et s'il s'agit avant tout de faire face au Pakistan moderne (deux tiers des moyens militaires sont utilisés en ce sens), l'Inde doit désormais réorienter son organisation militaire vers la Chine, les deux pays ayant été en guerre en 1962. C'est sur ce plan là que la politique indienne, appelée « Look East Policy » ou désormais « Act East » par le nouveau gouvernement prend tout son sens<sup>15</sup>. Il s'agit de renforcer ces relations avec ses voisins et de se projeter plus loin vers l'« Asie-Pacifique ». L'objectif serait de mettre en œuvre une stratégie d'endiguement de la Chine. Les Etats Unis également mènent une politique d'endiguement de la Chine en Asie Pacifique et poussent l'Inde en ce sens dans l'Océan Indien. Mais celle-ci ne veut pas se laisser imposer sa politique à l'égard de ce grand voisin partenaire et concurrent.

## Quel rôle pour l'Inde dans le monde ?

La question se pose alors de savoir si l'Inde peut jouer un tel rôle alors même que la Chine investit massivement dans ses infrastruc-

com/article/2014/09/05/india-australia-nuclear-deal-idIN-KBN0H00MX20140905

11. « PM arrives home after concluding successful Japan visit », in *The Indian Express*, <http://indianexpress.com/article/india/politics/pm-arrives-home-after-concluding-successful-japan-visit/>

12. « India's Strategic Vietnam Defense Relations », P. K. Ghosh, in *The Diplomat*, <http://thediplomat.com/2014/11/indias-strategic-vietnam-defense-relations/>

13. « PM Modi — The busiest leader of them all », in *The Times of India*, <http://timesofindia.indiatimes.com/india/PM-Modi-The-busiest-leader-of-them-all/articleshow/45156643.cms>

14. Balaji Chandramohan, *India's Regional Security Strategy under the Modi Government*, Future Directions International (Australia), juin 2014.

15. « India's 'Look East' Policy Begins with Myanmar », Tridivesh Singh Maini, in *The Diplomat*, <http://thediplomat.com/2014/11/indias-look-east-policy-begins-with-myanmar/>

tures. Fin septembre 2014, Narendra Modi, s'est rendu en visite officielle aux Etats Unis pour développer des partenariats économiques et stratégiques entre les deux pays, qui vise notamment à produire en commun de nouveaux matériels de défense, renouveler le pacte de défense et aborder la question nucléaire. Si les Etats Unis et l'Inde se rapprochent sur certains points, ils ne sont pas des alliés naturels et leurs relations sont de circonstance. L'Inde cherche à diversifier ses sources de matériels militaires et à varier ses alliances politiques en fonction de ses besoins face à la Chine. Non seulement les deux pays massent des troupes de chaque côté de la frontière, mais construisent également des infrastructures de transport et de défense (bases aériennes, missiles, radars) dans l'Himalaya et dans l'Océan Indien<sup>16</sup>. L'Inde regarde aussi vers l'Asie Centrale, par le biais de l'Iran et de l'Afghanistan, pour contourner le Pakistan, et avoir accès aux ressources du Tadjikistan où elle a d'ailleurs ouvert sa première base militaire à l'étranger.

L'Inde a des atouts nationaux et internationaux. Bien que non alignée, l'Inde a une longue relation, notamment dans le domaine de l'armement, avec la Russie. Elle a une solide diaspora en Grande Bretagne mais surtout aux Etats Unis. Les Américains comme les Européens courtisent l'Inde dans tous les secteurs, transports, infrastructures, énergies ou aéronautique et défense. Alors que les Etats Unis ont condamné les essais nucléaires indiens de 1998 et imposé des sanctions, ils ont, les premiers, négocié un accord de coopération dans le nucléaire civil dès 2005. Dans une politique affichée d'équilibre de ses relations, l'Inde cherche en général à distribuer ses contrats publics entre plusieurs acteurs, ses vastes besoins en équipements lui permettant de satisfaire chacun de ses partenaires. Le premier fournisseur d'armement de l'Inde reste la Russie, qui a construit les premiers réacteurs nucléaires depuis la levée des sanctions. Cette relation vient d'être renforcée par la visite du Président Poutine. La coopération en ma-

tière de défense sera renforcée par la création de partenariats industriels et la coopération en matière nucléaire débouchera sur la construction de 12 nouveaux réacteurs.

Barack Obama, et même Petro Porochenko (le Président Ukrainien), ont réagi vivement à cette visite dans le contexte actuel des tensions entre la Russie et l'Ukraine. Mais l'Inde ignore les sanctions à l'encontre de la Russie, ou de l'Iran, et continue non seulement d'importer mais également d'exporter ou d'investir vers ce partenaire « *testé dans le temps, ami pour toujours, tout temps, spécial et privilégié* » quelles que soient les circonstances<sup>17</sup>. Toutefois, depuis peu, la Russie s'est tournée vers le Pakistan en signant son premier contrat d'armement vers ce pays<sup>18</sup>. De même, la balance des échanges entre les deux pays est à relativiser: 10 milliards de dollars pour le commerce bilatéral (la Russie exportant pour 7 milliards et important pour 3 milliards). L'Inde investirait 7 milliards en Russie, principalement dans le secteur énergétique et recevrait 3 milliards d'investissements, principalement dans le secteur des télécommunications. Tout comme la Chine, l'Inde est en recherche constante de ressources énergétiques et de matières premières. La Russie, l'Asie Centrale, l'Afghanistan ou l'Afrique peuvent les lui fournir, d'où des efforts diplomatiques et économiques importants spécifiques.

Que ce soit sur le plan des ressources, de la diplomatie ou de la défense, l'Inde continue à ouvrir son marché, ce qui, en retour, lui donne accès à des zones et des moyens dont son isolement relatif depuis l'indépendance l'avait coupé. Dans la zone de l'Océan Indien, l'Inde essaye de rattraper son retard en Afrique face aux actions et investissements de la Chine et des Etats Unis. Ayant un accès plus direct, et une diaspora assez présente (Kenya, Afrique du Sud, Ouganda), >>

L'Inde, acteur diplomatique central?

15

16. Air Marshal V.K. Bhatia (Ret.), *Airpower Across the Himalayas: A Military Appreciation of Chinese and Indian Air Forces*, S. Rajaratnam School of International Studies, décembre 2013.

17. Ces termes sont employés quasi officiellement par le Ministère des Affaires Etrangères indien : « India & Russia: Friends Forever », in *Changing Times*, <http://www.mea.gov.in/in-focus-article.htm?24480/India+amp+Russia+Friends+Forever+in+Changing+Times>

18. « Strategic shift in Russia-Pakistan relations », Barrister Harun ur Rashid, in *The Daily Star*, <http://www.thedailystar.net/strategic-shift-in-russia-pakistan-relations-55394>

» L'Inde investirait désormais plus en Afrique que la Chine, considérant en particulier l'Afrique de l'Est comme un espace d'extension naturelle de ses activités<sup>19</sup>. Bien qu'acteur diplomatique au centre de multiples jeux, les siens ou ceux de ses partenaires, l'Inde doit avant tout se préoccuper de la situation au plan régional. L'Inde doit aujourd'hui se préparer à faire face à différents scénarios spécifiques : qu'en sera-t-il de la stabilité de l'Afghanistan après le retrait prévu des troupes de l'Otan en 2014 ? Comment va se développer l'émigration de populations du Bangladesh vers les Etats du Nord est ? Quelles seront les évolutions diplomatiques et économiques d'un Népal encore instable politiquement ?

Si l'ennemi traditionnel, le Pakistan, est moins menaçant en tant que tel, la radicalisation de certaines composantes rend difficilement lisible sa posture et contraint à entretenir des

19. «China, India beating US in race for Africa», in *World-NetDaily*, 21 octobre 2012 : <http://www.wnd.com/2012/10/china-india-beating-u-s-in-race-for-africa/>

scénarios de crise et à maintenir un dispositif militaire important face à lui. L'engagement indien auprès du gouvernement sri lankais, sur le plan politique, économique voire militaire est permanent et a conduit à la défaite des Tigres Tamoul en 2009. Si le rôle stabilisateur de l'Inde en Afghanistan se précisait, et si l'Inde poursuit la modernisation de ses moyens militaires pour peser dans la géopolitique et les conflits de sa zone d'influence, on pourrait voir apparaître une Inde affichant un volontarisme et interventionnisme au plan régional, volonté qui ne se concrétise pour l'instant que par des manœuvres et coopérations bilatérales principalement dans les domaines industriels et énergétiques<sup>20</sup>. Cette dimension régionale est significative car elle ferait de l'Inde un acteur diplomatique central même si elle n'a pas une politique clairement définie sur le long terme et au niveau international. ■

20. «Indian Navy will intervene in South China sea, if required», on *NDTV* 3, décembre 2012 : <http://www.ndtv.com/article/india/indian-navy-will-intervene-in-south-china-sea-if-required-300388>



# Modi's India at a crossroads : risks and choices

## Modi's India at a crossroads : Risks and choices

L'AUTEUR

**Brij Khindaria** | Membre du Comité Asie |  
Journaliste économique et politique, spécialiste des  
questions de sécurité et de maintien de la paix.

Modi's India  
at a crossroads:  
risks and  
choices

17

India stands at a crossroads more than 67 years after emergence as a modern nation state. For all that time, it sat on the fence without un-ambiguously choosing its side in world politics. To this day, it is undecided on whether to be a committed member of the world family of liberal democracies, including their US-led vision of global order, or stand at a distance on its own path.

This is a critical issue because Western democracies are interlinked like a financial, trade and economic grid. Plugging into their grid brings the immediate benefits of access to almost unlimited capital and technology, and much smoother flows of investment and trade. Constraints involve conforming to the processes that make the grid work smoothly, including respect for intellectual property, legality and economic transparency.

Above all, it involves sharing the burdens with others of protecting the democratic values and rule of law underpinning the grid. That implies accepting US leadership.

India already observes the processes but has failed to benefit fully because it was always in two minds about the fairness of the underlying economic and political rules. Leading intellectuals saw the grid as a Trojan horse for Western influence intruding into India's internal affairs and foreign policy choices.

India held back because of ideological attitudes that dominated internal political and economic discourse for all its existence as an independent state since August 1947. Those attitudes treated the US and Europe with distrust, causing Indian policies to be self-protective rather than helping to improve the grid's functionalities and fairness. >>

» Narendra Modi's remarkable election to power disrupted that ideological sclerosis and set the nation on a new path. It came at an opportune moment because middle classes across the world have seen unprecedented income gains in the last 10 years. India cannot afford to be left behind.

China and Russia are rising Great Powers that challenge the post-World War II order. China is even trying to set up an alternative model of political and economic governance. Unlike them, India firmly supports democratic and secular values so engaging it alongside the West would be a big gain for Washington.

This essay examines the outlook for Modi's India through the signs of internal reforms; his tough choices in a turbulent world; political constraints of the domestic "Modi phenomenon"; and some of Modi's strategic policy shifts and innovations.

## Positive signs

A first positive sign is an Indian finance ministry announcement on 27 February 2015 that economic growth might reach 8.1% - 8-5% in the fiscal year to 31 March 2016<sup>1</sup>, up from less than 5% for the two years of 2012 and 2013. Fiscal year 2014, ending on 31 March 2015, racked up growth of 7.4% partly because of changes Modi began since becoming Prime Minister on 26 May 2014.

This is better performance than China but the excellent figures may have resulted from a new way of calculating GDP. A senior official added a note of caution: "*The balance of evidence shows that India is still a recovering economy, not a surging economy that can be thought of as a tiger as yet.*"

The 50% drop in world oil and gas prices was a gift from heaven to Modi since relief is felt even in the prices of onions, rice and cereals, which affect ordinary voters' purchasing power almost immediately. It remains to be seen whether the myriad political hurdles to economic reforms are overcome quickly enough to profit sufficiently from the gift.

Modi's first full year budget of 27 February 2015 was encouraging for business but inadequate for radically altering India's economic structures. Reactions from Indian think tanks, industry federations, global analysts, the World Bank and IMF are favorable but all are taking a wait-and-see attitude. Still, he has four years left in his first term.

Larry Fink, head of Blackrock, the investment firm that manages \$4.65 trillion<sup>2</sup>, was optimistic after a 2015 visit to Delhi, saying Modi's India has "great leadership that reenergizes hope".

The next few years will be seminal for the future of India's nearly 1.24 billion people, who surpass the combined populations of the US, European Union and Russia. Modi has a commanding lead in national politics far beyond the power wielded by his predecessors during more than 30 years. As a politician, he also has the Sisyphean task of scaling the highest ever mountain of his electorate's expectations.

The window of opportunity is short. The fence upon which India was vacillating has become a tightrope buffeted perilously by the current state of world affairs, economic instability, radical terrorism and the evident dangers of nuclear proliferation. There is a growing tussle between the model of world order based on liberal democracy, human rights protection and rule of law on the one hand and venal kleptocracy, authoritarian governance and totalitarian theocracy on the other.

Rifts are deepening between the foundational ethos of liberal democracies and Islamist totalitarianism, Chinese dictatorship and Russian authoritarianism. The growing strength of Islamist terrorism is an existential threat to India because religious tolerance is indispensable for its governance.

Overall, Modi is a right-leaning nationalist who supports "humane" capitalism based on greater social equity and recognizes that Indian democracy should lean westwards for

1. Indian fiscal years begin on April 1.

2. <http://www.blackrock.com/corporate/en-us/about-us>

the sake of its own resilience and economic success. His pivot towards Russia, China and the East is good strategy for such a large and argumentative nation but whether it entails a strategic distance from the West depends largely on Washington's support for the transformations underway in Modi's India.

More importantly, it depends on whether Washington wants to use the world order mainly to prolong its own power or is willing to share decision-making to serve the interests of other democracies that join its caravan, including a messy political economy like India.

## Modi's India and the turbulent world

Modi's India is still adjusting to turbulence in the global order arising from tensions between the US-led West and Vladimir Putin's ruthless Russia, Xi Jinping's assertive China, Iranian ambition, and Islamist terrorism infecting huge territories from the Pacific to the Atlantic -- in Asia, the Middle East, Europe and Africa.

Radical Islam poses direct threats to India by attempting to turn Pakistan and Afghanistan into volatile incubators of messianic totalitarianism. Moderate Islam's weakness is allowing free reign to radical Islam's untrue claim that Muslims everywhere should reject liberal democracy because it is not compatible with their religious ethos.

Such assertions are nonsense because India's over 170 million Muslims, both Sunni and Shia, are comfortable with democracy, love of human rights and freedom of expression<sup>3</sup>.

In effect, self-deception among a small cult of extremists has taken the Islam hostage to provoke war with almost everyone else, including mostly Muslims. Ominously for India, the cult is now acquiring territory in the Afghanistan-Pakistan region in addition to Syria, Iraq, Yemen and parts of Africa.

3. India's Muslim population is less than Indonesia's but may be in second place worldwide although Pakistan disputes this.

Since inception, modern India is a democracy and sovereign Republic with a Constitution based on the best-known practices of secularity, tolerance and equitable governance emanating from Europe's 17th and 18th century Age of Reason. At present, it is celebrated as the world's largest democracy and a beacon for authoritarian countries and emerging economies.

All Indians live in freedom without fear of the midnight knock. Some 800 million vote every five years in national elections and trudge resolutely to ballot boxes several times each year in state, province, district, city and village elections.

Remarkably, voter devotion continues to deepen although India is far from being a liberal democracy as practiced in the US and Western Europe. Most citizens do not have access to sufficient food, health, education and justice. Religious tensions continue mainly among Hindus (81%) and Muslims (14%), but can also involve Christians (3%) and Sikhs (2%). Tensions also stem from rivalry among castes and other social groups seeking government actions in their favor.

For Modi, protecting democracy, religious tolerance and freedom of expression involve delicate balancing acts among the various domestic political forces. His nightmares are terrorist attacks like the one on "Charlie Hebdo" magazine in Paris on 7-9 January 2015, which could destabilize that balance.

Radical Islam's violent ideology motivates utterly unpredictable and homegrown conversions to terrorism. It is nightmarish for any democracy. Three homegrown terrorists assassinated 17 persons in Paris, causing nearly four million people, including 43 foreign leaders, to protest on the streets there and in other French cities. Hundreds of thousands protested in cities around the world, yet did not deter a homegrown Islamist from conducting a terrorist attack in Denmark in February 2015.

Experts warn of more frequent and worse attacks by terrorists who claim to enforce punishment on those who offend Islam. Their rage has resonance among many in India. >>

» Despite India's undeniable complexities, Western democracies would gain precious security benefits by making common cause with Indians for the longer term. The love of Indians of all kinds for democratic freedoms is a necessary bulwark against Islamists trying to dethrone democracy as a desirable model of governance. Preventing terrorists also requires partnerships of trust among democracies under attack, including intelligence gathering and intelligence sharing.

The Islamic State's ability to resist American military power is turning it into a rallying center for dis-enfranchised Muslims in many countries. Dislodging radical Islam requires groundbreaking uprisings against it by the millions of Muslims upon whom it is being imposed. That is unlikely in the near and medium terms but Indian Muslims do set an example for others.

Some Western analysts think that the Islamic State's attractiveness can be dismantled by halting its expansion by military means and, at the same time, discrediting its capacities to provide successful economic governance – such as jobs, health care, electricity etc. – for the people.

This sounds rational but neglects the large conservative segments of people under Islamic State control who willingly suffer hardships to defend Sharia laws against “degenerate” democratic values imported from the Christian West. They should be reminded that democratic values are also Indian and, thus, non-Christian.

In this great human struggle, India stands in a unique position. It is a vibrant and experienced democracy with freedom of expression, rising prosperity and reasonable levels of justice and human rights. So far, its Muslim citizens have shunned Islamic radicalism but many in the West still think India is too big, raucous and disorderly for an unreserved embrace.

That is a mistake. Without India alongside the West for the long haul, many core values about democracy and universal human rights may not survive erosion. The Pew Research Center estimates that 27.3% of the people

living in the Asia-Pacific region in 2030 will be Muslim, up from 24.8% in 2010 and 21.6% in 1990. The Carnegie Endowment for International Peace cites data showing that Islam is the world's fastest-growing religion. All those Muslims need to believe in democracy rather than erroneous versions of Sharia doctrines propagated by extremists.

Now is a good time to look at India through the lens of future requirements for stable global order and prosperity, including the accommodation of China and Russia. Failure to build that future may mean reversion to the jockeying for balance of power of earlier eras when Great Wars were commonplace. This time, a great war would be the end of us all because of the likely use of nuclear weapons.

Nuclear proliferation is an imminent challenge in India's near abroad. The nuclear ambitions of Iran's theological Shia regime are a manifest danger especially since radical Sunni states might seek matching weapons. The danger is multiplied manifold by totalitarian Islamists who want to carve a Sunni Caliphate in chaos-ridden Afghanistan and the nuclear-armed failing state of Pakistan.

## Modi's tough choices

Modi faces risky choices. India's experiences with Washington, London and the EU have not been encouraging. For decades, they sided with Islamabad despite Delhi's pleadings that Pakistani military and intelligence services were fomenting Islamist terrorism in Kashmir and elsewhere in India.

In January 2015, several thousand civilians fled their homes in villages near the “line of control” between Pakistan and Indian Kashmir because of cross border shooting that India alleged was started by Pakistani army Rangers. It is a short step to provoking Modi's Indian nationalists into a limited war sparked by Islamist elements in Islamabad's military or terrorists launching raids from safe havens in Pakistan.

Radical Islam is spreading to tens of millions through the Internet, far exceeding the capa-

cities of preachers and mosques. In the old days, discrediting a false imam or shutting down a mosque was enough to cut off lies and inaccuracies about Islam. That is impossible now because radical Islamist web sites propagating terrorism sprout faster than they can be shut down.

It is becoming fashionable among Western intellectuals to argue that countering the fervor of any religion is like “thought-colonialism” because it places secular universal values above the central sacredness of religious doctrines. This is a serious mistake where contemporary radical Islam is concerned.

The siren calls of radical Islamic web sites and social media cause misfits to justify violence by proclaiming, *“I am not committing brutal murder. I am serving Divine purpose. My religion commands me to proudly practice any kind of barbarism against opponents because it is honorable.”*

The war against them is not a clash of religious beliefs and it is far indeed from colonialism of thought. It is like no earlier ideological war against non-state or state fighters.

Government leaders in France, Denmark, US, Britain, Germany and other European countries are trying to de-link terrorism from Islam to prevent vengeance against their own Muslim communities. While wise politics, this may be counterproductive because the deep Islamist indoctrination of the terrorists is undeniable.

For India, the nightmare is very real because preventing the incubation of homegrown terrorists converted by the lies of radical Islam is like looking for needles in haystacks. There are millions of young Muslim women and men living at the economy’s margins. For many, militancy represents gainful employment.

This awful menace will be unmanageable without fully committing to the world order promoted by the US-led family of democracies and cooperating very closely with the West as a fully trusted partner. From within that family, India will also gain by being empowered

to negotiate the shape of the world order to promote its interests.

The challenge for Modi is to make the case to voters and various lobbies for moving off the fence. Often for good reasons, many Indian opinion makers have a 50-year tradition of distrusting the US and Europeans. However, Modi made an early dent in their influence by his bold step of inviting Barack Obama to be the first US President to officiate at India’s Republic Day ceremonies on 26 January 2015.

With or without Modi, India is not likely to become an American military ally but it could help to build a 21st century world order based on democracy, human freedoms, open markets and rule of law.

Some analysts see India as a patchwork of antagonisms between Hindus and Muslims, castes or language and regional groups. To an extent, that is true but the spectacular “Modi phenomenon” happened because many in each segment rose above their community or religious affiliations to vote for their conscience. This remarkable change sparks hope that India’s democracy is now self-possessed enough for Western democracies to embrace it more heartily despite its complexity and huge size.

## Politics of the Modi phenomenon

The so far remarkable Modi phenomenon has roots in what Wilhelm Reich called the “*revolt of the small man*”. In India’s case, it reflects the revolt of the “*middle class man*” but Modi is himself a revolt of the small man. As a self-made person from a disadvantaged social segment, Modi rose from a railway station tea-vendor’s cart to being India’s 15th Prime Minister by dint of his own efforts, intelligence and dedication.

No one expects him to run a nanny state. He is naturally inclined to push for individual self-reliance and entrepreneurship, bolstered by pragmatic help to empower the weakest people instead of making them more de- ➤➤

- » pendent on government charity, including subsidies and special treatment.

He is a darling of India's emerging middle classes composed of small and medium enterprises, richer farmers, urban professionals and sections of big business and giant corporations. The burdens on his shoulders are Sisyphean, the mountain is high and the political terrain is treacherous.

Following his government's first full budget announced on 27 February 2015, the broad feeling in India is that he has begun well but success is not yet in sight. Some see the budget as too corporate friendly at the cost of socialist-style redistribution of wealth. However, he deserves benefit of the doubt at least for the first half of his current five-year term.

Over 800 million voters created the Modi phenomenon because of disgust with wasted opportunities and the bureaucratic apathy and dogmas that stifled the entrepreneurial instincts of most Indians for over 50 years. Younger Indians began to find their voices after socialism lost footholds in 1991, when a Congress-led government battered by the specter of national bankruptcy started an exceptional economic reform process. It broke the historical 3%-5% growth rate, leading to a 10.3% peak in 2010 despite the 2008 global financial crises, according to World Bank figures. But by 2012-2013, faltering reforms had caused growth rates to slump at 4.7%-5%.

This economic trauma catapulted Modi to unchallenged political power in Delhi and gains for his BJP acolytes in several States, including Maharashtra (home to Mumbai, the nation's business center) and Haryana. Even in Muslim-majority Kashmir, voters gave the BJP 25 out of 87 seats in the Vidhan Sabha (State parliament) after Modi campaigned there personally. That confirmed the vote-getting power of his pro-development agenda, countering critics who highlight his Hindu origins and expect Muslims to detest him. However, he soon suffered a severe blow in the February 2015 Delhi elections when a tiny upstart, the Aam Admi Party (Common Man Party), won 67 out of the 70 local parliament seats on an anti-corruption platform.

At the national level, his political enemies are still in thorough disarray from their stunning electoral defeat in May 2014. The venerable Indian National Congress, which dominated Indian politics for nearly a century, won just 44 seats compared with 282 held by Modi's Bharatiya Janata Party (BJP) in the Lok Sabha (lower house of parliament). He heads the BJP-led National Democratic Alliance (NDA) with 336 of the 543 elected seats while the Congress-led United Progressive Alliance (UPA), has just 59 seats (down from 209 in the 2009 elections).

Opponents continue to brand him as an authoritarian, anti-Muslim and pro-business nationalist who neglects the poor will push India towards Hindu religious beliefs. Modi avoids reacting directly to such attacks preferring to let his accomplishments for economic growth and social uplift carry the message.

That record is not yet built across the nation. Meanwhile, his supporters are vociferous and the political discourse in India is often polemical rather than reasoned.

For now, the Modi phenomenon marches on. He could even become an admired leader like Jawaharlal Nehru, India's first Prime Minister, who Modi respects for installing enduring democracy. His chief success would be to expand the middle class so durably as to make deep poverty a distant memory for all Indians.

Present indications are that Modi is a fervent democrat determined to enhance "liberté, égalité, fraternité" with impartiality towards all of India's religious and social groups. He may not push India towards Hindu-led nationalism but is likely to turn away from the ways in which secularity was practiced in Indian politics. Usually, it involved awarding favors to minority religious groups to build vote banks. Modi sees such favors as being similar to vote buying that corrupts democracy.

His personal Hindu beliefs continue to make him a controversial figure for millions of Indians. Many are unable to get past their opinion that he was complicit in 2002 riots in Gujarat, when 790 Muslims and 254 Hindus

were killed, 2,548 injured and 223 went missing (official figures submitted to parliament in 2005). Major Indian media discounted the figures and some still call the riots “a pogrom in which 2000 innocent Muslims were butchered”.

In 2012, India's Supreme Court followed lower courts in ruling there was no evidence that Modi was complicit in instigating the riots or being slow to prevent violence against Muslims. But opponents continue to allege that independent investigations ordered by the Supreme Court were biased or incomplete.

Despite criticisms, the Muslim vote for the BJP and allies doubled to 8% in 2014 compared with the 2009 elections (when the Congress-led UPA won), according to a survey by the Delhi-based Centre for the Study of Developing Societies.

Modi's political attraction seems to be pan-Indian and may grow over time, despite challenges from regional parties across India. He is trying to dislodge the old order through daring forays against corrupt political “bosses” who have long profited by placing bottlenecks to entrepreneurial modernity.

So far, Modi's public image is of being a tough taskmaster who is politically innovative, honest and culturally rooted. Critics see his cultural rootedness as a potentially treacherous flaw because it derives from Hinduism but others see it as pride in being Indian. For many, that overt pride is refreshing because they saw intellectuals of the pre-Modi era as being too awed by Western thinkers.

Many Modi supporters use the word “Hindutva” to describe being rooted in Indian culture, which they claim has grown from of the Hindu religion. But others see the term Hindu as referring not to a religion but to all people living beyond the Sindhu River (now

called the Indus). It derives from “Hapta Hindu” (seven rivers) in the Avestan language of ancient Persia's Zoroastrian scriptures. They fear that intolerant groups have invented Hindutva to intimidate people of diverse religions into proving loyalty to their versions of “national identity”.

Undeniably, Modi owes much of his overwhelming 2014 electoral victory to the zealous door-to-door electioneering of the Hindu nationalist organizations that created Hindutva, including his alma mater the Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS). Some analysts think this support will be withdrawn if he moves too far from Hindutva theorists.

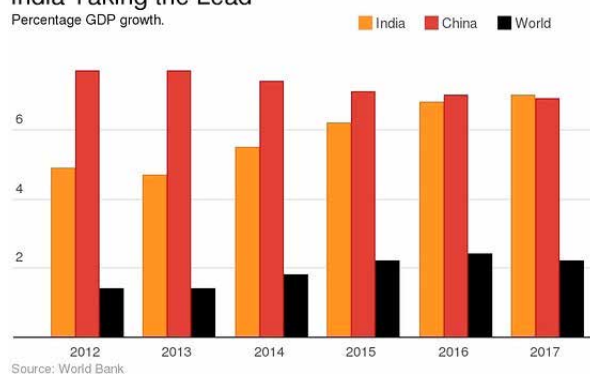
But it is also possible that he delivers enough results to allow him to stand on his own feet as a dynamic leader unifying the nation, when he seeks a second term at the 2019 elections. He has already distanced himself from RSS theorists on several issues and there is little substantive evidence that he now allows RSS incursion in significant policy decisions.

Some critics portray Modi as a being driven by naïve corporate jargon and unsuited to a nation where 80% of the people struggle with economic deprivation each day. This is a misperception because he is a very charismatic and consummate politician who energized large swathes of constituents fed up with bureaucrats and politicians, regulatory bottlenecks and bribes.

He has a keen sense for mass communication, similarly to Mahatma Gandhi, because he chose campaigns with resonance among ordinary Indians, including Swachh Bharat (Clean India), Digital India and Make in India. He is firmly in the 21st century with admiration for high technologies and expertise in harnessing social media for his causes and the country's modernization. His Hindu be- ➤➤

India Taking the Lead

Percentage GDP growth.



» lies are not a handicap for the nation until proven otherwise in coming years.

## Modi's strategic innovations

His first foreign policy innovation, begun at the swearing-in ceremony, was to invite the heads of all neighboring states -- Afghanistan, Bangladesh, Bhutan, India, Maldives, Nepal, Pakistan and Sri Lanka. He held mini summits with each. The cordial talks with Pakistan Prime Minister Nawaz Sharif raised expectations of a thaw but relations were at a new low by early 2015 because of Indian displeasure at ceasefire violations across the line of control in Kashmir and alleged Pakistani support for separatists. However, high levels talks between the two sides began again in early March 2015.

The eight neighbors are grouped in the South Asian Association for Regional Co-operation (SAARC), which has languished for nearly 30 years with only 5% of the total trade of members being conducted with one another. Delhi will now place much more focus on the region.

In a rare move for an Indian Prime Minister, his first foreign trip was to Bhutan where India is funding three new large hydroelectric plants. He visited Nepal twice in 2014 to address grievances, repair relations and, among other things, conclude a major power pact to increase Nepalese electricity generation partly for sale to Indian customers.

Delhi has long been concerned at rising Chinese investments in Nepal to build power projects and roads, and to help the army and police. For the moment, India remains Nepal's largest foreign direct investor at over \$450 million compared with China's \$230 million but the gap is narrowing, according to Nepalese reports.

Modi's strong electoral performance prompted a flurry of diplomatic activity, including visits to Delhi by Obama, Putin, Xi, Australian Prime Minister Tony Abbot and Vietnamese Prime Minister Nguyen Tan Dung. Highlights for Modi included state-visits to Japan, the US, Brazil, Australia and Fiji (which has a

large Indian-origin population). Visits to and from European leaders, including Britain and Germany, will occur in 2015.

Each of the countries involved in the visits has large strategic implications in Modi's new calculus for India's position in world affairs. Notably, Modi changed Indian foreign and trade policy priorities with a clear pivot towards China, Japan and Australia. At the same time, he is the most pro-American leader ever while also cultivating both Brazil, long placed on the back burner by Delhi, and Vietnam, which looks towards India to balance China. Pakistan remains a wild card and a source of the disquiet for Modi's security policy.

Like China's Xi Jinping, Modi is focused on building Indian self-confidence, prosperity and soft and hard power. His foreign policy tries to tie together the strategic imperatives of security, diplomacy, economy, trade and investment. Energy security, including nuclear power generation, gets top priority.

The difference is that Xi seeks success to perpetuate the Communist Party's control over the country, while Modi wants to strengthen democracy, rule of law and social equity through more innovative economic and foreign policies. He is not a schemer trying to perpetuate his own power although he would like to prolong the BJP's hold over Indian politics, like any party leader in a democracy. In any case, States in India have independent hard-fought elections involving many regional parties.

India's world role is expanding partly because the US, frustrated by fruitless wars for 25 years, is shying away from the burdens of being a global super power. That has thrown India, Japan and South Korea into a huddle in the South Asia/South East Asia/Far East region to stop being steamrolled by China.

Modi began his innovations just months after his swearing-in with a spectacular visit to Japan that produced several major agreements indicating a strategic shift by Japan towards India. Highlights included \$35 billion in public and private funding over five years for infrastructure projects, smart cities and cleaning



up the sacred Ganges River, which Modi reveres. Other pacts covered defense exchanges, clean energy, roads and highways, healthcare and uplift of women.

China's Xi visited Delhi a few weeks later. The connection was less cordial but it was clear that he sees Modi as a strong leader capable of delivering results. Feeling that kind of confidence has been a problem for Beijing regarding several previous Indian administrations. Xi was reticent on border disputes but said he was committed to maintaining «*peace and tranquility*.” He noted that the “*China-India border issue is a problem which has troubled both sides for long... As the area is yet to be demarcated, there may be some incidents.*» This is naïve because the disputes are precisely about demarcation since some Beijing maps show almost the entire eastern State of Arunachal Pradesh as belonging to China.

Meanwhile, China is likely to fund sales to India of high-speed trains, upgrade railway stations, set up industrial parks in Gujarat and Maharashtra States and tighten cooperation on space exploration and nuclear energy. All of these are steps forward in the usually suspicion-ridden Delhi-Beijing relationship.

Modi was the first Indian Prime Minister to visit Australia in 28 years, after hosting Abbot in Delhi. Australia is a key US ally – one of the “Five Eyes” that the Pentagon trusts the most for intelligence sharing alongside Britain, Canada and New Zealand. The highlight of Abbot's visit was an agreement to sell uranium to India for civilian nuclear plants despite its refusal to sign the Nuclear Non-Proliferation Treaty. Delhi has waited a long time for this accord because the sales will free uranium mined in India for use in its nuclear arsenal.

Soon after Xi's visit, Modi met Obama in Washington and later hosted Russia's Putin, whose retinue included a delegation from Crimea that held unofficial meetings with senior officials and businesspersons. Putin signed deals worth billions of dollars for 12 nuclear power reactors over 20 years, crude oil supply, and assembly in India of 400 Russian multi-role helicopters annually.

«*Even if India's options have increased, Russia remains our most important defense partner*», said Modi. That will be more so, if long-delayed projects move forward for jointly developing a fifth generation fighter jet and a multi-role transport aircraft.

The Russian projects open opportunities for India to develop indigenous technologies and advance Modi's determination to build Indian hard power independently. Currently, India imports over 70% of its weapons because of poor technologies and inefficiency. This is surprising since India has significant prowess in space and rocket technologies at low cost and successfully inserted a satellite into orbit around the planet mars in 2014 -- on the first attempt. It also launches satellites for international clients.

Putin, at odds with the West, would like to keep Modi in his embrace. In turn, Modi sees Russia as a balancing power in Eurasia and remains silent on the wrongs of the Ukraine and Crimea crises. He has avoided support for economic sanctions against Russia without approval from the UN Security Council, a position disliked in Washington, London and Paris.

Delhi's links with Russia are strong but the ice is thinning since Moscow may be at odds with the West for years and does not have the financial strength to subsidize too many defense and other deals with India.

The US-India relationship, including Obama's state visit, has so far produced more feel-good rhetoric than concrete measures. Kerry and other top officials visited India several times and Modi got a rock star welcome from the Indian expatriate community in New York. Obama was welcoming in Washington and there seems to be bipartisan support in Congress for closer links with Modi but significant actions have yet to emerge.

But both sides have political will to move forward quickly in defense and business. In a jointly signed article in the Washington Post on September 30, 2014, both said “*Forward together we go; chalein saath-saath*”, a slogan Modi uses often in India to call for unity -- similarly to Obama's 2008 campaign slogan, «*Yes we can*». >>

- » Some analysts claim that the US and India are “natural partners” because of shared democratic values, but Indian opinion makers remain prickly about “respect and national self-esteem”. Doubters think Modi cannot win parliamentary approval for true partnership with Washington because that would mean following the US lead on strategic issues like Ukraine, sanctions against Russia and Iran, and special protections in India for US investors and intellectual property rights.

It could also mean curbing Modi's leanings towards key Chinese initiatives, including the Shanghai Cooperation Organization (SCO), a mostly military partnership (not alliance) in Eurasia. Washington suspects it is part of Xi's and Putin's vision of creating a regional security club to raise hurdles for the US. India signed entry protocols in 2014 and is likely to join at a Summit in Ufa, Russia, on 9-10 July 2015.

India has already joined China in founding the Asian Infrastructure Investment Bank (AIIB), which will compete with the US-dominated World Bank and IMF. Headquartered in Beijing, the China-backed Bank will have authorized capital of \$100 billion and initial subscription of \$50 billion. It is expected to start operations in 2015.

The SCO and new Bank are part of a New Maritime Silk Road strategy that envisages high-speed rail, road and other links between China, Eurasia and South East Asia, using mostly Chinese technologies and financial support. Beijing can afford such ambitions because of nearly \$4 trillion dollars in its war chest, earned from successes in world trade.

India, Brazil, Russia, China, and South Africa (the BRICS countries) also agreed in 2014 to establish a New Development Bank (NDB), which will have an Indian president and be headquartered in Shanghai. It will have an initial capital of \$50 billion and a \$100 billion “Contingency Reserve Arrangement” to help finance infrastructure and sustainable development. China will put up 41%.

In turn, the US is trying to build a Trans-Pacific Partnership (TPP) by the end of 2015 with

its key partners accounting for 40 percent of world GDP and 26 percent of world trade. China is excluded and India is not invited because it is not a Pacific Ocean power.

The US is also trying to counter the yuan's increasing role in Asian, European and African trade with China since 2010. The yuan has gained ground after the 2014 Western financial sanctions against Russia and China's multibillion-dollar long-term deals with Moscow to develop oil pipelines and other infrastructure.

Modi would like to be better friend to the US and Europe, but India's investment needs run to trillions of dollars and he will canvass for support wherever possible. Yet, closer integration with the Western trade, financial and democracy grid could increase his bargaining power with China and Russia.

## Modi's window of opportunity

Modi has captured the impatience of a younger can-do generation that is keen to feel pride in being Indian, work for prosperity and build accomplishments deserving the world's respect. His governance began well in the sense that the national economy is moving forward with surer footing than in the years up to his arrival in Delhi.

When the next elections take place in 2019, Modi's India will be quite different from the one that made him Prime Minister. His strategic shifts in policy could establish India as the region's indispensable power, if his economic measures bring results and absent another war with Pakistan.

However, his popularity might turn into brickbats just as quickly as Obama's initial pop star fame deflated when confronted with the hard choices of governing a fractious country.

Whether those choices bring him into the Western embrace or keep him on the fence facing Russia and China depends partly on the welcome given in Washington, Paris, London and Berlin to his ambitions for India, warts and all. ■

# Quand la France travaille au renforcement de son partenariat avec le Japon

Entretien réalisé par  
**Erwan Berger** |

Membre du Comité Asie de l'ANAJ IHEDN

## ENTRETIEN AVEC

**Louis Schweitzer** | Directeur de cabinet de Laurent Fabius jusqu'en 1981, avant de le suivre à Matignon. En 1986, il entre chez Renault et en devient le PDG en 1992 et jusqu'en 2005, avant d'assumer la Présidence de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité jusqu'en mars 2010. Fin 2012, il est nommé Représentant spécial du ministre des Affaires étrangères pour le partenariat franco-japonais et, en avril 2014, est également nommé Commissaire général à l'investissement.

Quand  
la France  
travaille au  
renforcement  
de son  
partenariat  
avec le Japon

27

**M.** Louis Schweitzer a été nommé fin 2012 représentant spécial du ministre des Affaires étrangères pour le partenariat franco-japonais et président du Conseil des Affaires étrangères. C'est à ce titre et à la suite de son intervention lors de la conférence organisée par l'ANAJ-IHEDN<sup>1</sup> à l'École militaire (Paris), le 6 novembre 2014 que nous avons sollicité son éclairage. En préambule de cet entretien, il nous semble aussi important de rappeler que, pour Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international, la diplomatie française doit être envisagée en termes de diplomatie stratégique, économique et culturelle, autour des quatre priorités que sont la paix et la sécurité, le climat, l'Europe et le développement économique.

**E.B. :** Pourriez-vous nous expliquer les raisons qui ont présidé à la création du poste de représentant spécial du ministre des Affaires étrangères pour le partenariat franco-japonais ?

**L.S. :** Initialement, sept représentants spéciaux ont été nommés. Il y a deux raisons à cela : la première est qu'il fallait renforcer les liens avec les pays en question, notamment après une période de relations moins intenses, comme cela a pu être le cas avec le Japon, après la présidence de Jacques Chirac. La deuxième est qu'il fallait assurer une meilleure couverture économique entre la France et ces pays, même si le périmètre du représentant spécial n'est pas qu'économique.

Le président François Hollande et le ministre Laurent Fabius ont souhaité renforcer le partenariat entre la France et le Japon, troisième puissance économique ►►

1. Conférence organisée par l'ANAJ-IHEDN à l'École militaire (Paris) le 6 novembre 2014, et intitulée « La France peut-elle encore jouer un rôle dans l'Économie mondiale ? ».

» mondiale, et donc donner un signe visible de cette volonté en nommant un représentant spécial.

Mes expériences de l'alliance<sup>2</sup> Renault / Nissan et de la vente par Renault de certaines de ses filiales<sup>3</sup> à des entreprises japonaises m'ont donné la chance de connaître les deux côtés du miroir : l'un en tant qu'investisseur au sein d'une entreprise japonaise, l'autre en tant que cédant à des entreprises japonaises. Celles-ci et ma relation de confiance et de proximité avec le ministre Laurent Fabius ont amené à ma nomination comme représentant spécial pour le Japon.

**E.B. : Comme vous l'avez souligné lors de votre intervention du 6 novembre 2014 à l'ANAJ-IHEDN, le Japon a pleinement conscience qu'il lui faut développer ses liens avec les autres pays du monde, en témoigne le très bon niveau de coopération avec la France. Pouvez-vous nous dire quels sont les axes prioritaires de développement avec le Japon ? Quelles sont les conditions de réussites pour l'établissement de partenariats franco-japonais ?**

2. Louis Schweitzer, Président-Directeur général du Groupe Renault de 1992 à 2005, est l'instigateur de l'alliance Renault-Nissan scellée en 1999 qui sera couronnée de succès.

3. Cession de son activité « directions » au japonais Koyo en 1993, puis de son activité « transmissions » au japonais NTN en 1998.

**L.S. :** La coopération avec le Japon était amicale mais distante. Il y avait une bonne volonté de coopération de part et d'autre, mais plus en termes d'intention que de mise en œuvre. En effet, le nombre de partenariats d'entreprise et le volume des flux commerciaux restent faibles. Dans le domaine militaire, le partenariat est limité de par les dispositions constitutionnelles qui s'appliquent au Japon et l'épisode des grilles d'appontage vendues à la Chine<sup>4</sup> en 2013 a également « préoccupé » Tokyo.

Une bonne amitié lie nos deux pays mais les coopérations demeurent réduites. Cette coopération limitée s'explique par les distances géographique et culturelle entre nos deux pays, ainsi que par l'insularité du Japon. En effet, le Japon est probablement la seule des grandes puissances mondiales à voir le nombre de ses étudiants partant étudier à l'étranger diminuer. A titre d'exemple, il y a, en valeur absolue, environ deux fois moins d'étudiants japonais que de Sud-Coréens étudiant à l'étranger, alors que la Corée du Sud est deux fois moins peuplée que le Japon. Cela pose un problème linguistique : la connaissance de l'anglais et son utilisation restent circonscrites.

Sauf dans quelques secteurs spécifiques, les entreprises françaises ne sont pas attirées par le Japon car le marché nippon est perçu, à juste titre, très avancé et très exigeant et, par conséquent, difficile à pénétrer. Il est par ailleurs assez fermé et stagnant puisqu'il n'y a pas ou peu de croissance. Cela implique de prendre des parts de marchés à des entreprises déjà implantées. Des habitudes de consommation très insulaires avec un rapport flux d'importation / PIB des plus faibles caractérisent aussi ce marché nippon. Si les relations avec les Japonais sont durables, leur mise en place se construit dans le temps ; or tout ce qui touche le long terme décourage souvent les acteurs du monde économique et industriel d'aujourd'hui. Par conséquent, pour des raisons objectives, tout concourt pour que l'intérêt des entreprises françaises voué au Japon soit limité.

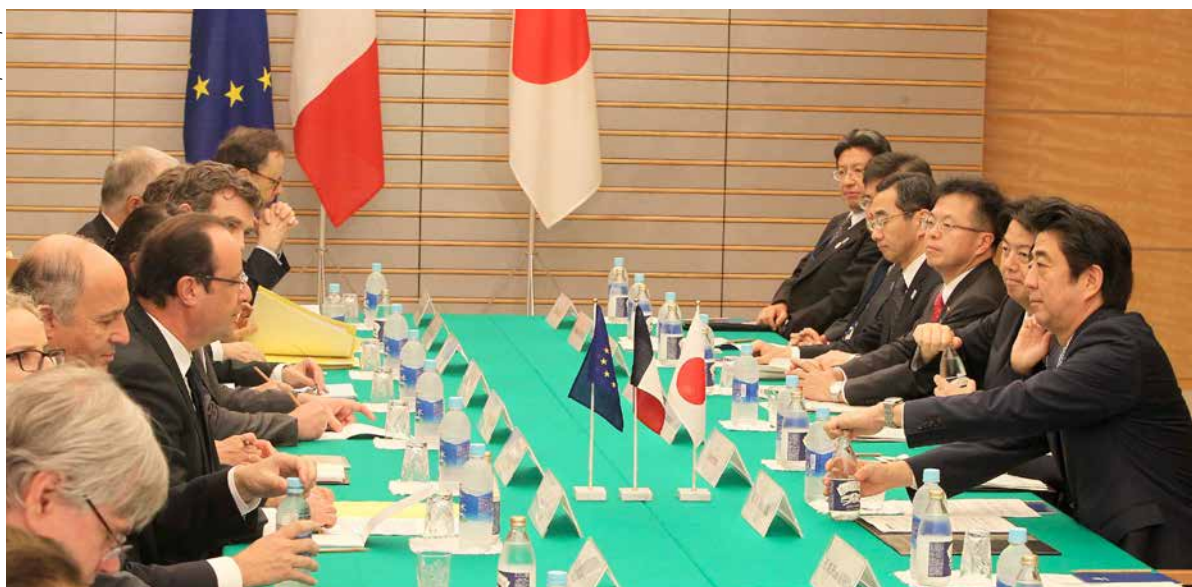
4. [http://www.lemonde.fr/japon/article/2013/03/18/tokyo-preoccupe-par-la-vente-de-materiel-militaire-francais-a-la-marine-chinoise\\_1849665\\_1492975.html](http://www.lemonde.fr/japon/article/2013/03/18/tokyo-preoccupe-par-la-vente-de-materiel-militaire-francais-a-la-marine-chinoise_1849665_1492975.html), consulté le 09/03/2015

Quand la France travaille au renforcement de son partenariat avec le Japon



Toshimitsu Motegi, ministre japonais de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, accueilli par Jean-Louis Schweitzer, Représentant spécial du ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, pour le partenariat franco-japonais au Quai d'Orsay, le 23 septembre 2013..

© Ministère des Affaires étrangères Frédéric de La Mure



Le Président François Hollande a été reçu par le Premier ministre japonais Shinzo Abe, à Tokyo, à l'occasion de sa visite officielle au Japon du 6 au 8 juin 2013.

Il faut donc susciter de part et d'autre un appétit. Les investisseurs japonais implantés en France sont plutôt heureux. L'image de la France au Japon est mitigée car elle est influencée par l'image que les Anglo-Saxons véhiculent de notre pays, le monde anglo-saxon étant le monde extérieur qui influence le plus le Japon. L'Hexagone a donc un problème d'image vis-à-vis des entreprises japonaises non présentes en Europe. L'Angleterre reste le premier pays d'investissement japonais en Europe, mais la France dispose de trois atouts : elle est perçue comme plus sûre que l'Europe centrale ou orientale, elle fait partie de la zone Euro et elle demeure un peu moins chère que l'Allemagne. En définitive, la France offre une assez bonne synthèse aux investisseurs japonais en Europe. Il faut aussi souligner une curiosité culturelle réciproque forte qui n'a probablement pas d'équivalent en Europe. Elle se traduit par l'organisation d'événements tels que « Japan expo » en France ou encore la « fête de la musique » au Japon.

Enfin, les Japonais ont compris que la France ne voulait pas choisir entre la Chine et le Japon, les Japonais étant par ailleurs très présents en Chine.

**E.B. : Deux ans après avoir lancé un plan de relance baptisé « Abenomics », le Premier ministre japonais Shinzo Abe**

**a remporté les élections législatives le 14 décembre 2014, alors même que le Japon était en récession au troisième trimestre 2014<sup>5</sup>. Quel regard portez-vous sur ce plan ? Dans quelle mesure peut-il profiter aux échanges franco-japonais, et notamment aux entreprises de l'Hexagone ?**

**L.S. :** Le Japon est sorti de la récession au quatrième trimestre 2014. Le plan « Abenomics » est un plan totalement keynésien par ses première et deuxième flèches<sup>6</sup>.

Dans la troisième flèche, la dimension essentielle à son succès était l'augmentation des salaires dans le secteur privé au Japon. Le gouvernement japonais a échoué les deux premières années à susciter cette relance salariale : les entreprises japonaises n'ont pas concédé de hausses salariales et en 2014, la hausse a été inférieure à celle de la TVA. Aussi, ce moteur qui était le relais keynésien naturel des mesures du gouvernement Abe n'a pas pu fonctionner. La modération syndicale, le changement d'équilibre entre les ►►

5. Eleanor Warnock et Mitsuru Obe, in *Wall Street Journal*, 17 novembre 2014.

6. <http://www.forbes.com/sites/stephenharnar/2013/02/03/the-abenomics-government-three-arrows-agenda-for-economic-revival/> et <http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/cercle-78261-abenomics-les-trois-fleches-de-la-strategie-economique-du-japon-ii-et-iii-1018153.php>, consultés le 09/03/2015

Quand la France travaille au renforcement de son partenariat avec le Japon

» entreprises et l'Etat au Japon, fait que ce qui aurait semblé naturel il y a quelques années ne l'est plus aujourd'hui. Le fait de combiner un moteur keynésien et des réformes structurelles est une approche intelligente, mais l'élément durable du moteur keynésien n'a jusqu'à présent pas fonctionné ou n'a pas été mis en marche.

Le Japon est un pays sans chômage et sans croissance : sa situation est donc très différente de celle de la France. Concernant l'augmentation du volume de la main d'œuvre disponible, les personnes âgées travaillent aussi tard que possible. Shinzo Abe est le premier dirigeant japonais à avoir vraiment voulu évoquer le travail des femmes mais cela va à l'encontre des traditions. Qui plus est, l'immigration est impossible pour le moment. La seconde difficulté vient du secteur protégé et traditionnel de l'agriculture et des services, qui est peu efficient, très peu exposé à la concurrence internationale mais politiquement absolument central. Or, je ne crois pas qu'il y ait un consensus pour remettre en cause cet équilibre de la société japonaise.

S'il y a des perspectives, il ne faut pas s'attendre à un boom des exportations françaises vers le Japon : on peut simplement espérer atteindre un équilibre là où les échanges étaient historiquement déficitaires pour la France.

**E.B. : Si les barrières non tarifaires établies par l'administration (comme la réglementation sur l'implantation des concessionnaires et la fiscalité sur les « mini véhicules ») sont source de surcoûts pour les entreprises françaises souhaitant exporter au Japon, il semble que les entreprises japonaises rencontrent les mêmes difficultés en France. Toutefois, un processus de partenariat privilégié entre les deux pays a été lancé lors de la visite du Président français François Hollande au Japon en juin 2013. Quels pourraient être les apports de ce partenariat et à quelles échéances ? Sachant qu'un accord de libre-échange entre l'UE et le Japon est en cours de négociation, de quelle manière ce partenariat franco-japonais se positionne-t-il ?**

**L.S. :** Il y a une énorme différence entre l'Europe et le Japon puisque ce dernier est un pays et la première une communauté. Les barrières non tarifaires sont en général le reflet d'une sorte de concertation entre l'administration et les entreprises. Cette concertation a toujours existé au niveau national et l'UE a eu pour effet de casser ces accords entre administration et entreprise. Objectivement, il y a donc beaucoup moins de barrières non tarifaires en Union Européenne qu'au Japon. Aussi, lorsque l'on engage une négociation commerciale, l'Europe a déjà abaissé 80% ou 85% de ses barrières non tarifaires contre 10% environ pour le Japon. La situation de départ est donc très différente.

La seconde difficulté consiste en ce que, lorsqu'une baisse tarifaire est annoncée, les entreprises, confiantes en cette annonce, anticipent cette baisse avant même qu'elle ne soit effective. A l'inverse, pour une limitation de barrière non tarifaire, les entreprises veulent voir de façon effective l'abaissement ou la suppression de la barrière non tarifaire avant d'en tirer des conséquences : dans ce dernier cas, l'effet commercial a donc lieu après l'accord. Par ailleurs, certaines véritables exigences de qualité du consommateur japonais peuvent être vécues à tort comme des barrières non tarifaires.

Il est difficile de déterminer quand l'accord sur les barrières non tarifaires entre l'UE et le Japon sera conclu, d'autant qu'il y a un lien avec l'accord sur le Partenariat transpacifique<sup>7</sup>, qui connaît à ce jour des difficultés.

**E.B. : En mai 2014, le Forum organisé à Paris par le Comité d'échanges franco-japonais et le Comité d'échanges Afrique-France de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Paris-Ile-de-France a mis en exergue les nouvelles opportunités du marché africain. Alors que nombre de puissances économiques, à commencer par la Chine, accentuent leur implantation écono-**

7. <http://bourse.lesechos.fr/infos-conseils-boursiers/actus-des-marches/infos-marches/le-japon-souhaite-participer-au-tpp-annonce-shinzo-abe-863154.php> et <http://www.dfat.gov.au/trade/agreements/tpp/Pages/trans-pacific-partnership-agreement-tpp.aspx>, consultés le 09/03/2015

**mique sur ce continent, quelles actions communes la France et le Japon pourraient-ils, selon vous, mettre en œuvre en Afrique ?**

**L.S. :** Un premier projet France-Japon-Afrique a été mis en place sur la riziculture au Sénégal. Il se déroule bien. Un second est en train d'être amorcé qui a pour objectif de développer des concepts de villes durables en Afrique.. Cela implique chaque fois un accord entre les entreprises, les agences de développement et les gouvernements des pays.

Le Japon et la France disposent de savoir-faire en matière de villes durables et des échanges existent dans ce domaine entre nos deux pays (Lyon Confluence<sup>8</sup> ; Tsukuba<sup>9</sup>) : ce partenariat paraît donc pertinent.

Par ailleurs, l'un des éléments mis en avant par la COP21<sup>10</sup> est l'action positive dans les pays tiers. Or, l'Afrique est la région qui connaîtra l'urbanisation la plus rapide et la plus violente, totalement désordonnée et désastreuse sur les plans climatique et sanitaire. On a donc l'intuition forte que le rendement pour améliorer les conditions d'urbanisation en Afrique est très élevé et qu'il faut donc lancer des projets dès à présent.

Par ailleurs, la présence de plus en plus importante de la Chine en Afrique peut aussi inquiéter le Japon, tout comme certains pays africains. Celle-ci peut donc constituer une autre incitation pour le Japon à s'investir en Afrique. Les investisseurs japonais sont relativement prudents et ne sont présents qu'en Afrique orientale. Ils n'ont pas envie de s'avancer en Afrique occidentale seuls, et sont donc favorables à un partenariat avec la France, celle-ci ayant une meilleure connaissance permettant d'être plus efficace. Aussi

8. <http://www.lyon-confluence.fr/fr/projet-urbain/amenageur/parteneriats.html> et <http://www.lyon-confluence.fr/fr/actualites-2014/hikari-recompense.html>, consultés le 09/03/2015

9. <http://www.dfat.gov.au/trade/agreements/tpp/Pages/trans-pacific-partnership-agreement-tpp.aspx> et <http://institut.inra.fr/Strategies/Europe-et-international/Toutes-les-actualites/Laboratoire-commun-Inra-universite-de-Tsukuba-Japon>, consultés le 09/03/2015

10. Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques organisée à Paris en décembre 2015, appelée aussi Paris Climat 2015.

© Nissan



*Renault-Nissan est sans doute l'alliance franco-japonaise la plus emblématique. Un rapprochement initié par Louis Schweitzer lorsqu'il était à la tête du constructeur automobile tricolore.*

je crois beaucoup à ce partenariat France-Afrique-Japon qui a un vrai potentiel et est résolument positif.

**E.B. :** **Placée sous l'égide du ministère français des Affaires étrangères et du Développement international, la Conférence Paris Climat 2015, organisée en décembre 2015 à Paris, représente un enjeu majeur tant sur le plan diplomatique qu'environnemental. Lui aussi très actif dans le domaine de l'environnement, le Japon a lancé l'initiative « 3R » (Reduce, Reuse, Recycle) lors du sommet du G8 de 2004. Quelle coopération pourrait être envisagée dans ce domaine entre la France et le Japon ? Comment ces deux pays peuvent-ils œuvrer pour faire de « Paris Climat 2015 » une réussite ?**

**L.S. :** Le Japon abonde plus généreusement que d'autres le fonds de soutien des pays en voie de développement, qui constitue l'un des éléments de la COP21. Il est en effet très engagé en faveur de l'initiative 3R. Cependant, l'enjeu de la COP21 porte principalement sur les gaz à effet de serre.

La faiblesse du Japon réside dans sa situation vis-à-vis du nucléaire – un sujet très ➤➤

Quand la France travaille au renforcement de son partenariat avec le Japon



© Airbus S.A.S 2013 / Mekoto Arai

*L'avionneur européen Airbus a décroché deux contrats pour 31 appareils A350 évalués à 9,5 milliards d'euros ainsi que pour 30 A320Neo et A321Neo d'une valeur de 2,6 milliards d'euros auprès des compagnies Japan Airlines (JAL) et All Nippon Airways (ANA) en octobre 2013 et mars 2014. Ci-dessus, le Président-Directeur général d'Airbus Fabrice Brégier aux côtés du Président de Japan Airlines Yoshiharu Ueki.*

sensible au Japon. Tokyo pourrait donc, lors de la COP21, afficher des ambitions nationales moindres que par le passé en termes de réduction de gaz à effet de serre, c'est-à-dire avant la catastrophe de Fukushima. Par ailleurs, le Japon ne possède pas beaucoup de réserves de capacité de ressources d'énergie renouvelable. S'il affiche une très bonne volonté en matière de réduction des gaz à effet de serre, il ne se classe malheureusement pas au rang de premier pays en terme de résultats / objectifs.

**E.B. : Témoignant de relations bilatérales de confiance dans le domaine de la défense, le premier dialogue « 2+2 » entre les ministres des Affaires étrangères et de la Défense de la France et du Japon s'est tenu en janvier 2014 et a mis en évidence des préoccupations partagées pour la sécurité en Asie. Alors que le Japon conserve des liens étroits sur le plan militaire avec les Etats-Unis, comment la coopération franco-japonaise en termes de sécurité et de défense peut-elle évoluer ?**

**L.S. :** En préambule, il faut rappeler que le rôle du représentant spécial vise à favoriser le renforcement des liens économiques et ne porte pas sur les questions militaires.

Le bouclier apporté par les Etats-Unis au Japon paraît aujourd'hui moins assuré que par le passé, même si ni la France, ni aucun autre pays ne peut s'y substituer.

Pour ma part, je n'identifie pas d'élément qui pourrait déclencher de vraies guerres dans la région, à l'instar de ce qui a pu se passer en Ukraine. Si la Corée du Nord tentait quoi que ce soit, et je ne la vois pas le faire, je pense qu'un consensus international se formerait à son encontre pour y mettre un terme. En revanche, l'influence croissante de la Chine en Asie peut inquiéter le Japon.

Tout en conservant ses liens étroits avec les Etats-Unis, le Japon se dirige vers une certaine diversification de ses relations. La France<sup>11</sup> a ici un atout particulier car elle demeure une puissance de l'océan Pacifique. Cela crée une communauté d'intérêts du point de vue japonais et une coopération naturelle. Les domaines de coopération pourraient être l'armement, d'autant que le Japon n'est pas un concurrent direct dans ce domaine, ainsi que l'échange de renseignements et d'informations. Toutefois, cela dépendra aussi de l'action militaire future des Japonais sur la scène internationale.

**E.B. : En tenant compte du soutien de la France à la candidature du Japon au Conseil de sécurité de l'ONU<sup>12</sup>, quelles sont, selon vous, les synergies communes aux deux pays sur la scène internationale ? Dans quelle mesure la**

11. N.D.L.R. : depuis la réalisation de cet entretien, le Japon a signé, le 13/03/2015, avec la France un accord de coopération militaire avec transfert d'équipements et de technologies. <http://fr.reuters.com/article/topNews/id-FRKBNOM91YF20150313> et <http://www.lesechos.fr/industrie-services/air-defense/0204224952774-armement-paris-et-tokyo-cimentent-leur-relation-1101905.php>, consultés le 14/03/2015

12. <http://www.franceonu.org/la-france-a-l-onu/dossiers-thematiques/reforme-de-l-onu/la-reforme-du-conseil-de-securite/la-france-a-l-onu/dossiers-thematiques/reforme-de-l-onu/la-reforme-du-conseil-de-securite/article/la-reforme-du-conseil-de-securite>, consulté le 09/03/2015



## présence du Japon au Conseil de sécurité peut-elle constituer un atout pour la France ?

**L.S. :** La France soutient l'élargissement du Conseil de sécurité. Il est cependant difficile de prévoir une date pour cette réforme et il n'y a d'ailleurs pas de consensus sur son contenu. Personne ne peut dire aujourd'hui le statut des nouveaux « membres permanents » et je ne pense pas que qui que ce soit envisage d'étendre le droit de veto à de nouveaux membres. Selon moi, la réforme du Conseil de sécurité, souhaitable au demeurant, ne conduira pas dans un avenir proche à un rééquilibrage politique au sein de l'Organisation des Nations Unies.

Pour un pays qui en est déjà membre, chercher un avantage dans l'accession d'un nouveau pays au Conseil de sécurité n'a pas forcément de sens. La question est surtout de savoir si un Conseil de sécurité élargi a plus de poids et de légitimité dans le monde d'aujourd'hui et s'il ne perd pas en efficacité ce qu'il gagne en légitimité. C'est une vraie question qui se pose non pas seulement pour le Japon mais aussi pour d'autres pays, comme par exemple l'Allemagne, le Brésil ou l'Inde.

Quant aux synergies entre les deux pays, elles peuvent s'opérer autour de l'Etat de droit, du développement des échanges internationaux, d'une vision commune des

droits de l'Homme – même s'il y a des différences, comme sur la peine capitale – et d'une vision de la démocratie. C'est un partage de valeurs communes plus que des synergies au sens économique.

Le Japon ne veut en rien relâcher sa relation avec Washington mais souhaite, à la fois parce que les Etats-Unis s'éloignent un peu et que le Japon a davantage confiance en lui-même, passer à une relation plus diversifiée en s'intéressant à d'autres pays du monde. C'est un peu ce qui s'est passé avec l'Allemagne il y a une dizaine d'années.

Le Japon regarde beaucoup plus vers l'Europe, mais l'Europe n'est pas une unité économique et politique. C'est la raison pour laquelle il y a une concurrence économique et politique des pays au sein de l'Europe pour être le partenaire privilégié du Japon. La Grande-Bretagne a l'avantage de l'insularité et de la langue, mais l'inconvénient d'être hors du cœur politique de l'Europe et hors de la zone euro. La France, au sein de l'Europe occidentale, a l'avantage d'être une puissance qui dispose d'une forme de dimension stratégique mondiale, ce qui est un atout vis-à-vis du Japon et de bénéficier de cette dimension culturelle que nous avons évoquée plus tôt. L'Allemagne est une puissance industrielle proche du Japon, confrontée elle aussi à une démographie déclinante, mais compensée par une immigration forte. ■

Quand la France travaille au renforcement de son partenariat avec le Japon

# L'Asie et l'espace

## Environment in Asia : concerns and actions

Entretien réalisé par

**Erwan Berger** |

Membre du Comité Asie de l'ANAJ IHEDN

### ENTRETIEN AVEC

**Michikazu Kojima** | Chercheur confirmé au sein de l'Institut des économies en développement - Organisation japonaise du commerce extérieur (IDE-JETRO).

Asia : towards  
an environ-  
mentally sound  
management

34

I am pleased to interview Michikazu Kojima and would like to thank him for sharing with us his knowledge about Environment in Asia. I am sure that this interview will enable increasing the awareness about the actions for Environment in Asia. Michikazu Kojima is a Senior Research Fellow at the Institute of Developing Economies which is a research institute under the Japan External Trade Organization (JETRO). JETRO is a semi-governmental organization supervised by the Japanese Ministry of Economy, Trade and Industry. The interview deals with four main parts : first part about



*Michikazu Kojima.*

international trade in recyclable and hazardous waste and the Basel Convention, second part about the 3R initiative launched by the Japanese Government in 2004, third part about reuse of products and then the last part with a few words about the norms and « Paris Climate 2015 ».

*Let us discuss a bit about the book "International Trade in Recyclable and Hazardous Waste in Asia" of which you are a co-writer.*

**E.B. :** How did you get the idea of writing this book?

**M.K. :** Export of recyclable waste has increased rapidly since late 1990s. I started research on the destination of recyclable waste and related trade regulation. After I reviewed the books and papers on international trade

of recyclable and hazardous waste, and visited recycling factories in Asia, I realized there was no good overview on this issue. We published the first report on international trade of recyclable waste in Asia in 2005, in Japanese and English. The new book covers more concrete analysis on the issue.

**E.B. : You often refer to a sound material cycle and recycling system. Could you, please, explain what it means?**

**M.K. :** Recycling industry often generates pollution issue. Waste generated in recycling process also needs to be treated properly. In Asian countries, we have often observed that the recycling industry causes pollution problem. Such recycling can be regarded as an unsound material cycle and recycling system. A sound material cycle and recycling system means a recycling system with pollution control and proper management of residues.

**E.B. : In the Chapter 2, you talk about the environmental laws but also the benefits of the recyclable trade for both importing and exporting countries. How would you summarize the legal context in Asia and how does it impact the environment care?**

**M.K. :** International trade generate benefits for both importer and exporter. But social costs, externalities, generated in importing country may not be internalized, due to lack of regulation or weak enforcement. Some countries such as China, carefully design the transboundary control of recyclable waste. Some countries also prohibit the import of hazardous waste. But too strict regulations often hamper the investment in environmentally sound recycling facility

**E.B. : The Basel Convention entered into force on May 5th, 1992. Since this date, several Conferences of Parties have been organized and have also given guidelines for environmentally sound management. What are the remaining challenges of this Basel Convention?**

**M.K. :** The enforcement of the Convention in national level, especially in least developed countries is still weak. Regulation on

© Michikazu Kojima



*Open burning of plastic-coated wire to extract copper, in Vietnam 2009.*

hazardous waste should be enacted in some countries, if they do not have control. Capacity of enforcement officer should be strengthened. Too strict, a regulation hampers the flow of hazardous waste destined to good facilities. It is better to reduce the extra-barrier for trans-boundary movement destined to good facilities.

**E.B. : What would the other levers to channel or regulate the channeling for waste streams be? Could there be financial incitations based on duties and taxes for example?**

**M.K. :** If some waste are recycled in market basis, with environmentally sound manner, it is not necessary for government to intervene upon the recycling system. But if the waste are sent to improper recyclers, or illegally dumped, governments should enforce pollution control, and/or, create financial incentives to channel the waste to good recyclers or facilities.

**E.B. : In Europe, directives have been put in place for some waste streams (end of life vehicles, electronic and electric equipment...). In 2015, the ASEAN Economic Community should become a reality, thus do you think that it could be a lever to put in place ASEAN directives for waste management?**

**M.K. :** ASEAN directives have not been argued. ASEAN aims to introduce political integration, but it will take time. >>

Asia : towards an environmentally sound management

» **E.B. :** In the chapter 11, you refer to informal recyclers and formal recyclers, but also to social impacts. Could you, please, tell us a little bit more about? Could we conclude that recyclable trade is a good thing as soon as we use formal recyclers?

**M.K. :** Yes, we should use formal recyclers, but it is not sufficient. Sometimes a formal recycler does not follow regulation and sells imported waste to informal recyclers. We need to check the actual practice.

**E.B. :** What are the main lessons you have derived from writing this book?

**M.K. :** International trade of recyclable and hazardous waste can be beneficial to both importing and exporting countries. But we need some control to ensure that the wastes are recycled properly.

*Then, let us discussed about this 3R initiative (Reduce, Reuse, Recycle) proposed by the Japanese Prime Minister Koizumi in 2004 at the G8 summit.*

**E.B. :** Could you, please, briefly describe this 3R initiative for the ones who have never heard about? Is there an official website for this initiative?

Asia : towards  
an environ-  
mentally sound  
management

© Michikazu Kojima



4th 3R Forum in Asia.

**M.K. :** 3R initiative<sup>1</sup> was proposed by the Japanese government at a G8 summit in 2004. The Japanese government organizes some international conferences to share experiences on 3Rs among international community and to discuss how to promote 3R internationally.

It was very active until 2008. But right now, the Japanese government focuses its regional activities in Asia and Pacific. Almost every year, a Regional 3R Forum in the Asia and Pacific has been organized by Ministry of Environment, Japan, UNCRD<sup>2</sup> and other organizations.

**E.B. :** What are the focuses / priorities of the 3R Group (Ha Noi declaration from the 4th 3R Forum, Surabaya declaration from the 5th 3R Forum...)?

**M.K. :** Various issue related to waste management and 3Rs are discussed. In Ha Noi declaration, 33 goals were identified, which include “significant reduction in the quantity of municipal solid waste generated” “promote industrial symbiosis”, “ensure environmentally-sound management of e-waste” and others.

**E.B. :** How are the achievements / improvements measured and reported? Has there been any visible result yet?

1. The official website is : <http://www.env.go.jp/recycle/3r/en/>

2. <http://www.uncrd.or.jp/index.php?menu=389>

© Erwan Berger



Isetan center in Bangkok - August 2014

**M.K. :** Countries made national reports for the 3R forum, but an extensive review has not been conducted. Ministry of Environment in Japan is going to support expert group to review the current situation, progress and best practices in the region.

**E.B. :** **The 2015 Climate Conference is also an important meeting for the future. How are the 3R Members involved for this Conference?**

**M.K. :** 3R members are not directly involved in the negotiation process of climate. But outcome of climate negotiation, and national mitigation measures have an impact on 3R and waste management. Composting projects transforming biomass waste into energy projects, and biogas recovery from landfill projects have been conducted under the framework of Clean Development Mechanism.

**You have disclosed that you were going to publish a book, in Japanese, about Reuse.**

**E.B. :** **How would you qualify the “Reuse” mindset in Asia? Are there huge differences according to the Countries?**

**M.K. :** In Asian developing countries, reuse is common. But in Asian developed countries, repair cost is often higher than buying new equipment. Most of consumers prefer new ones.

**EB :** **In Asia, do we speak about “Reuse” for all major kinds of products (High-Tech, Car Industry, Packaging, Textile...) or is there a focus on some of them?**

**M.K. :** Yes.

**E.B. :** **Would you have some examples of “Reuse” that you may have seen when writing your book, maybe some surprising ones or some that are really promising for environment care?**

**M.K. :** A company in Singapore collects game machines from Japan, US and EU countries, refurbishes and sells them to cus-

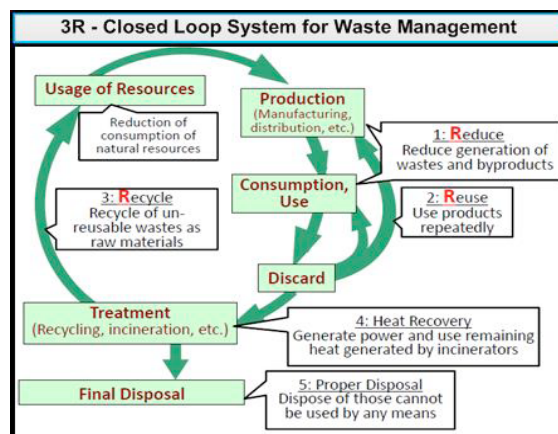
tomers in Asian countries. They are in a quite good condition.

**E.B. :** **How is “Reuse” supported by the industries? Do we have companies specialized in the refurbishment and remarketing of the products? Is there any existing list of official refurbishing companies?**

**M.K. :** No list exists. APEC made a list of re-manufacturing companies in the region, but it is not a complete list<sup>3</sup>.

**E.B. :** **Extended producer responsibility (EPR) is often the best way to maximize recycling and reuse. Is it something that you have also noticed during your research for your book?**

**M.K. :** EPR is a good policy option. But it may be difficult for developing countries to implement EPR, if imitated products and smuggled goods have substantial share of the market. It is pointed out as the second one on the list of publications in the first page.



**E.B. :** **High Tech products are often renewed which is positive for the company growth, the employment... but may have a negative impact on the environment. Some people even talk about planned obsolescence. How is it managed in Asia?** >>

3. [http://www.apec.org/~media/Files/Groups/MAG/20131120\\_APEC-RemanResourceGuide\\_Sep2013.pdf](http://www.apec.org/~media/Files/Groups/MAG/20131120_APEC-RemanResourceGuide_Sep2013.pdf)



© Michikazu Kojima

Drop box for small home appliances in Japan

►► **M.K.** : In Asia, there were some markets which need cheap secondhand goods. So lifetime of high tech products may be longer in the region, taking international reuse into account. But such international reuse puts burden of handling high tech waste on least developed countries.

**E.B.** : In France, people have started to implement laws about the planned obsolescence. Are there any proposals in term of administration, limitation, controls, laws... in Asia? How would any breach of the law related to planned obsolescence be pointed out or controlled?

**M.K.** : The Japanese government requires producers to attach the information of duration of safety use of specific appliances such as built-in dish washer, oil heater, and others. China has also similar regulation on home appliances. China regulates the lifetime of automobiles. The main objective is safety.

**E.B.** : What are the organizations, the means, the incentives put in place in Asia for maximizing the reuse of High Tech products such as personal computers, mobile phones and tablets, but also the requirements and controls for ensuring their quality?

**M.K.** : I have not heard of any regional organization, means or incentive in regional level. Most of activities are voluntary market-based activities. Regarding high tech obsolete products which may include high personal information, Refurbished (Reuse) & Recycle Information Techno-

logy Equipment Association in Japan set a guideline for erasing data and created certification schemes. The Chinese government supports pilot projects on companies remanufacturing some products. The Japanese government enacted law for effective utilization of resources. Based on the act, Ministry of Economy, Trade and Industry can specify reuse-promoted products, the manufacturers of which are required to ensure rational use of raw material, prolong product life and reduce generation of obsolete products. It requires manufacturers to make action programs, but does not require special action by them. METI specifies automobiles, some home appliances, personal computers and others as target products.

**Last but not least :**

**E.B.** : How is ISO 14001 considered in Asia? Are there a lot of companies which are certified in Asia? What are its main strengths and weaknesses? How should it be improved?

**M.K.** : There are many companies getting ISO14001 certification, especially industrialized

Asia : towards  
an environ-  
mentally sound  
management

© Erwan Berger



Isetan center in Bangkok - August 2014.

countries including China and Thailand. As my understanding, the main focus of ISO14001 is management system complying with regulation. If regulation is not sufficient, it does not work well. In addition, it is costly for SMEs, which need basic management system.

**E.B. : 2015 is the year of the Climate 2015 conference. How is this conference foreseen in Asia?**

**M.K. :** We got huge damage from big typhoons in this year. We need urgent action. I hope we will reach the consensus in the meeting.

**E.B. : May I ask you to conclude by any of the topics you would like to share with us or debate you would like to launch.**

**M.K. :** I will consider. ■

## Bibliographie

### Here under is an extract of the bibliography of Michikazu Kojima :

- “Trade and the environment” in “The Economics of East Asian Integration: a Comprehensive Introduction to Regional Issues” (2011, Edward Elgar)
- “Difficulties in applying extended producer responsibility policies in developing countries: case studies in e-waste recycling in China and Thailand”, *Journal of Material Cycles and Waste Management* (2009, Volume 11, Springer)
- “Promoting 3Rs in developing countries - Lessons from the Japanese Experience” (2008)
- “Rating Program Revisited: In the Case of Indonesia”, in “Development of Environmental Policy in Japan and Asian Countries” (2007, Palgrave)
- “Current status and research on E-waste issues in Asia”, *Journal of Material Cycles and Waste Management* (2006, Volume 8, Springer)
- «Trade and the Environment: Promoting Environmentally Friendly Trade» in “The State of the Environment in Asia 2005/2006” (Japan Environmental Council (ed.), Springer, 2005)
- «Development of Social System to Control Pollution: A Case of Tapak River» in “Impact of Decentralization on Local Environmental Management in Indonesia: A Case Study of Semarang” (Graduate School of Global Environmental Studies, Kyoto University, 2004)
- «Wandering Wastes» with AOKI Yuko, YOSHIDA Fumikazu and ISONO Yayoi, in Japan Environmental Council (ed.) *The State of the Environment in Asia 2002/2003*, Springer, 2002
- «International Trade in Recyclable Wastes» presented at 6th Asia-Pacific NGO Environmental Conference, Kaohsiung, Taiwan, 2002
- «Trade and Environmental Governance: Theory and the American Experience» in “Framing the Pacific in the 21st Century: Coexistence and Friction, Center for Pacific and American Studies” (University of Tokyo, 2001)
- «Economic Development and Pollution in Indonesia» in “Development and the Environment - The Experiences of Japan and Industrializing Asia” (IDE, 1995)

Asia : towards an environmentally sound management

# Le partenariat stratégique Chine-Russie : vers une nouvelle guerre froide et le déclin de l'influence américaine en Asie-Pacifique ?

L'AUTEUR

**Nathan Juglard** | Auditeur-jeune de l'IHEDN  
(79<sup>ème</sup> session, Besançon, 2013), membre du Comité  
Asie | Étudiant en double master Sciences Po Lyon  
- EM Lyon.

Le partenariat  
stratégique  
Chine-Russie

40

**L**oin d'ouvrir une nouvelle ère dans les relations entre la Chine et la Russie, le conflit ukrainien et le refroidissement des relations entre les Etats européens et Moscou n'ont fait que renforcer une tendance déjà existante : le renforcement des liens de la Russie avec les pays asiatiques et particulièrement la Chine, moteur économique de la région.

Empêtré dans la crise ukrainienne et soumis à un nouveau régime de sanctions économiques, Vladimir Poutine n'a d'autre choix que de pallier le déclin des exportations russes vers l'Union européenne par un regain d'intérêt pour l'Extrême-Orient. Ce rapprochement stratégique s'est opéré par vagues successives, depuis la crise économique et financière de 2008 et la crise ukrainienne de 2014, et repose sur la capacité de la Chine et de la Russie à dépasser un lourd héritage

commun. Les relations entre les deux pays ont en effet toujours été asymétriques et hiérarchiques, et le réchauffement masque en réalité une longue histoire de méfiance réciproque, d'hostilité et de division. Ceci fut en particulier le cas durant la période de la guerre froide, lorsque les dissensions sino-russes ont divisé le monde communiste. Au-delà de leur rapprochement, la Russie et la Chine restent cependant deux puissances rivales en Extrême-Orient. D'une part la Russie voit d'un mauvais œil la politique expansionniste chinoise dans la région, ainsi que les vagues d'immigration chinoise en Sibérie Orientale. D'autre part, la Chine s'est montrée relativement inquiète face à la volonté russe de reconstituer un partenariat avec les républiques de l'ex bloc soviétique, allant ainsi directement à l'encontre des intérêts chinois en Asie centrale. Le « pivot » effectué par la Russie vers l'Extrême-Orient joue en faveur de la Chine qui cherche à exploi-



ter sa position économique favorable dans la région. Si les questions économiques et énergétiques restent au cœur du partenariat Chine – Russie, un volet sécuritaire à travers des manœuvres militaires communes et une lutte contre le terrorisme est aussi présent dans ces relations, en particulier à travers l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Depuis l'établissement d'une « partenariat stratégique » en 1996, accords et contrats se multiplient dans des domaines comme le commerce, l'énergie, l'investissement en infrastructures, la coopération militaire ou encore des échanges culturels. Depuis 2010, la Chine est devenue le premier partenaire commercial de la Russie.

La récente tournée effectuée en 2014 par Xi Jinping dans les pays asiatiques a confirmé l'influence grandissante de la Chine dans la région. En mai 2014, la Russie et la Chine ont conclu un accord historique comprenant notamment un contrat gazier prévu pour une durée de 30 ans, à hauteur de 400 milliards de dollars<sup>1</sup>. La Russie va ainsi fournir 28 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an à travers des gazoducs et d'autres infrastructures qui seront mises sur pied grâce à des investissements massifs de la part de compagnies chinoises. La Chine s'est en effet engagée à participer à la mise en valeur de l'exploitation des gisements de Vladivostok, de Khabarovsk et de Yakoutie en Sibérie Orientale, ainsi que des réseaux de gazoducs destinés à transporter du gaz vers le sud et l'est de la Chine, et ce à travers un investissement de 25 milliards de dollars. Quelques semaines après cet accord historique de 400 milliards de dollars, d'autres accords entre la Chine et la Russie ont également été conclus dans les domaines énergétique, économique et militaire. En octobre 2014, un accord gazier de 1000 milliards de m<sup>3</sup> de gaz a ainsi été conclu entre la Russie et la Chine. En juillet 2013, les marines chinoise et russe ont organisé conjointement des manœuvres de grande ampleur en mer de Chine orientale, envoyant ainsi un message fort aux Etats-Unis et à ses alliés dans la région. Ainsi, la

Russie met en avant sa volonté de diminuer l'influence américaine en Asie-Pacifique mais aussi sa volonté de construire avec la Chine une nouvelle architecture de sécurité régionale. Ce récent rapprochement entre la Chine et la Russie marque une avancée majeure dans la concrétisation du « partenariat stratégique » amorcé en 1996.

Les visées de ce rapprochement sont néanmoins très pragmatiques des deux côtés. Du côté russe, Vladimir Poutine est avant tout un dirigeant pragmatique qui diversifie son carnet de commandes en se tournant vers l'Orient. Du côté chinois, sur le court terme, la Chine cherche avant tout à tirer profit de la faiblesse de la Russie et ainsi à sécuriser ses approvisionnements en matières premières. Il est néanmoins plus difficile de déterminer les ambitions chinoises sur le long terme. La Chine cherche-t-elle à étendre sa sphère d'influence en Asie centrale au détriment de la puissance historique russe ? Cherche-t-elle à établir une coopération militaire durable pour contenir les Etats-Unis hors du Pacifique ? La Russie, qui considère l'Asie centrale comme son pré carré, les technologies militaires sa politique énergétique comme des instruments de puissance ne se laissera pas facilement abattre.

En rééquilibrant ses échanges vers l'Ouest, elle cherche aussi à sécuriser et diversifier ses exportations, et intensifier ses échanges avec les pays asiatiques en pleine croissance. Le partenariat sino-russe n'est peut-être qu'un « axe de convenance »<sup>2</sup> qui pourrait s'autodétruire du fait d'une « méfiance généralisée » enracinée dans les griefs historiques, la compétition géopolitique et dans deux systèmes politiques radicalement opposés<sup>3</sup>. Des préjugés culturels répandus et une soudaine divergence dans leurs intérêts pourraient être engendrer une dégradation importante de la relation ?

Dès lors, on peut se demander si le rapprochement entre la Chine et la Russie est >>

1. [http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/05/22/la-chine-devient-le-deuxieme-client-du-russe-gazprom-encore-loin-derriere-l-europe\\_4423498\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/05/22/la-chine-devient-le-deuxieme-client-du-russe-gazprom-encore-loin-derriere-l-europe_4423498_3234.html)

2. [http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/05/22/la-chine-devient-le-deuxieme-client-du-russe-gazprom-encore-loin-derriere-l-europe\\_4423498\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/05/22/la-chine-devient-le-deuxieme-client-du-russe-gazprom-encore-loin-derriere-l-europe_4423498_3234.html)

3. <http://www.foreignaffairs.com/articles/65230/stephen-kotkin/the-unbalanced-triangle>

» la conséquence d'un opportunisme ou s'il marque la naissance d'un véritable « partenariat stratégique ». Quelles sont les implications de cette alliance sur la présence américaine en Asie-Pacifique ? Nous analyserons cette question sous trois angles distincts. Tout d'abord, nous présenterons l'aspect géoéconomique du partenariat Chine – Russie à travers l'intensification des échanges économiques, énergétiques et technologiques. Nous soulignerons ensuite l'impératif géostratégique du rapprochement entre la Chine et la Russie en analysant la coopération militaire et les impératifs de sécurité. Nous verrons enfin l'ambition géopolitique qui anime la Russie et la Chine pour constituer un front antioccidental destiné à contrecarrer l'influence américaine, en Asie-Pacifique mais aussi au sein du système international.

## L'intensification des échanges économiques et énergétiques

L'économie russe subit de nombreux revers depuis la crise financière de 2008. Avec le second tour des sanctions fin 2014, la croissance est en berne, l'inflation est galopante, la crise du rouble (perte de 30% de sa valeur) et la chute du prix du pétrole (perte de 25% de sa valeur) entravent les échanges commerciaux. Les bouleversements récents sur le marché énergétique mondial avec les avancées technologiques du gaz de schiste, notamment aux Etats-Unis, et l'expansion du gaz naturel liquéfié réduisent considérablement les marges de la Russie dont l'économie repose sur l'exportation des matières premières. Malgré ces revers, le commerce entre la Russie et la Chine dépasse en volume les 95,28 milliards de dollars en 2014, selon les autorités chinoises<sup>4</sup>, soit une hausse de 6,8% par rapport à l'année précédente. Comparée à 2013, les importations chinoises de produits russes ont augmenté de 4,9% à 41,6 milliards et les exportations chinoises vers la Russie ont atteint 53,68 milliards, soit une hausse de 8,2%<sup>5</sup>. Le déficit

4. [http://in.rbth.com/news/2015/01/13/russia-china\\_trade\\_exceeded\\_95\\_billion\\_in\\_2014\\_40783.html](http://in.rbth.com/news/2015/01/13/russia-china_trade_exceeded_95_billion_in_2014_40783.html)

5. [http://in.rbth.com/news/2015/01/13/russia-china\\_trade\\_exceeded\\_95\\_billion\\_in\\_2014\\_40783.html](http://in.rbth.com/news/2015/01/13/russia-china_trade_exceeded_95_billion_in_2014_40783.html)

commercial de la Russie s'est accru de 1,1% en 2013<sup>6</sup>. Les échanges bilatéraux sont donc fondamentalement déséquilibrés. La Chine est ainsi le premier partenaire commercial de la Russie alors que la Russie n'est classée qu'au neuvième rang des partenaires commerciaux de la Chine. 80% des importations chinoises sont des matières premières, principalement du pétrole, du gaz, des minerais et du bois. Les autorités chinoises cherchent néanmoins à améliorer la qualité du commerce bilatéral dans les domaines de l'aviation, de l'espace et des hautes technologies.

La Russie, en multipliant les contrats et les partenariats, cherche à défier les sanctions occidentales en montrant qu'elle ne peut être isolée politiquement et économiquement<sup>7</sup> : « *ce climat économique difficile ne rend pas la Russie plus docile mais au contraire plus provocatrice* »<sup>8</sup>. La perte de domination relative de la Russie dans la région contribue à l'agressivité et à l'imprévisibilité du pays sur la scène internationale. L'exploitation de la Sibérie orientale nécessite des dépenses massives auxquelles la Russie ne peut pas subvenir. Les compagnies russes veulent développer des échanges commerciaux en direction de l'Asie-Pacifique qui représentent aujourd'hui seulement 25% des échanges totaux, l'Union européenne (UE) occupant toujours la première place. La position russe peut être exploitée dans deux domaines principaux : le pétrole, car la Russie est le seul exportateur d'Asie centrale ; et le nucléaire, où son expertise reste dominante parmi les pays de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique). Le Kremlin est devenu un expert dans l'intimidation et l'influence géopolitique en disposant d'une capacité de rupture de ses approvisionnements en gaz et en pétrole de pays contestataires comme l'Ukraine en 2005 puis 2009. La dépendance envers son secteur énergétique est devenue un fardeau pour la Russie. Le défi de la Russie est donc double :

6. Idem.

7. [http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=43434&tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=25&cHash=41b0229852f4cd7101ea6478a1#.VNoVsWSG9CR](http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=43434&tx_ttnews%5BbackPid%5D=25&cHash=41b0229852f4cd7101ea6478a1#.VNoVsWSG9CR)

8. Douglas Schoen, Melik Kaylan. *The Russia – China Axis: the new cold war and America's crisis of leadership*.

retrouver la croissance du secteur énergétique tout en diversifiant son économie au-delà des matières premières. Ce nouveau climat a notamment poussé Vladimir Poutine à jouer la carte du renforcement de l'Union douanière (UD) que la Russie forme avec la Biélorussie et le Kazakhstan. Poutine désire même concurrencer l'Union européenne en établissant une Union eurasiatique, qui ajouterait au groupe précédant des pays comme le Kirghizstan et le Tadjikistan.

Pour répondre à sa croissance économique effrénée, la Chine a pour impératif géostratégique la sécurisation et la diversification de ses sources d'approvisionnement en matières premières. Les récents contrats énergétiques signés avec la Russie s'inscrivent directement dans cette veine. Grâce à d'énormes excédents financiers, la Chine effectue de nombreux investissements en infrastructures et en échange elle obtient l'importation directe des matières premières en Chine. La Chine participe au développement du secteur énergétique non seulement en Russie mais aussi en Asie centrale, ce qui permet le développement de régions encore inexploitées, mais déséquilibre aussi les marchés régionaux, et menace directement les intérêts d'autres puissances implantées dans la région, à commencer par la Russie et les États-Unis. Au-delà de la signature de nombreux accords bilatéraux, Xi Jinping a envoyé un signal fort à ses partenaires d'Asie centrale en soulignant l'importance de la relance du volet économique de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et la création d'une New Silk Road Economic Belt. La Russie considère les pays d'Asie centrale comme des partenaires historiques faisant partie intégrante de sa sphère d'influence. Un renforcement du poids économique mais surtout politique et militaire de la Chine dans la région pourrait créer de nouvelles tensions et menacer ce partenariat stratégique. Cependant, sur le court terme, les intérêts de la Russie comme de la Chine semblent concorder. La Russie perçoit cette complémentarité comme une occasion d'acquérir le capital nécessaire à la modernisation de ses infrastructures pour l'extraction et le transport des matières premières alors que la Chine cherche à diversifier à la fois ses sources

d'approvisionnement et la composition de son mixte énergétique. Les besoins chinois en pétrole et en gaz russes sont presque une question de sécurité nationale et correspondent au besoin de la Russie de diversifier son économie, tout particulièrement vers la région Asie-Pacifique, facilitant ainsi les investissements chinois dans l'Extrême-Orient russe. Ce rapprochement aboutit ainsi à une batterie d'accords bilatéraux qui renforcent le partenariat économique entre la Chine et la Russie à partir de la crise économique et financière.

En effet, dès 2008 les accords s'intensifient avec la signature d'un accord de pétrole contre prêt de 800 millions de dollars dans lequel les deux parties entament la construction de pipelines transsibériens. En février 2013, la compagnie gazière russe Rosneft se tourne vers la CNPC chinoise (China National Petroleum Corporation) pour un emprunt de 30 milliards de dollars en échange du doublement de ses exportations en pétrole à destination de Pékin. L'accord a été achevé en mars 2013<sup>9</sup>, lorsque Rosneft a accepté d'accroître ses livraisons de pétrole de 31 millions de barils par an pendant 25 ans obtenant ainsi 2 milliards de dollars de la part de CNPC. Durant la même période, un contrat a aussi été signé entre Gazprom et CNPC. En échange de livraison de gaz naturel, la Russie obtient un nouveau prêt. L'accord stipule l'approvisionnement de 38 milliards de m<sup>3</sup> par an via un nouveau pipeline à partir de 2018. Ce contrat ferait de la Chine le principal client de la Russie devant l'Allemagne (33 milliards de m<sup>3</sup> en 2013). Néanmoins, avec 160 milliards de m<sup>3</sup> importés en 2013<sup>10</sup>, l'UE restera encore longtemps le premier partenaire du marché du gaz russe.

En mai 2013, un accord a été trouvé pour un gazoduc sibérien qui alimenterait la Chine en gaz naturel à partir de 2017. Le contrat stipule aussi que la Chine concède un prêt de 30 milliards de dollars à Rosneft en échange d'une intensification massive des approvi- ➤

9. <http://www.bloomberg.com/news/articles/2013-06-21/rosneft-s-270-billion-oil-deal-set-to-make-china-biggest-market>

10. <http://fr.chineendirect.com/france/news/7597.html>

» sionnements en pétrole à destination de la Chine. Les deux pays semblent ainsi tirer des bénéfices de cet échange. La Russie obtient enfin les capitaux nécessaires pour l'acquisition du conglomérat pétrolier anglo-russe TNK-BP, tandis que la Chine sécurise une nouvelle source de pétrole destinée à son industrie<sup>11</sup>.

Nadia Kazakova, experte en hydrocarbures russes, considère que ces accords révèlent le déséquilibre entre la Chine et la Russie. Elle affirme que « *pour obtenir une signature rapide de la Chine dans un contexte de pressions occidentales, Moscou a consenti quelques compromis comme la suppression de la taxe à la production des gisements qui alimenteront la Chine et a offert à CNPC d'acheter 49% des parts dans l'usine de liquéfaction de Vladivostok dont les opérations pourraient commencer en 2020* »<sup>12</sup>.

Un gazoduc est actuellement en cours de construction. La construction du gazoduc « Force de Sibérie »<sup>13</sup> a commencé le 1<sup>er</sup> septembre 2014. Son coût est estimé à 21,3 milliards de dollars. Une fois achevé, ce pipeline long de 3968 kilomètres devrait atteindre une capacité annuelle de 61 milliards de m<sup>3</sup><sup>14</sup>. Ce projet titanesque est censé alimenter la région orientale de Vladivostok par extraction du gaz en provenance de Chayanda, Yakoutie et Irkoutsk<sup>15</sup>.

Pour la Chine, cette série d'accords vient à point nommé et permettra de subvenir à ses besoins énergétiques en pleine expansion qui doubleront d'ici 2020. Pékin réduit par la même occasion sa dépendance en approvisionnement en provenance des détroits de Malacca et d'Ormuz et privilégie ainsi des voies de communication terrestres aux voies

maritimes plus vulnérables. La Chine a désormais des sources d'approvisionnement au nord avec la Russie, à l'ouest avec l'Asie centrale, au sud avec le Myanmar, et à l'est avec l'importation de gaz liquéfié. La Chine développe aussi les régions du nord-est de son territoire, en retard par rapport aux provinces côtières industrialisées. La Chine et la Russie semblent ainsi avancer ensemble pour développer leurs économies et des projets d'infrastructures de transport pour les ressources naturelles. Au-delà des retombées économiques, cette série d'accords commerciaux envoie un signal clair à l'Occident en soulignant la volonté d'une alliance plus profonde avec un volet économique et politique. Une véritable alliance économique pourrait diminuer le poids des sanctions occidentales et diminuer la dépendance russe envers les pays de l'Union européenne.

Néanmoins, sous le poids des sanctions occidentales, le rouble s'est fortement dévalué, ce qui a soulevé de nombreuses questions quant à la solidité de l'économie russe et la capacité de Vladimir Poutine à contourner les pressions occidentales<sup>16</sup>. Dès le début de la crise économique qui a touché la Russie fin 2014, le ministre des Affaires étrangères chinois Wang Yi a offert à la Russie l'assistance de son pays pour surmonter les difficultés financières<sup>17</sup>. Pékin n'a aucun intérêt à la déstabilisation de la Russie. Néanmoins la multiplication des accords énergétiques entre les deux pays ne va pas fondamentalement contrer les effets des sanctions occidentales sur la fragile économie russe. Sans doute par peur d'accroître sa dépendance envers la Chine, la Russie a refusé l'aide de Pékin alors que le rouble a déjà perdu 50% de sa valeur initiale<sup>18</sup>. Bien que cette série d'accords énergétiques constitue un renversement géopolitique majeur, la volatilité des prix du pétrole soulève une nouvelle incerti-

11. Douglas Schoen, Melik Kaylan. Ibid.

12. [http://reseauinternational.net/chine-etats-unis-nouvelle-guerre-froide-resurgence-valeurs-asiatiques/?utm\\_source=rss&utm\\_medium=rss&utm\\_campaign=chine-etats-unis-nouvelle-guerre-froide-resurgence-valeurs-asiatiques](http://reseauinternational.net/chine-etats-unis-nouvelle-guerre-froide-resurgence-valeurs-asiatiques/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=chine-etats-unis-nouvelle-guerre-froide-resurgence-valeurs-asiatiques)

13. [http://in.rbth.com/news/2015/01/13/russia-china\\_trade\\_exceeded\\_95\\_billion\\_in\\_2014\\_40783.html](http://in.rbth.com/news/2015/01/13/russia-china_trade_exceeded_95_billion_in_2014_40783.html)

14. [http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/09/01/la-russie-lance-la-construction-d-un-gazoduc-geant-vers-la-chine\\_4479962\\_3214.html](http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/09/01/la-russie-lance-la-construction-d-un-gazoduc-geant-vers-la-chine_4479962_3214.html)

15. <http://tass.ru/en/economy/770864>

16. [http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=43434&tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=25&cHash=41b0229852f4cd7101ea6478a1#.VNoVsWSG9CR](http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=43434&tx_ttnews%5BbackPid%5D=25&cHash=41b0229852f4cd7101ea6478a1#.VNoVsWSG9CR)

17. [http://news.xinhuanet.com/english/video/2014-12/23/c\\_133874129.htm](http://news.xinhuanet.com/english/video/2014-12/23/c_133874129.htm)

18. [http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx\\_ttnews%5Btt\\_news%5D=43434&tx\\_ttnews%5BbackPid%5D=25&cHash=41b0229852f4cd7101ea6478a1#.VNoVsWSG9CR](http://www.jamestown.org/programs/chinabrief/single/?tx_ttnews%5Btt_news%5D=43434&tx_ttnews%5BbackPid%5D=25&cHash=41b0229852f4cd7101ea6478a1#.VNoVsWSG9CR)

tude. La chute de près de 25% des prix du brut, si elle se maintient indéfiniment, pourrait avoir un impact conséquent sur les accords gaziers dont les prix sont toujours en cours de négociation.

Selon Bloomberg, la Russie « a besoin de faire des investissements de grande ampleur en matière d'infrastructures dans l'est du pays, et de développer les secteurs non énergétiques où la Russie a un réel potentiel, comme les technologies de l'information, les hélicoptères, les moteurs, les turbines ainsi que les pompes industrielles et les compresseurs »<sup>19</sup> mais aussi les transports comme le montre l'exemple suivant. Le 17 octobre 2014, les Russes et les Chinois sont parvenus à un accord sur le budget de la ligne à grande vitesse entre Pékin et Moscou, longue de 7 000 km. Le voyage à travers la Chine, le Kazakhstan et la Russie sera ainsi réduit à 2 jours et remplacera une partie du Transsibérien. Il faudra entre 8 et 10 ans de travaux pour achever les constructions. Le budget estimé à 242 milliards de dollars<sup>20</sup> devrait permettre d'achever cette ligne en 5 ans si le déblocage des fonds se déroule bien et en employant de manière efficace et coordonnée les entreprises sous-traitantes. Cet accord survient à un moment de crise économique pour la Russie causée par la dégradation de ses relations avec ses voisins occidentaux autour de la crise ukrainienne, la chute du rouble et des prix du pétrole. La Russie, sous l'effet des sanctions occidentales, a grand besoin des technologies chinoises que Pékin cherche justement à exporter à l'international. La Russie cherche en outre à moderniser ses infrastructures grâce à un prêt chinois de 43 milliards investi dans un plan de modernisation qui comprend la construction d'autoroutes, un train à grande vitesse entre Moscou et Kazan et une modernisation du Transsibérien<sup>21</sup>. Dans le domaine de l'aviation civile, le 8 septembre 2014, Moscou a déclaré vouloir fabriquer

19. Douglas Schoen, Melik Kaylan. Ibid.

20. <http://www.bloomberg.com/news/articles/2015-01-22/china-russia-plan-242-billion-rail-link-from-beijing-to-moscow>

21. [http://www.lesechos.fr/30/05/2014/LesEchos/21698-091-ECH\\_la-russie-s-accroche-a-son-projet-de-tgv-entre-moscou-et-kazan.htm](http://www.lesechos.fr/30/05/2014/LesEchos/21698-091-ECH_la-russie-s-accroche-a-son-projet-de-tgv-entre-moscou-et-kazan.htm)

© Russian Presidential Press and Information Office



Le Président de la République populaire de Chine Xi Jinping et le Président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, lors de la signature de documents conjoints, en novembre 2015.

un avion long-courrier avec son partenaire chinois<sup>22</sup>. « Les compagnies chinoises discutent déjà avec empressement de la possibilité de participer à la création d'un couloir de transport de la Russie vers la Crimée, ainsi que d'un aéroport, un chantier naval, et un terminal de distribution de gaz naturel liquide sur place »<sup>23</sup>.

## La coopération militaire entre la Chine et la Russie

La Chine et la Russie augmentent leurs dépenses militaires et modernisent leurs équipements, à un moment où les Etats-Unis réduisent leur budget militaire. Alors que tous les signes montrent les prémices d'une alliance militaire entre la Russie et la Chine à travers une coopération et une coordination plus formelle, les Etats-Unis cèdent sur de nombreux fronts, délaissant ponctuellement leurs alliés historiques comme le Japon en Extrême-Orient ou la Pologne en Europe orientale. En Ukraine, Poutine a su immédiatement tirer profit de cette situation en éloignant la pression américaine lors des accords de Normandie en juin 2014. En ►►

22. <http://www.air-journal.fr/2014-11-11-un-long-courrier-si-no-russe-en-2025-5119424.html>

23. <http://www.mondialisation.ca/russie-chine-la-naissance-dun-siecle-eurasiatique/5385913?print=1>

- » devenant de plus en plus agressive dans la défense de ses intérêts stratégiques en Asie-Pacifique, la Chine a déjà commencé à faire de même.

Un aspect clé du partenariat entre la Chine et la Russie comprend des ventes d'armes de la part de la Russie ainsi que des partages dans le domaine des hautes technologies. L'objectif de la Russie à ce niveau est double : développer le complexe industriel de défense en déclin depuis la chute de l'URSS et armer un pays qui partage sa volonté d'affaiblir les positions des Etats-Unis dans la région. Durant ces 20 dernières années, la Russie a exporté un total de 34 milliards de dollars en armements dont 29 milliards pour la seule vente d'armes russes à la Chine<sup>24</sup>. Malgré des projets communs d'élaboration, en particulier dans l'aviation et la marine, on assiste à une baisse des exportations de la Russie vers la Chine ainsi qu'à un problème de concurrence de la Russie et de la Chine sur les marchés tiers comme en Afrique par exemple. « *Le complexe militaro-industriel russe est dépositaire de logiques et d'infrastructures anciennes, qui contribuent à expliquer ses atouts et ses défaillances actuels. Diversifiée et plutôt performante, l'industrie d'armement russe est concentrée entre une poignée de holdings et consortiums d'Etat* »<sup>25</sup> comme Rosoboronexport.

La Russie est le premier fournisseur d'armes de la Chine : cela s'explique par les liens historiques qui unissent ces deux pays, mais aussi par l'embargo que les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé à la Chine. Les ventes d'armes ont quelque peu diminué ces dernières années, mais la Chine a des capacités de financement et ne dispose pas de tous les savoir-faire russes<sup>26</sup>. Avant la nouvelle vague d'accords enregistrés en 2013 – 2014, il n'y avait pas eu de contrats majeurs depuis 2006<sup>27</sup>. La Russie a toujours

été réticente à exporter ses technologies militaires de pointe en Chine, considérant que cette dernière les copierait aussitôt et les produirait pour son propre compte. Si la Chine produit désormais l'essentiel de ses équipements militaires, ce ne sont en réalité que des « *copies revues et corrigées de matériels russes précédemment acquis* »<sup>28</sup>. Il y a quelques années, la Chine a entamé des négociations avec la Russie pour l'achat de Su-33 et la production sous licence de Su-27K en se faisant livrer des kits d'assemblage par Moscou<sup>29</sup>. Dans le même temps, la Chine a travaillé activement à la conception et à la production du J-15 (clone du Su-33) et du J-11 (clone du Su-27K). La Chine s'est progressivement éloignée de la tutelle russe et les exemples de développement illégal de versions dérivées de technologies russes se sont multipliés, intensifiant la méfiance russe. Depuis lors, peu de contrats d'armements majeurs ont été signés entre la Russie et la Chine pendant la première partie des années 2000.

En mars 2012, peu de temps après la première visite du président Xi Jinping en Russie, des rapports ont fait état de négociations en cours entre les deux Etats pour parvenir à un accord présenté comme le plus large accord de défense depuis une décennie. Cet accord, officialisé en 2013, inclut la vente de quatre sous-marins de la classe Lada ainsi que de 24 avions de chasse Su-35<sup>30</sup>. Les Su-35 en particulier amélioreraient grandement les capacités aéronavales de la Chine en mer de Chine du Sud.

La Chine y voit aussi un intérêt pour copier ces technologies et les dupliquer, ce qui donnerait un coup de pouce à sa propre industrie d'armement. Plus récemment, Vladimir Poutine a confirmé la vente aux Chinois du système russe de défense aérienne (S-400) le plus avancé. Les radars chinois se-

24. SIPRI Base de données sur les transferts d'armes.

25. EGE [http://www.ege.fr/index.php/etudes-2/item/rosoboronexport-les-ventes-d-armes-au-service-du-renouveau-de-la-russie.html?category\\_id=4](http://www.ege.fr/index.php/etudes-2/item/rosoboronexport-les-ventes-d-armes-au-service-du-renouveau-de-la-russie.html?category_id=4)

26. Idem.

27. <http://www.foreignaffairs.com/articles/139617/fiona-hill-and-bobo-lo/putins-pivot>

28. <http://www.opex360.com/2013/03/25/la-chine-officialise-une-commande-de-24-avions-su-35-et-de-4-sous-marins-aupres-de-la-russie/>

29. <http://www.air-cosmos.com/2014/11/13/26767-air-show-china-2014-pekin-sur-le-point-d-acquerir-le-su-35>

30. <http://www.opex360.com/2013/03/25/la-chine-officialise-une-commande-de-24-avions-su-35-et-de-4-sous-marins-aupres-de-la-russie/>

raient ainsi capables de détecter n'importe quel avion furtif. La Russie comme la Chine sont adeptes des armements et des tactiques explicitement destinés à neutraliser les capacités américaines dans le Pacifique. La liste des accords en cours pourrait par ailleurs s'allonger car la Chine est particulièrement intéressée par le moteur Saturn 117C, l'avion-cargo Il-75 et le ravitailleur en vol Il-78<sup>31</sup>.

La Chine et la Russie auraient trouvé un accord de coopération technologique pour la construction à grande échelle d'un bombardier de nouvelle génération (PAK DA). Le contrat pour la conception de ce nouveau bombardier supersonique a été conclu entre le gouvernement russe et la société Tupolev en 2013. Le bombardier stratégique représente un système complexe et extrêmement coûteux. Si les bombardiers russes Tu-95 et Tu-160 avaient pu être maintenus en service après de légères modifications, ce n'est pas le cas avec le bombardier chinois H-6K, qui n'a pas de rayon d'action suffisant pour atteindre la côte Ouest des Etats-Unis ni la possibilité d'être ravitaillé en vol<sup>32</sup>. D'où la nécessité de construire un nouveau bombardier stratégique pouvant rivaliser avec le bombardier furtif B-2 américain.

Cependant, deux obstacles se dressent face à l'intensification des transferts de technologies militaires entre la Chine et la Russie. Tout d'abord, la Chine ne voit pas pourquoi elle devrait payer très cher des technologies qu'elle est désormais capable de produire et exporter à des pays tiers. Ensuite, la question du respect de la propriété intellectuelle crée une inquiétude chez les Russes, qui est alimentée par la forte propension chinoise à copier les technologies et l'exportation de systèmes militaires russes. Ce genre de préoccupations rend la Russie réticente à exporter ses systèmes les plus sophistiqués. Dans le passé, la Russie a ainsi jalousement gardé les technologies associées à la production de ses sous-marins. Les techniques de pro-

duction des sous-marins semblent être des plus complexes à maîtriser et à transférer. Il semblerait que, dans le contexte actuel, les autorités russes sont plus enclines à exporter leurs armements vers la Chine, recherchant des débouchés pour leur complexe militaro-industriel. Le Su-35 est un chasseur qui n'a pas encore été exporté. Sa présence lors du salon aéronautique chinois de Zhuhai fin 2014 fut le signe annonciateur d'un déblocage des négociations. Afin de s'assurer une marge conséquente avant un copiage des technologies qu'elles savaient imminent, les autorités russes voulaient vendre 48 appareils. Elles n'ont en obtenu que la moitié<sup>33</sup>. Quelques mois avant la crise ukrainienne, il n'était pas question pour Rosoboronexport de vendre une quantité aussi limitée de chasseurs. En 2012, le responsable du centre d'analyse du commerce mondial d'armes, Igor Korotchenko avait expliqué que « *les pertes subies par la Russie sur les marchés de pays tiers en cas de contrefaçon du chasseur Su-35 pourraient être supérieures aux bénéfices rapportés par la vente de ces avions à la Chine* »<sup>34</sup>.

Malgré un phénomène de rattrapage très rapide, la Chine a encore beaucoup à apprendre des technologies russes. « *Il semble cependant que Pékin est encore dépendant de Moscou pour la production de moteur* »<sup>35</sup>. C'est par ailleurs ce qui semble intéresser Pékin dans l'acquisition du Su-35, doté d'un moteur Saturn 117S dont elle ne possède pas la technologie avancée. Néanmoins, la Chine commence à supplanter la Russie sur les marchés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Ces pays aux budgets militaires plus limités préfèrent les armements chinois moins coûteux et souvent accompagnés de conditions préférentielles de paiement, de financement ou d'acomptes prévisionnels<sup>36</sup>. ➤➤

Le partenariat  
stratégique  
Chine-Russie

47

31. <http://www.opex360.com/2013/03/25/la-chine-officialise-une-commande-de-24-avions-su-35-et-de-4-sous-marins-aupres-de-la-russie/>

32. Idem.

33. <http://www.air-cosmos.com/2014/11/13/26767-air-show-china-2014-pekinn-sur-le-point-d-acquerir-le-su-35>

34. <http://www.opex360.com/2013/03/25/la-chine-officialise-une-commande-de-24-avions-su-35-et-de-4-sous-marins-aupres-de-la-russie/>

35. <http://www.air-cosmos.com/2014/11/13/26767-air-show-china-2014-pekinn-sur-le-point-d-acquerir-le-su-35>

36. Igor Korotchenko. Les exportations militaires de la Chine comme un défi à l'industrie nationale de défense.

» Au-delà des transferts russes en technologies militaires, les deux pays ont montré qu'ils pourraient se soutenir mutuellement à l'échelle internationale. Les deux marines effectuent des manœuvres conjointes annuelles depuis 2005 dans le cadre de l'Organisation de coopération de Shanghai. En juillet 2013, une armada de navires russes et chinois a croisé dans les eaux de la mer du Japon, dans le cadre de manœuvres navales communes avec tirs à balles réelles. On dénombrerait pas moins de 19 navires de combat et 10 avions et hélicoptères des forces spéciales<sup>37</sup>. Ces manœuvres ont été considérées par Pékin comme le plus important exercice conjoint entrepris avec une autre puissance dans l'histoire de la Marine chinoise. Ces manœuvres ont notamment donné lieu à des exercices de coordination des défenses anti-aérienne et sous-marine. La flotte russe était constituée d'un sous-marin de la classe Kilo ainsi que du croiseur Varyag, doté d'un système de guidage de missiles balistiques – «*le fleuron de la flotte du Pacifique*»<sup>38</sup>. De son côté, la flotte chinoise a envoyé 7 navires de guerre dont des frégates et croiseurs lance-missile, dotés d'équipements anti-sous-marins et anti-aériens<sup>39</sup>.

Dans le Pacifique, les puissances navales chinoises et russes ont deux défis à surmonter. Ces deux défis sont étroitement liés. Le premier est le repositionnement des Etats-Unis vers l'Asie à partir de 2011. Le second concerne le conflit à propos des îles Diaoyu/Senkaku, que la Chine et la Russie considère comme plus judicieux d'aborder en tandem pour contrebalancer l'alliance entre les Etats-Unis et le Japon. La Russie a aussi un conflit territorial dans le Pacifique avec le Japon à propos des îles Kouriles. Néanmoins, outre la réaffirmation de la Russie comme puissance asiatique et le redéploiement de sa présence militaire en Asie-Pacifique, Moscou a des capacités assez limitées comparées aux Etats-Unis et à la Chine pour concrétiser son propre repositionnement en Asie. Pour le moment, «*l'Asie reste un spectacle de foire pour la politique étrangère et militaire*

37. <http://fr.cntv.cn/program/journal/20130705/104142.shtml>

38. Douglas Schoen, Melik Kaylan. Ibid.

39. Idem.

*russe*»<sup>40</sup>. A partir du 4 février 2015, la flotte russe du Pacifique a quitté sa base de Vladivostok pour une mission active qui consiste à visiter 9 pays, à commencer par le Viêt-Nam. Le Viêt-Nam a en effet accordé à la Russie des facilités d'entrée dans le port de Cam Ranh durant un sommet intergouvernemental qui s'est tenu le 27 novembre 2014 à Sotchi<sup>41</sup>. Cette force navale comprend le vaisseau amiral anti-sous-marin Panteleyev, le ravitailleur Pechenga ainsi qu'un SB-522 hawker<sup>42</sup>.

Un nouvel ordre international antioccidental  
La Chine et la Russie encouragent la création de nouvelles institutions internationales, faisant fi du « consensus de Washington ». La Russie et la Chine s'inscrivent dans une vision mutuelle pour contrecarrer l'influence américaine. Cette stratégie se matérialise par la création d'alliances et d'institutions alternatives qui travaillent indépendamment et souvent directement contre les intérêts américains. Le 15 juillet 2014, les BRICS ont signé un accord pour créer une structure financière indépendante à travers l'établissement d'une Banque de développement et la mise en commun de réserves de changes à hauteur de 100 milliards de dollars pour se protéger contre les crises monétaires<sup>43</sup>. 41 milliards seraient ainsi versés par la Chine, 18 milliards par l'Inde, le Brésil et la Russie, et 5 milliards pour l'Afrique du Sud. Ce fonds devrait être opérationnel courant 2015. Cette nouvelle structure financière représente un défi direct face à la domination de la Banque mondiale et du FMI. «*Ces pays cherchent à créer un système alternatif aux institutions dominées par les nations occidentales, Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale*»<sup>44</sup>, affirme Yves Zlotowski, économiste en chef de Coface,

40. <http://www.foreignaffairs.com/articles/139617/fiona-hill-and-bobo-lo/putins-pivot>

41. Russia, Vietnam agree on simplified Cam Ranh port entry for Russian warships. <http://tass.ru/en/world/763988>

42. Russian Pacific Fleet ships set out on mission to visit nine countries <http://tass.ru/en/russia/775332>

43. [http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/07/16/les-brics-ont-lance-leur-banque-de-developpement\\_4458144\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/07/16/les-brics-ont-lance-leur-banque-de-developpement_4458144_3234.html)

44. Idem.



cabinet d'experts en risques commerciaux. Du fait de leur poids économique respectif, les BRICS se sentent sous-représentés dans les institutions internationales et réclament une nouvelle pondération des voix.

La Banque de développement aura son siège à Shanghai. Ses principaux objectifs seront le financement de projets d'infrastructures dans les pays membres et, à terme, dans les pays émergents. Elle sera dotée d'un capital initial de 50 milliards de dollars, auquel contribueront chacun des cinq pays fondateurs. En supprimant à ses prêts des conditions contraignantes de réformes structurelles, la Banque de développement des BRICS impose sa différence au FMI, ce qui pourrait intéresser de nombreux pays.

La Chine est le principal contributeur financier du groupe et apparaît comme le principal instigateur de cette organisation antioccidentale. Une politique étrangère et économique commune des BRICS pourrait constituer une réelle menace pour les institutions dominées par l'Occident. Néanmoins, les BRICS ne constituent pas une alliance à proprement parler car de larges divergences séparent leurs systèmes économiques et politiques. Certains pays, et en premier lieu l'Inde, qui entretient un lourd passé d'hostilité réciproque avec la Chine, ne sont pas prêts d'accepter la prépondérance chinoise. On peut aussi constater un manque de cohésion entre les BRICS concernant les objectifs de la Banque mondiale et du FMI. La Russie y voit actuellement un instrument de lutte contre la domination du dollar alors que le Brésil et l'Afrique du Sud soulignent leurs besoins en infrastructures pour leur développement. Les incertitudes sont ainsi nombreuses concernant l'avenir et le positionnement de cette banque par rapport à d'autres institutions, notamment la nouvelle « Banque asiatique d'investissements pour les infrastructures »<sup>45</sup> mise en place parallèlement par Pékin.

Bien que l'OCS ne soit pas une structure qui menace directement les intérêts améri-

cains, son rôle politique en tant que coalition antioccidentale se renforcera au cours des prochaines décennies. Certains analystes voient dans l'OCS une menace potentielle contre l'hégémonie américaine et une coalition antioccidentale critiquant le monde unipolaire qui a résulté de la guerre froide<sup>46</sup>. La Russie notamment multiplie les initiatives audacieuses en réclamant la parité de l'OCS face à des organisations occidentales comme l'OTAN. La Russie reçoit également davantage de soutiens politiques à travers l'OCS. L'objectif est d'utiliser ce poids politique pour influencer les normes internationales en fonction de ses propres intérêts. La Russie comme la Chine peuvent compter sur le soutien des pays membres de l'OCS au sein d'autres organisations internationales comme l'ONU.

L'Organisation de coopération de Shanghai a cependant de nombreuses limites qui pourraient nuire à son efficacité sur le long terme. La Chine et la Russie ne pourront pas toujours compter sur le soutien des pays d'Asie centrale pour poursuivre leurs objectifs économiques expansionnistes. Les républiques d'Asie centrale ont leurs intérêts propres et, du fait de leur poids économique relatif dans la région, elles ne peuvent se passer du commerce bilatéral avec les Etats-Unis. La carte américaine reste un atout certain à la fois parce qu'elle est bénéfique pour la santé économique des pays d'Asie centrale et parce qu'elle leur permet de marchander à des prix avantageux leurs interactions avec Pékin et Moscou. Le Tadjikistan par exemple voit d'un œil favorable le retrait américain d'Afghanistan et cherche à améliorer ses relations diplomatiques avec les Etats-Unis<sup>47</sup>, ce qui suscite le mécontentement de Moscou. Les efforts de Douchanbe seraient motivés par l'espoir de conserver certains équipements militaires américains délaissés après leur retrait en 2014. Cette stratégie peut s'avérer très risquée car la Russie a les ►►

45. [http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/07/16/les-brics-ont-lance-leur-banque-de-developpement\\_4458144\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2014/07/16/les-brics-ont-lance-leur-banque-de-developpement_4458144_3234.html)

46. Strategic implications of the evolving Shanghai Cooperation organization "Is the SCO a threat to Japan?" [www.jref.com/forum/japanese-news-hot-topics-4/sco-threat-japan-40754/#.UeWF7oxlupo](http://www.jref.com/forum/japanese-news-hot-topics-4/sco-threat-japan-40754/#.UeWF7oxlupo)

47. Strategic implications of the evolving Shanghai Cooperation organization. "U.S. Relations With Tajikistan," Département d'État Américain. 2012.

- » capacités de déstabiliser lourdement l'économie du pays, déjà la plus faible d'Asie centrale.

Le retrait des troupes américaines d'Afghanistan renforce le climat d'incertitude et les impératifs sécuritaires dans la région. La Chine et la Russie ont des agendas différents et leurs visions du monde n'ont pas grand chose en commun à part leur méfiance de la domination américaine. Une méfiance réciproque persiste entre la Russie et la Chine depuis leurs premiers contacts au XVI<sup>ème</sup> siècle. Cette méfiance est attisée aujourd'hui par la crainte que provoque la croissance effrénée de la Chine en Asie centrale et par la faiblesse de la Russie en Extrême-Orient. Selon le Service statistique de l'Etat russe, la population du district fédéral extrême-oriental de la Fédération de Russie est de 6 251 496 habitants début janvier 2013<sup>48</sup>, alors que de l'autre côté de la frontière résident 100 millions de Chinois. La population des trois provinces chinoises<sup>49</sup> adjacentes à l'Extrême-Orient russe est donc 20 fois plus importante que celle du district russe. Moscou est particulièrement attentive aux flux d'immigration chinoise et reste impuissant pour répondre aux menaces. Les commentaires les plus alarmistes ont souligné qu'après une mobilisation générale, les forces armées chinoises équivaldraient en nombre à l'ensemble de la population russe<sup>50</sup>. Néanmoins, Moscou n'est pas véritablement inquiète face à l'éventualité d'une invasion chinoise et juge que son arsenal nucléaire constitue une force de dissuasion efficace.

Les tensions entre Pékin et Moscou ne sont pas les seuls problèmes internes à l'OCS : de nombreux pays membres entretiennent une méfiance réciproque malgré de récentes améliorations. Ainsi les différends frontaliers entre l'Ouzbékistan et le Kirghizstan. Les relations entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan ne sont pas non plus très amicales et

48 D. Rogozin, Yastreby Mira. *Hawks of Peace: Diary of a Russian Ambassador*. 2010, pp. 241, 243.

49. Xinjiang, Gansu et Heilongjiang.

50. Strategic implications of the evolving Shanghai Cooperation organization. Aleksandr Sharavin, "Третья угроза" ("The Third Threat"), Nezavisimoye Voyennoye Obozreniye. 2001.

achoppent sur la construction d'un barrage en zone sismique et sur le partage des réserves d'eau<sup>51</sup>.

## Vers une « ligue des autocraties » ?<sup>52</sup>

La Russie et la Chine agissent de concert quand leurs intérêts économiques et géostratégiques permettent de contrecarrer l'influence américaine dans le monde, et tout particulièrement en Asie-Pacifique. C'est pourquoi, nous nous intéresserons ici uniquement au cas de la Corée du Nord. La Russie et la Chine « *facilitent et soutiennent les tactiques, les politiques et le bien-être général des Etats hostiles aux Etats-Unis* »<sup>53</sup>. Tous ces efforts de déstabilisation participent d'une stratégie plus large : construire une alliance antioccidentale de pays non démocratiques que l'on pourrait appeler une « *ligue des autocraties* »<sup>54</sup>.

La Chine n'a jamais découragé Pyongyang dans sa quête de l'arme nucléaire ou dans le développement de missiles capables d'atteindre la côte Ouest des Etats-Unis ou l'Alaska. La Chine semble peu disposée à la résolution du problème nord-coréen, or seule la Chine détient la clé qui forcerait la Corée du Nord à respecter les sanctions occidentales. « *Une Corée du Nord intimidante et imprévisible met au pas la Corée du Sud et la puissance américaine en Extrême-Orient, tout en terrifiant des alliés historiques des Etats-Unis comme les Philippines ou le Japon* »<sup>55</sup>. Le changement opéré par la Chine en juin 2013 n'est en réalité qu'une façade qui rappelle la fâcheuse tendance qu'ont la Russie et la Chine à affirmer une chose en public et à faire le contraire en coulisse. Mais la Chine est incapable d'abandonner complètement son remuant allié. Au mieux, Pékin restreint les marges de manœuvre de Pyongyang quand ces dernières menacent

51. Thomas Stephan Eder. *China-Russia relations in Central Asia*.

52. Douglas Schoen, Melik Kaylan. Ibid.

53. Idem.

54. Idem.

55. Idem.

directement les intérêts de la Chine. Néanmoins, une analyse approfondie de l'effet des sanctions internationales contre Pyongyang montre que la Chine n'a jamais vraiment restreint la marge de manœuvre de son allié. La Chine a par exemple rendu public un rapport en septembre 2013 concernant le programme nucléaire coréen. Si le rapport énumère sur 236 pages<sup>56</sup> une liste très précise des équipements et autres substances chimiques interdites à l'exportation en Corée du Nord, la précision et les détails ont révélé toute l'étendue des connaissances de la Chine relative au programme nucléaire nord-coréen<sup>57</sup>. La Corée du Nord a récemment fait l'acquisition d'un lanceur de missiles mobile KN-08 de fabrication chinoise<sup>58</sup>. Cet engin sophistiqué constitue une menace directe pour la Corée du Sud, le Japon et même les Etats-Unis, et représente de fait une violation des sanctions internationales imposées par l'ONU. Le soutien chinois est ici purement stratégique et motivé par des considérations allant à l'encontre des intérêts américains. En perpétuant la division de la péninsule coréenne et en restant un allié indéfectible de la Corée du Nord, la Chine maintient son autorité dans la région en menaçant constamment l'influence américaine.

La Russie a récemment multiplié ses signes de soutien à la Corée du Nord en approfondissant ses liens commerciaux et en poursuivant une stratégie de grande envergure pour intensifier son influence économique en Asie. Ainsi, la Russie a pour projet d'éta-

56. [http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2013/09/24/technologies-pekin-serre-la-vis-a-pyongyang\\_3483288\\_3216.html](http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2013/09/24/technologies-pekin-serre-la-vis-a-pyongyang_3483288_3216.html)

57. Douglas Schoen, Melik Kaylan. Ibid.

58. Idem.

blir un nouveau pipeline à travers la Corée du Nord, ce qui garantirait à Pyongyang une annuité de 500 millions de dollars en droits de transit. En septembre 2012, la Russie a accepté de supprimer presque l'intégralité des 11 milliards de la dette nord-coréenne. L'accord supprime ainsi 90% de la dette et réinvestit par la même occasion 1 milliard de dollars pour le développement des secteurs énergétique et sanitaire. Libérée de sa dette, la Corée du Nord espère développer son commerce bilatéral avec la Russie. L'intérêt de Pyongyang pour les questions nucléaires rend le partenariat avec la Russie indispensable et représente une sérieuse menace pour les Etats-Unis et le respect de la politique de non-prolifération des armements nucléaires.

Malgré une méfiance réciproque qui pourrait déboucher sur des conflits potentiels, la Russie comme la Chine dépassent leurs différences dans ce contexte bien particulier de crise ukrainienne. Mise au pied du mur par les sanctions occidentales, la Russie multiplie les signes d'ouverture à la Chine, bradant ses technologies et ses ressources énergétiques pour remplir son carnet de commande. Vladimir Poutine est un leader pragmatique mais Xi Jinping est un opportuniste qui profite de la faiblesse de la Russie pour satisfaire les intérêts stratégiques de son pays. Au-delà des échanges énergétiques, la coopération reste pour le moment symbolique et sporadique et ne permet pas de faire émerger un véritable « partenariat stratégique ». Les intérêts de la Chine et de la Russie convergent néanmoins dans la volonté de contrecarrer l'influence américaine en Asie-Pacifique, domaine où ces deux puissances s'avèrent assez efficaces. ■

# Entre Washington et Pékin : « un monde effrayant d'instabilité »

L'AUTELIB

**Philippe du Fresnay** | Membre du Comité  
Asie | Économiste, co-fondateur du Club d'intelli-  
gence économique de l'INSEAD.

Entre  
Washington  
et Pékin :  
« un monde  
effrayant  
d'instabilité »

52

« **U**n monde effrayant d'instabilité » nous attend si les gouvernements ne font pas face à la menace climatique, a mis en garde le président de la Banque Mondiale, le Dr Jim Yong Kim, qui a ajouté que l'annonce sino-américaine de réduire les émissions de carbone à partir de 2020 était une « avancée significative ». Le récent Sommet de l'APEC est une victoire de la négociation perpétuelle entre Washington et Pékin, qui se sont engagés<sup>1</sup> au travers d'un traité bilatéral d'investissement à collaborer sur les deux enjeux du XXI<sup>ème</sup> siècle : le contrôle climatique et le libre-échange.

Les crises que nous avons subies jusqu'ici étaient des corollaires des règles économiques que nous avons bâties, en mettant en évidence leurs lacunes. Nos modèles de

développement ont toujours pu s'y adapter et évoluer en conséquence, comme un corps s'adapte aux virus qui l'attaquent. Jusqu'à aujourd'hui. Car si le réchauffement climatique est bien la conséquence de nos croissances, il pervertit l'intégralité de notre environnement, donc de nos fondamentaux, par un cercle vicieux qui traduit une crise évolutionnaire, « méta-économique »<sup>2</sup>, dont nul n'est à l'abri.

Car dans le jeu à somme nulle de redistribution des richesses du commerce international<sup>3</sup>, les gagnants basent leur croissance sur la récession des perdants. Tous les pays laissent donc jusqu'ici aux autres le soin de restreindre leur pollution pour le bien com-

1. L'APEC n'a aucun traité engageant ses membres. Ses décisions sont obtenues par consensus et ses engagements pris sur une base volontaire.

2. Terme des économistes Kurt Dopfer, John Foster et Jason Potts dont l'approche transcende les dimensions micro (individuel), macro (états) et méso (social) de l'économie.

3. En dehors de la croissance organique, et lorsque les acteurs ont recours à la spéculation.

mun. Une telle tendance, selon les dernières estimations de la Banque Mondiale, entraînerait d'ici 2050 des cataclysmes tels qu'une perte de 70% des réserves de soja au Brésil, la réduction de 80% des terres arables au Moyen Orient et en Afrique du Nord, ou des sécheresses en Asie Centrale. Seules la Chine et les Etats-Unis, qui représentent plus de 40% des émissions mondiales de gaz à effet de serre, peuvent initier un accord global qui inverserait la tendance sur le climat, en montrant l'exemple : leur engagement à tenir un agenda inciterait leurs partenaires à les imiter sous peine de se voir ostracisés.

Une négociation avantageuse pour le monde, moins pour la Chine. Car en 2030, le revenu par habitant chinois se situera entre 12 000 et 16 000 euros en monnaie constante : la moitié de la moyenne OCDE aujourd'hui. La Chine bride donc volontairement une production dont elle a besoin. D'autant plus que l'usine du monde assume la pollution de ses clients : un tiers de ses émissions est dû à la consommation occidentale. Une fois réajustées, leur niveau total équivaut à celui des États-Unis et, ramenées au niveau par habitant, elles en seraient le quart. Enfin, la Chine ne pollue pas depuis longtemps : la majorité des gaz à effet de serre dans l'atmosphère vient historiquement de l'OCDE. En s'engageant à plafonner ses émissions en 2030, Pékin confirme que si l'Occident a fait payer sa croissance à la planète, l'Orient s'y refuse.

Mais depuis 2008, l'économie mondiale a vécu une croissance anémique. Et le récent G20 de Brisbane n'y changera rien tant que le libre-échange sera en recul. La période de développement pré-crise a été largement tirée par l'OMC : au fur et à mesure que les émergents y adhéraient, les gains d'efficacité liés à leurs avantages comparatifs dynamisaient l'économie mondiale. Hélas, cet élan vertueux de libéralisation des échanges est menacé par une balkanisation des accords : les États-Unis prônent un Partenariat trans-

© The White House



*Le Président de la République populaire de Chine Xi Jinping trinquant avec le Président des États-Unis Barack Obama, en mars 2015.*

pacifique (TPP) dont ils excluent la Chine, qui propose une zone de libre-échange intra-APEC<sup>4</sup>. Washington négocie un accord similaire avec l'Europe, Pékin avec l'ASEAN... Ces ensembles régionaux ne généreront pas de gains de productivité suffisants pour l'économie mondiale, et ce « pat » entre Pékin et Washington semble entériner leur division, faisant écho au terme de « guerre froide » employé récemment par Vladimir Poutine et Mikhaïl Gorbatchev.

Pourtant, une coopération sino-américaine étendue au libre-échange permettrait de réduire à la fois le réchauffement climatique et la stagflation mondiale. Car les deux plus grandes et dynamiques économies de l'OCDE incluent dans leur complémentarité les leviers de croissance de la prochaine décennie : pour protéger l'environnement, cette croissance doit être basée sur l'efficacité, avec le commerce comme variable d'ajustement. Le pacte sino-américain sur le contrôle climatique est un premier pas. Mais Washington et Pékin doivent reconsidérer l'architecture de leurs accords afin de fédérer leurs partenaires commerciaux, au lieu de les polariser. ■

4. Soit 21 membres, plus de 2,6 milliards de personnes, 60% du PIB et 47 % du commerce mondiaux.

Entre Washington et Pékin : « un monde effrayant d'instabilité »

# La campagne anti-corruption de Xi Jinping : entre réforme et purge du parti communiste chinois

L'AUTELIER

**Marine Bouineau** | Auditrice séminaire Master 2  
Défense et géopolitique de l'IHEDN (Paris, 2012),  
membre du Comité Asie | Sinisante, spécialiste de  
la Chine et du monde chinois, Consultante dans un  
cabinet d'intelligence économique à Paris.

La campagne  
anti-corruption  
de Xi Jinping :  
entre réforme et  
purgé du parti  
communiste  
chinois

54

**D**epuis son arrivée à la tête du Parti communiste chinois (PCC) en novembre 2012, le président Xi Jinping a placé la lutte contre la corruption au sein de l'appareil d'Etat au cœur des priorités de son mandat. En promettant de « *s'attaquer aux tigres et aux mouches* », le président Xi a alors laissé entrevoir l'ampleur d'une réforme à venir qui ne laisserait de repos ni aux membres influents des structures nationales du Parti, ni aux fonctionnaires de rang inférieur à l'échelon provincial ou municipal.

Toutefois, malgré la nécessité impérieuse d'un assainissement sans commune mesure de l'appareil d'Etat pour répondre aux griefs de la population chinoise, un faisceau d'indices semble montrer que l'acharnement de Xi constitue aussi une purge politique lui permettant de mettre à l'index de potentiels rivaux au sein du Parti.

**Une réforme d'une ampleur sans précédent face à un phénomène endémique et catalyseur du mécontentement de la population chinoise**

L'ampleur de la campagne anti-corruption actuelle apparaît comme sans précédent dans l'histoire contemporaine chinoise, c'est à dire depuis 1949 et la fin de la guerre civile entre le Guomindang et ce qui deviendra le PCC. Elle passe en effet au crible un Parti comptant aujourd'hui 86 millions de membres. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : selon les sources de presse chinoises officielles, environ 70 000 membres du Parti auraient été sanctionnés en 2014<sup>1</sup>, dont 70 dirigeants d'entreprises d'Etat (State-Owned Enterprises, SOE)<sup>2</sup>.

1. Xinhua, 7 janvier 2015.

2. *South China Morning Post*, 16 janvier 2015.

Il est essentiel, pour envisager l'ampleur du phénomène, de garder à l'esprit la structure non seulement de l'appareil d'Etat chinois, mais aussi de son économie. En effet, les faits de corruption ne sont pas seulement observés au sein des administrations locales et nationales, mais aussi au sein des SOE, véritables piliers de l'économie chinoise en raison du pré-carré dont elles disposent sur les secteurs d'importance stratégique tels que l'énergie ou l'industrie de défense.

Ainsi, la situation de la corruption en Chine est d'autant plus complexe du fait de l'intrication du politique, de l'administratif et de l'économique, qui ouvre la voie à de nombreux conflits d'intérêts et délits d'initiés. De plus, du fait du nombre et de l'échelle des faits de corruption, les sommes détournées représentent un véritable manque à gagner pour l'Etat.

Cette collusion des pouvoirs économique, politique et administratif a, depuis 2010 et l'incident dit « Li Gang »<sup>3</sup>, suscité un mécontentement grandissant au sein de la population chinoise, face à la corruption endémique des élites et à leurs privilèges. La campagne de Xi Jinping s'inscrit sans aucun doute parmi les réformes visant à donner satisfaction, sur certains dossiers brûlants, à une classe moyenne qui affiche son exaspération et en fait le moteur de son rassemblement, notamment sur les réseaux sociaux.

Ainsi, la lutte anti-corruption constitue pour le pouvoir en place une opportunité de se présenter en tant qu'avocat d'un Etat de droit mieux appliqué, à l'écoute des griefs de la population. La côte de popularité de Xi Jinping aurait d'ailleurs considérablement augmenté entre janvier et juin 2013. En effet, le nombre de personnes ayant une opinion

positive du Président est passé de 3% à 64% entre ces deux dates<sup>4</sup>. Selon le livre bleu de 2014, 25,5% des Chinois auraient pleine confiance et 48,2% auraient plutôt confiance en l'efficacité de la campagne<sup>5</sup>.

## Dépasser le cadre interne : « Fox Hunt » ou la transnationalisation de la campagne

Selon les médias officiels chinois, l'année 2014 a marqué un tournant dans le cadre de la campagne anti-corruption. Non content de s'attaquer aux fonctionnaires corrompus à Pékin comme au niveau local, le PCC a mis en place en mars un Bureau de la Coopération internationale puis, en juillet, l'opération « Fox Hunt », lancée par le ministère de la Sécurité publique, et dont le but affiché était la traque des suspects en fuite à l'étranger.

Plusieurs éléments ont corroboré cette tendance à l'internationalisation de la campagne durant l'automne, avec notamment la création d'un « Service de recherche internationale des suspects de corruption et de leurs capitaux illicites ». Plusieurs déclarations officielles ont également insisté sur la nécessité d'empêcher que les pays occidentaux ne deviennent des « paradis pour les criminels en fuite » et de faire en sorte que les pays et régions par lesquels ces derniers transitent, tels Hong Kong, Singapour ou la Malaisie, cessent d'être des « tremplins » pour devenir des « falaises »<sup>6</sup>.

Se pose dès lors la question d'une coopération transnationale dans le cadre de la traque des fugitifs, qui se traduit de facto par un partage des données de surveillance ainsi que par la mise à disposition par les pays partenaires d'équipes locales, comme l'aurait fait l'Australie dans le cadre de la traque de Gao Yan, ancien chef de la State Power Corporation en fuite ►►

La campagne anti-corruption de Xi Jinping : entre réforme et purge du parti communiste chinois

55

3. Li Qinming, fils de Li Gang, le chef adjoint du commissariat de police d'un quartier de la ville de Baoding, avait renversé, alors qu'il conduisait sur le campus en état d'ébriété, deux étudiantes, dont l'une est décédée. Arrêté, il aurait répondu aux forces de l'ordre « Mon père est Li Gang », indiquant par là qu'il ne craignait pas leurs poursuites. L'affaire Li Gang est considérée en Chine comme symptomatique de la corruption des élites et des privilèges dont elles bénéficient. Cet incident a été la source de nombreuses conversations sur les réseaux sociaux et marque le point de départ de la multiplication des articles dans la presse nationale sur les faits de corruption au sein du Parti.

4. «Corruption : Chinese People Look For Action, But Words Matter Too», Chris Marquis et Zoe Yang, Harvard Business School, 3 septembre 2013.

5. Livre bleu social : Analyse et prévisions sur la situation de la société chinoise.

6. Xinhua, 8 novembre 2014.

» depuis 2002. Loin de se reposer sur ces ressources externes, Pékin a également envoyé ses propres équipes dans 69 pays « bloquer le dernier chemin de repli » des suspects<sup>7</sup>.

Un autre point particulièrement épineux soulevé par les spécialistes concerne la question de l'extradition des suspects. Il convient de souligner que la Chine n'a pas d'accord d'extradition avec la plupart des pays partenaire. Par ailleurs, ses procédures sont souvent inadaptées par rapport à celles des pays occidentaux concernés, ce qui expliquerait des délais de procédure pouvant atteindre jusqu'à plusieurs années<sup>8</sup>. De plus, certains pays partenaires, comme on l'a vu avec le Canada, sont réticents à l'idée d'extrader vers la Chine des suspects en l'absence de garantie judiciaire de la part de cette dernière. Ainsi, la subordination du système judiciaire au PCC et les procédures du *Shuanggui*<sup>9</sup>, situées dans une zone grise de l'Etat de droit, ont beau être considérées au niveau national comme un gage d'efficacité, elles n'en constituent pas moins de véritables entraves dès lors qu'il s'agit de coopérer avec des partenaires étrangers.

Malgré ces difficultés, l'opération est clairement présentée comme une réussite. En effet, l'opération « Fox Hunt », qui a pris fin en décembre 2014, aurait permis, selon le ministère de la Sécurité publique, l'arrestation de plus de 680 fugitifs soupçonnés d'avoir commis des délits financiers. Plusieurs articles publiés en janvier 2015 par l'agence de presse Xinhua mentionnent quant à eux le recouvrement de plus de 3 milliards de RMB, (soit plus de 425 millions d'euros).

## Une purge politique aux allures de jeu de go : comment Xi Jinping assoit son emprise et marginalise

7. CCTV, 9 janvier 2015.

8. *Financial Times*, 18 septembre 2014.

9. Le *Shuanggui* est un processus d'investigation et de sanction des violations des mesures disciplinaires dirigé par la Commission centrale pour l'Inspection de la discipline, célèbre pour le secret qui l'entoure et sa non-soumission aux règles conventionnelles du droit chinois.

## ses rivaux

Outre les fonctions d'endiguement du mécontentement de la population et de résolution d'un problème coûteux pour l'Etat évoqués plus haut, la campagne anti-corruption remplit aussi et surtout un rôle politique. En effet, elle constitue un véritable coup de maître dans le cadre de la stratégie de consolidation du leadership de Xi sur le Parti.

De nombreux éléments, notamment sémantiques, laissent à penser que la politique de Xi Jinping s'inscrit dans une volonté de « rectification du Parti » et de retour aux méthodes maoïstes qui visent à le contrôler. Notons à titre d'exemple les quatre « antis » proscrits par Xi Jinping en 2013 (formalisme, bureaucratisme, hédonisme et extravagance), qui renvoient aux campagnes de rectification du Parti dites des trois et des cinq « antis » dans les années 1950. Selon l'historien et politologue Xiao Gongqin, Xi Jinping utiliserait ainsi les méthodes de Mao Zedong pour emprunter la voie de Deng Xiaoping<sup>10</sup>. Toutefois, si de nombreux commentateurs considèrent Xi comme le dirigeant chinois le plus charismatique depuis Deng Xiaoping, il reste à déterminer s'il détient l'autorité et l'assise nécessaires sur le Parti pour se permettre d'utiliser les méthodes de Mao Zedong.

Si Xi Jinping utilise donc la campagne pour affirmer sa position de chef incontesté du Parti, l'analyse des mouvements récemment induits à son sommet ne peut se faire qu'à la lumière des factions qui le composent. Le PCC est souvent décrit comme polarisé autour de deux principales factions. D'un côté, la Clique de Shanghai est considérée comme composée de conservateurs qui ont atteints les plus hauts cercles du pouvoir du fait de leur service au sein de l'administration municipale de Shanghai sous l'ancien Président Jiang Zemin. De l'autre, on trouve la Ligue de la jeunesse communiste, sous l'influence de Hu Jintao, notamment connue pour ses réformes sociales, voire populistes. A cette classification binaire s'ajoute parfois ce que certains aiment à appeler le groupe des « princes rouges », constitué des descendants des leaders de l'époque maoïste.

10. *Ifeng*, 8 janvier 2015.



Les connections de Xi Jinping se situent dans ces deux dernières factions. En effet, Xi Jinping est à la fois l'un des membres de la Ligue de la jeunesse communiste et le fils de Xi Zhongxun, qui a occupé le poste de vice-Premier ministre sous Mao Zedong.

En revanche, aucune connexion n'existe entre lui et la clique de Shanghai, et on ne peut que remarquer la coïncidence entre les cibles les plus influentes visées par la campagne et les figures de proue de l'organisation informelle placée sous la coupe de Jiang Zemin. Les plus grosses prises sont en effet l'ancien secrétaire du Parti de la ville de Chongqing Bo Xilai, l'ancien ministre de la Sécurité publique Zhou Yongkang, et l'ancien vice-Premier ministre Zeng Qinghong.

Ces quatre individus auraient ainsi formé une sous-clique, comparée à la Bande des Quatre de l'époque de Mao Zedong, dont le but aurait été, selon les médias officiels, de contrecarrer la montée en puissance de Xi avant le XVIII<sup>ème</sup> Congrès du Parti en 2012 et d'abandonner totalement la réforme d'ouverture et de réforme de Deng Xiaoping pour revenir à une version plus maoïste du socialisme chinois. Certaines sources vont jusqu'à parler de conspiration visant à attenter à la vie de Xi Jinping, et de projet de coup d'Etat<sup>11</sup>.

Pour mettre à l'index ses cibles, la Commission centrale pour l'Inspection de la discipline (CCID) a utilisé des méthodes systématiques et concentriques permettant d'isoler ceux que la campagne a désignés comme les « tigres ». Ces méthodes passent avant tout par les investigations, procès et incarcérations de leurs proches, qu'il s'agisse de réseaux d'affaires, d'allégeances politiques ou encore de relations familiales. Il existe également une dimension géographique au processus d'encerclement des « tigres », intrinsèquement liée à la structure des *guanxi*<sup>12</sup>,

ces derniers se formant avant tout au niveau local puis provincial, avant de gagner Pékin. Il est possible de citer ici l'exemple de Zhou Yongkang, dont les connections au sein des administrations locales et provinciales de la province du Sichuan comme au sein des entreprises actives dans le secteur pétrolier ont été visées avant que ne le soient ses réseaux personnels et familiaux et qu'advienne, enfin, son arrestation directe.

Notons que d'autres personnalités de hauts rangs ont également fait les frais de cette campagne, comme Xu Caihou ancien général de l'Armée populaire de libération et proche de Bo Xilai, et Ling Jihua, ancien chef du Bureau général du Comité central du PCC et proche de Hu Jintao.

## Pronostics, effets d'annonce et risques : quelles prochaines étapes pour la campagne anti-corruption chinoise ?

Alors que de nombreux analystes comparent la campagne à une tâche démesurée, il est important d'observer le caractère méthodologique des investigations menées par le Parti. Loin de s'attaquer tous azimuts au phénomène en perdant en efficacité, l'ordre de bataille est jusqu'ici apparu sans faille. En adoptant une démarche par secteur, par cercles d'influences et par région, Xi Jinping a réussi à donner une cohérence et des étapes claires à un projet qui a souvent été comparé au supplice de Tantale.

Si 2014 a marqué un tournant dans la campagne, du fait de son internationalisation, 2015 ne s'annonce pas moins prometteuse, et les pronostics vont bon train quant aux prochaines phases de la campagne.

D'une part, les rumeurs soutenant que Jiang Zemin serait la prochaine cible sont certes moins assertives qu'à l'été 2014, mais elles restent plausibles. L'isolement progressif de ses alliés avec les affaires Bo Xilai, Zhou Yongkang et Zeng Qinghong apparaît comme une réplique à plus haut niveau des processus >>>

La campagne anti-corruption de Xi Jinping : entre réforme et purge du parti communiste chinois

11. *Epoch Times*, 4 juin 2014.

12. Le terme de *guanxi*, souvent traduit par « réseau » en français, renvoie à une logique de relations interpersonnelles, organisées en cercles concentriques et incluant les liens familiaux et personnels ainsi que les connections politiques et d'affaires.

- » systématiques de la campagne décrits plus haut. De plus, certaines sources prévoient que ses proches, dont sa maîtresse Song Zuying et son fils Jiang Mianheng, fassent prochainement l'objet d'investigations, si ce n'est déjà le cas<sup>13</sup>.

Par ailleurs, d'autres tablent sur les forces de police qui font depuis février 2015 l'objet d'enquêtes. Fortes de 660 000 personnes, elles avaient jusqu'ici semblé épargnées en comparaison avec l'APL, largement purgée. L'équipe d'inspection devrait publier les résultats de ses enquêtes sur les pratiques de corruption au sein de la police au mois d'avril 2015<sup>14</sup>.

Le pouvoir a lui-même indiqué l'orientation à venir de la campagne. Le 12 janvier 2015, Xi Jinping a présenté un discours à l'occasion de la session plénière de la CCID, que de nombreux analystes, dont Zhang Lifan, ont interprété comme l'annonce d'un nouveau tournant de la campagne qui se concentrera désormais sur les factions qui minent le

Parti<sup>15</sup>. Il convient ici de noter que de nombreux commentateurs ont souligné le caractère inhabituel de la mention des factions au sein du PCC dans la presse officielle. En effet, si l'existence de luttes de pouvoir entre et au sein des différentes divisions de celui-ci sont de notoriété publique, elle n'est que très rarement mentionnée dans la presse officielle, pour des raisons évidentes de communication liées à la nécessité de mettre en avant un Parti fort et uni.

Enfin, notons que d'aucuns estiment que la campagne est également susceptible de porter préjudice au Parti lui-même. En effet, l'anxiété que génèrent le nombre et la durée des enquêtes au sein du Parti pourrait être dommageable dans la mesure où ses membres, de manière inhabituelle, se sentent moins bien traités que le reste de la population. A cet égard, Laure Zhang, de l'université de Genève, cite l'avocat Chen Youxi, qui évoque un possible ébranlement fondamental de l'idéal et de la confiance que ses membres placent dans le Parti. ■

13. *Epoch Times*, 27 août 2014.

14. *China Daily*, 19 janvier 2015.

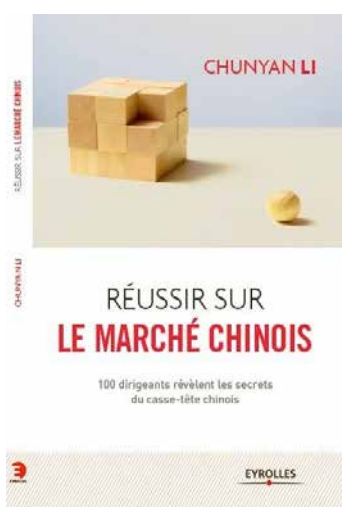
15. *South China Morning Post*, 12 janvier 2015.

# Publications

## Les dernières publications

### OUVRAGES

Chine, Iran, Asie centrale, Ouzbékistan, Japon...



#### Réussir sur le marché chinois : 100 dirigeants révèlent les secrets du casse-tête chinois

Chunyan Li

Editions Eyrolles, 2014

*Avant-propos de Wu Jianmin, ancien porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères et ancien ambassadeur de Chine en France. Préface d'Henri Giscard d'Estaing, Président-Directeur général du Club Méditerranée.*

La Chine est sur le point de devenir un nouvel Eldorado de consommation. Finie l'usine du monde ! Cette évolution est une excellente opportunité pour l'économie française qui n'est pourtant pas encore assez présente dans l'Empire du Milieu (seulement 1,2% de part de marché en 2013). Réussir sur le marché chinois est ainsi devenu un enjeu stratégique, même s'il existe encore beaucoup de freins à ce développement, notamment une mauvaise compréhension des problématiques liées à la Chine. Basé sur des analyses approfondies et le témoignage de cent chefs d'entreprise, cet ouvrage présente des clés pour réussir en Chine. L'auteur combine deux angles – occidental et chinois –, privilégie une approche pragmatique et analyse en profondeur l'influence de la culture sur les affaires.

Revue,  
essais et  
travaux de  
recherche

59

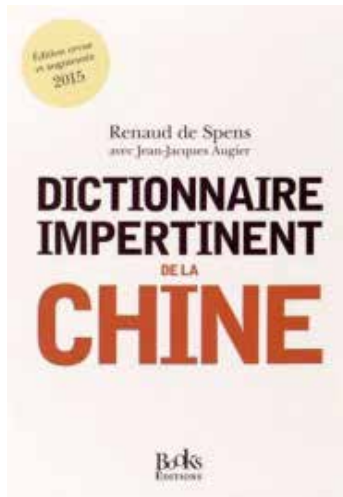


#### La couronne de l'Orient. Le centre du monde à Shanghai

Aurélien Névo

CNRS Editions, 2014

La « Couronne d'Orient » est le surnom donné au Pavillon de la nation chinoise construit à l'occasion de l'Exposition universelle de Shanghai en 2010. Gigantesque, d'un rouge flamboyant, à la forme évoquant l'architecture chinoise traditionnelle sans être toutefois clairement définissable, ce bâtiment incarne l'orientation idéologique de la Chine contemporaine. Sous le couvert d'une entreprise patrimoniale, comment déchiffrer la réinterprétation du passé et de ses traditions par le régime chinois actuel ? Les multiples approches mises en œuvre par Aurélien Névo permettent de déconstruire ce « bâtiment gigogne » et de mettre en lumière ses significations symboliques.



**Dictionnaire impertinent de la Chine**  
Renaud de Spens et Jean-Jacques Augier  
Books Editions, 2<sup>nd</sup>e édition, 2014

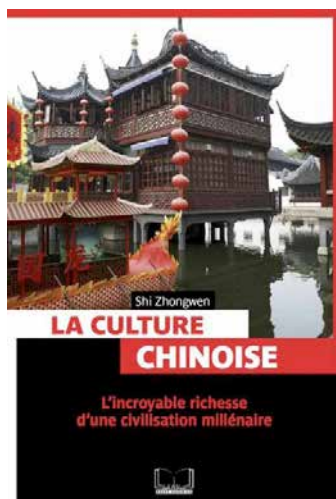
Pour dépasser clichés et visions simplistes de la Chine et du peuple chinois, ce dictionnaire aborde sans détour la vie politique chinoise et les défis qu'elle doit relever face à l'évolution de la société civile dans ce pays transformé par les réseaux sociaux. Il évoque aussi les mœurs ou encore les modes. La multiplicité des entrées et leur contenu très varié font de ce livre une bonne introduction pour qui veut se faire une opinion sur la Chine contemporaine. Cette deuxième édition a fait l'objet d'une mise à jour attentive pour rester à la page d'un pays qui évolue vite. Une vingtaine de nouveaux articles ont par ailleurs été ajoutés, de « l'airpocalypse » à la « finance fantôme », en passant par les « branleurs », cette nouvelle catégorie de « ratés » à qui un nombre croissant de Chinois s'identifient avec autodérision...



**La société chinoise. Transformation sociale, consommation et mode de vie**  
Tang Jun, Zhang Yi, Wang Chunguang et Feng Ling  
Editions Pages ouvertes, 2014

C'est une analyse de la société contemporaine chinoise, à travers la description des conditions de vie des Chinois, que nous livrent Tang Jun, Zhang Yi, Wang Chunguang et Feng Ling. De nombreuses sphères de la société sont ainsi étudiées, de l'éducation à l'emploi, en passant par le logement, la santé, la famille, la migration, les communautés ou encore la consommation.

**La culture chinoise. L'incroyable richesse d'une civilisation millénaire**  
Shi Zhongwen et Chen Qiaosheng  
Editions Pages ouvertes, 2014



Ce livre est une présentation générale de la culture chinoise qui couvre les principaux aspects, comme la philosophie, la littérature, l'éducation, l'art, la politique, la religion, la morale, l'éthique, l'économie, les coutumes, la science et la technologie. La Chine dispose d'une civilisation qui remonte à plusieurs millénaires. Parmi les anciennes civilisations mondiales, seule la civilisation chinoise n'a jamais connu de discontinuité culturelle, ce dont le peuple chinois est fier. Face à une société de plus en plus ouverte, la Chine ne peut s'appuyer uniquement sur sa culture traditionnelle. Une culture chinoise avec un charme moderne est en train de prendre forme.



## La récidive. Révolution russe, révolution chinoise

Lucien Bianco  
Gallimard, NRF, 2014

L'accession de la Chine au rang de deuxième puissance économique mondiale confère une meilleure image à la révolution chinoise qu'à la russe. Elles ont pourtant presque tout en commun : la révolution chinoise a d'abord été une copie conforme de l'autre, Mao Tsé-toung ne connaissant guère le marxisme qu'à travers la vulgate de Staline. Puis il a pris conscience moins des vices de son modèle que de son inadaptation à un pays surpeuplé du tiers-monde. Mais au lieu de corriger le modèle, il a prétendu aller plus loin et plus vite dans le même sens. Le Grand Bond en avant est une réplique aggravée du premier plan quinquennal soviétique (1929-1933). C'est en tournant le dos à la révolution que la Chine se développe à vive allure.

## SINGAPOUR un modèle de démocratie ?

Gérard Marie HENRY



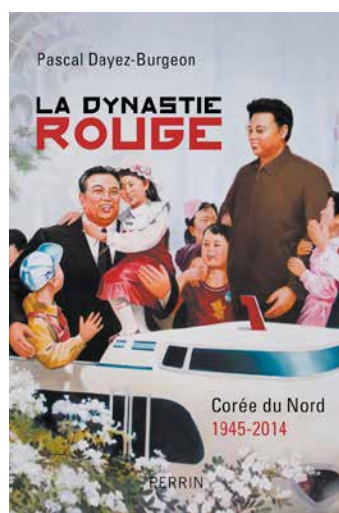
## Singapour : un modèle de démocratie ?

Gérard Marie Henry  
Studyrama, 2014

La République de Singapour fêtera son 50<sup>ème</sup> anniversaire le 9 août 2015. En 1965, les problèmes de ce nouvel Etat asiatique – moins étendu que la ville de New York – semblaient quasiment insurmontables : pas de ressources naturelles, une base industrielle pratiquement inexistante, un très faible niveau d'éducation, un chômage élevé, des tensions sociales... A l'heure actuelle, la République de Singapour figure dans les toutes premières places de nombreux classements internationaux qui portent sur la compétitivité globale, l'attractivité du territoire, le PIB par tête, l'espérance de vie, la facilité à faire des affaires, la qualification de la main-d'œuvre, le taux d'emploi, l'absence de corruption, la confiance de ses citoyens dans les institutions. L'ouvrage présente les stratégies politiques, économiques et sociales remarquables qui ont permis de telles réussites.

Revue,  
essais et  
travaux de  
recherche

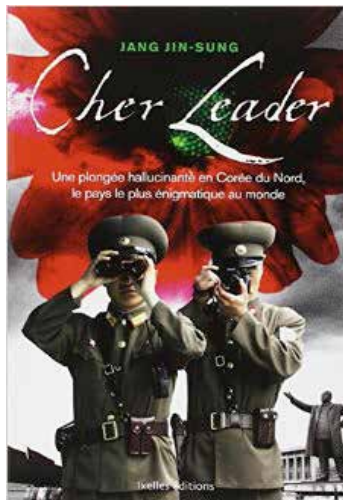
61



## La dynastie rouge. Corée du Nord 1945-2014

Pascal Dayez-Burgeon  
Perrin, 2014

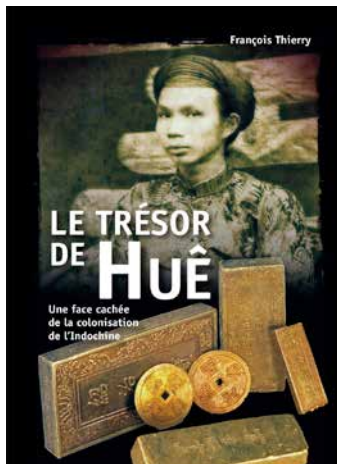
En succédant en décembre 2011 à son père Kim Jong-il, qui avait pris la suite de son père Kim Il-sung en juillet 1994, Kim Jong-un a confirmé que la République démocratique et populaire de Corée était plus que jamais la première monarchie absolue communiste de l'histoire. Première biographie croisée des trois Kim qui ont imposé leurs volontés à la Corée du Nord depuis trois quarts de siècle, ce livre propose une analyse de l'évolution d'un gouvernement unique dans l'histoire, entre violences endémiques, nationalisme exacerbé et culte du chef.



## **Cher Leader**

Jiang Jin-sung  
Ixelles Editions, 2014

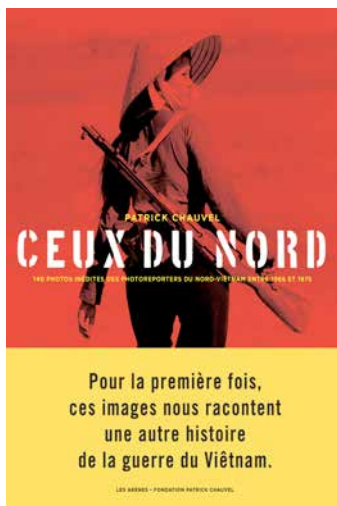
À la fin des années 1990, Jang Jin-Sung a tenu l'un des postes les plus élevés de la machine de propagande de la Corée du Nord et, par son action, a aidé à resserrer l'emprise du régime sur son peuple. En tant que poète de cour, il a été un artisan zélé du développement du mythe fondateur du pays, responsable de la rédaction de poèmes épiques qui faisaient l'éloge de Kim Jong-il et glorifiaient son régime. Jeune et ambitieux, son travail patriotique lui a assuré une relation privilégiée avec Kim Jong-il qui lui a accordé un statut spécial d'« Admis ». Mais, après avoir enfreint les règles du régime, le propagandiste est contraint de fuir en Chine pour sauver sa peau. Échappant aux camps, Jang Jin-sung a connu la misère et l'insécurité, traqué par les autorités de son pays et par les policiers chinois. Il est finalement parvenu à rejoindre la Corée du Sud où il vit actuellement. Ce livre témoigne de sa vie et de son action au sein de l'appareil d'État.



## **Le trésor de Huê. Une face cachée de la colonisation de l'Indochine**

François Thierry  
Nouveau monde éditions, 2014

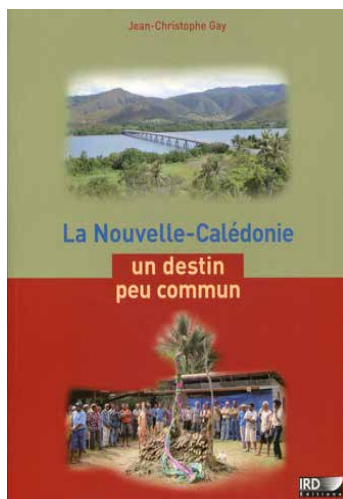
Au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, la dynastie impériale vietnamienne, les Nguyễn, a thésaurisé dans son palais de Huê une quantité inimaginable de lingots et de pièces d'or et d'argent. En proie à des troubles, le Tonkin est mis sous tutelle par la France en 1883 malgré l'opposition de la Chine, suzerain du Vietnam. L'empereur Tu Duc meurt la même année, son successeur est assassiné, de même que le successeur du successeur ! À chaque fois la France doit renégocier les concessions politiques obtenues du souverain précédent. Un piège ourdi par les Français leur permet de s'emparer de la Cité interdite et de son trésor caché le 5 juillet 1884. C'est le début d'une lutte acharnée pour ce trésor qui va s'étaler sur plusieurs années. Cette histoire aux multiples rebondissements est ici racontée pour la première fois.



## **Ceux du Nord**

Patrick Chauvel  
Les Arènes, 2014

Entre 1947 et 1975, le Viêt Nam a été la proie d'une guerre civile et le jeu de l'affrontement Est/Ouest. La France puis les États-Unis ont engagé leurs soldats aux côtés des Vietnamiens anticommunistes, majoritaires dans le sud du pays. Entre 1966 et 1975, le conflit aura été photographié avec une totale liberté d'accès aux zones de combats. D'immenses photo-reporters français, anglais et américains ont été révélés dans ce conflit. Cet âge d'or du photojournalisme a alimenté la contestation de la guerre du Viêt Nam. Mais personne ne connaissait les photographes d'en face, « ceux du Nord ». Ils photographiaient la guerre pour qu'elle continue, jusqu'à la victoire. Moitié soldats, moitié journalistes, ces premiers reporters vietnamiens ont écrit avec leurs images une histoire différente de notre guerre du Viêt Nam. Cet album présente 140 de leurs photos, inédites.



## La Nouvelle-Calédonie. Un destin peu commun

Jean-Christophe Gay  
IRD Orstom, 2014

Depuis les accords de Matignon (1988) et de Nouméa (1998) et après plus d'une décennie de transferts de compétences, la Nouvelle-Calédonie dispose d'une autonomie élargie. Le processus d'autodétermination dans lequel elle est lancée prend tout son sens à partir de 2014, avec l'organisation de référendums portant sur la question de l'indépendance. La période qui débute est donc capitale pour son avenir. En parallèle, le contexte économique a également évolué. L'exploitation des énormes réserves de nickel a suscité la construction et la mise en service de deux grandes usines métallurgiques, augurant peut-être une nouvelle ère économique et sociale. L'auteur analyse les principaux mécanismes socio-spatiaux à l'œuvre aujourd'hui. Les questions d'inégalités, de disparités ou d'aménagement sont les fils conducteurs de cette réflexion. Une attention toute particulière est portée au « rééquilibrage », à ses enjeux et ses conséquences.

## REVUES & ARTICLES

Chine, Iran, Asie centrale, Ouzbékistan, Japon...



## Que veut la Chine ?

François Godement  
Odile Jacob, 2012

En 1964 s'ouvrait la première ambassade de France en Chine. Loin de faire l'unanimité, la courageuse décision du Général de Gaulle provoqua des réactions passionnelles. Cinquante ans plus tard, où en sommes-nous avec la Chine ? L'avenir de la deuxième puissance économique mondiale est-il aussi rose que le laissent croire ses chiffres mirobolants ? Quel rôle joue réellement l'Empire du milieu sur la scène internationale ? Dans sa livraison de décembre, la *Revue des Deux Mondes* s'est mise à l'écoute d'un pays complexe, difficile à appréhender.

Pierre Morel, ambassadeur à Pékin entre 1996 et 2002, retrace huit siècles d'histoire franco-chinoise qui furent ponctués de rencontres, d'échanges, d'accords et de désaccords. Dans sa chronique diplo-

Revue,  
essais et  
travaux de  
recherche

63

matique, François Bujon de l'Estang s'intéresse aux quatre dernières décennies qui virent passer la Chine d'un état humilié et déchu à une société fière et riche. Si les gouvernants restent discrets sur le plan international et se gardent bien de livrer un quelconque message à vocation universelle, ils multiplient en revanche les initiatives spectaculaires à l'intérieur du pays et dans l'environnement proche. Le philosophe et sociologue Yu Hai explique pourquoi la Chine ne souhaite pas devenir le numéro un mondial. Dorian Malovic, lui, nous fait part d'un point de vue réaliste et pragmatique : l'Empire du milieu doit se résoudre à aller au bout de ses réformes sinon il s'effondrera. Pour l'universitaire Wang Zhenmin, l'avenir se construira sur un état de droits ou ne se construira pas. L'économiste Li Wei analyse un problème crucial : le vieillissement de la population chinoise. Enfin, Michel Crépu rend un hommage à Simon Leys, brillant sinologue qui dénonça avant tout le monde les exactions du régime maoïste et l'aveuglement de certains intellectuels occidentaux.

# ABSTRACTS

Abstracts of all articles

## South Korea and the question of State growth through economic means

By Julien Herten

South Korea has developed in a few short decades into a major economic and cultural power. At the end of the 1953 civil war, it was one of the poorest countries in the world. Today, Korea's industry dominates several strategic sectors of the international economy, particularly in communication and information technology. This « *miracle* » is a result above all of political will. More specifically, the setting into place of a strategic plan for economic growth by the state of Korea. This strategy rests on the synergy between the State's action, Korea's businesses and its population working together toward a common objective: the growth of national wealth. This synergy has been reinforced by an efficient business intelligence system and the use of strategic information to contribute to the industrial rise of the country and allow companies to acquire a competitive advantage. A small nation geographically, its lack of resources and feelings of vulnerability have led South Korea to adopt a combative stance and a logic of offensive might. Using an economic lever of power, Korea has constructed a model adaptable to globalization.

## India, a key diplomatic player?

By Pierre Memheld

India is not yet a global military power but has clearly become a regional diplomatic power. Its key position in South East Asia and in the Indian Ocean gives India a role in many international economic and diplomatic issues: maritime security, Afghanistan, China and terrorism. Its own historic relations with its neighbors, circumstantial allies and international partners are intricate with its economic, military and diplomatic goals and stakes: if USA, China, Russia or Europe are partners, providers or competitors, India has developed its own strategy with Asian, Indian Ocean, African and Persian Gulf countries. This article describes these past, present and future issues.

## Modi's India at a crossroads: Risks and choices

By Brij Khindaria

This essay examines the outlook for Narendra Modi's India through the signs of internal reforms; his tough choices in a turbulent world; political constraints of the domestic "Modi phenomenon"; and some of Modi's strategic policy shifts and innovations. Modi has captured the impatience of a younger can-do generation and his governance began well as far as the national economy is moving forward with surer footing. By the next elections in 2019, his strategic policy shifts could establish India as the region's indispensable power, absent another war with Pakistan. However, his popularity might turn into bricks just as quickly as Obama's initial pop star fame deflated when confronted with the hard choices of governing a fractious country.

## When France is looking to strengthen its partnership with Japan

Interview with Louis Schweitzer

By Erwan Berger

End of 2012, Mr Louis Schweitzer was appointed Special Representative of the Foreign Affairs Minister for the French-Japanese partnership as well as chairman of the Foreign Affairs Council. For this reason and following his intervention at the conference organized by ANAJ-IHEDN in Ecole Militaire (Paris) on 2014, November 6th, we have asked him for his point of view. As a preamble to this interview, it also seems important to keep in mind that for Laurent Fabius, Minister of Foreign Affairs and International Development, French diplomacy should be considered in terms of strategic diplomacy, economic and cultural, with four priorities: peace and security, climate, Europe and the economic development.



## Asia: towards an environmentally sound management

*Interview with Michikazu Kojima*  
By Erwan Berger

I am pleased to interview Michikazu Kojima and would like to thank him for sharing with us his knowledge about Environment in Asia. I am sure that this interview will enable increasing the awareness about the actions for Environment in Asia. Michikazu Kojima is a Senior Research Fellow at the Institute of Developing Economies which is a research institute under the Japan External Trade Organization (JETRO). JETRO is a semi-governmental organization supervised by the Japanese Ministry of Economy, Trade and Industry. The interview deals with 4 main parts: first part about international trade in recyclable and hazardous waste and the Basel Convention, second part about the 3R initiative launched by the Japanese Government in 2004, third part about reuse of products and then the last part with a few words about the norms and «Paris Climate 2015».

## Russia-China strategic partnership

*By Nathan Juglard*

Facing the second turn of economic sanctions, Russia is looking for Asian markets to satisfy its commands; therefore the signs of cooperation, particularly with China are increasingly strong. Both countries are multiplying contracts in various fields. A “strategic partnership” is emerging because both powers share a common interest: diminish the American influence in Asia – Pacific, out of their sphere of influence. Both Russia and China have the political will to establish multilateral institutions with the goal of deterring US leadership. Vladimir Putin’s move seems extremely pragmatic whereas his Chinese counterpart, Xi Jinping appears more opportunistic, taking advantage of the weaknesses of his ally, extracting raw materials and military technologies. In order to establish a truly “strategic partnership” Russia and China have to overcome strong mutual distrust. Now ally in one field, this partnership might not be effective in the long run given the political and

cultural differences, the size of their economies and armies, the divergence of interests in the long term, and the possible confrontation over resources in Central Asia.

## Environmental stalemate between Beijing and Washington

*By Philippe de Fresnay*

Among all the difficult times we’re facing nowadays, global warming still outweighs any other, as in the long term no living being won’t eventually be concerned. Even the worst-case scenario warrant maximum effort by mankind to prevent it. Which implies a fundamental shift in our living standards. Still, despite all the efforts during the negotiations on climate control, each country hopes to transfer the burden onto the others, instead of sharing it. But such a coordinated approach may just be triggered by two nations only: if both the US and China agree to work together, more than 40% of global greenhouse gas emissions could be addressed as one step, thereby launching the much-needed international momentum.

## Xi Jinping’s anti-graft campaign: halfway between reform and purge of the Chinese Communist Party

*By Marine Bouineau*

Since he has come to power in November 2012, President Xi Jinping has placed the anti-graft struggle at the top of the China’s priority list. Vowing to fight “*tiger and flies*”, he paved the way to a reform that would leave no respite, be it to powerful leaders in the national Party organs or to lowly bureaucrats on the municipal or provincial level. However, despite the obvious and absolute necessity to clean up the ranks of the State apparatus, if only to respond to the Chinese population’s expectations, the anti-corruption campaign appears first and foremost as a political purge that enables Xi to cut off potential political rivals within the Party spheres.

# Contributeurs

## Les contributeurs du n° 10

### Comité Asie

#### Les rédacteurs des Cahiers du Comité Asie n°10

**Erwan Berger** | Membre du Comité Asie | Diplômé de l'ESSEC et de l'EPMI / ECAM, il est aujourd'hui Directeur de projets au sein d'une société européenne spécialisée dans la logistique.

**Marine Bouineau** | Auditrice du séminaire Master 2 Défense et géopolitique de l'IHEDN (Paris, 2012), membre du Comité Asie de l'ANAJ IHEDN | Après une licence de langues en Anglais et en Chinois, elle a rejoint l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux. Diplômée d'un Master en Politique Internationale en 2012, elle a par la suite occupé ses premiers postes en Corée du Sud et en Chine, d'abord au sein d'un think tank basé à Séoul et spécialisé sur les questions politiques et stratégiques nord-est asiatiques, puis sur des missions de coopération culturelle et académique auprès de l'université de Nankin. Sinisante, spécialiste de la Chine et du monde chinois, et particulièrement de ses aspects politiques, économiques et industriels, elle est aujourd'hui consultante au sein d'un pôle consacré au sein d'un cabinet d'Intelligence Economique à Paris.

**Philippe du Fresnay** | Membre du Comité Asie | Economiste formé aux Etats-Unis et en Asie, membre actif du réseau INSEAD, il est spécialisé en Intelligence Economique et en Economie du Développement, disciplines qu'il a étudiées à Harvard, au Centre Chine du CNRS/EHESS, à l'Université d'Economie et de Finance de Shanghai et à l'Ecole Normale de Taiwan. Egalement diplômé de l'Insead et du MAI, il a exercé des fonctions de direction en entreprise en France et en Asie, combinant ainsi approche théorique et expérience de terrain. Il est aujourd'hui conférencier (Forum économique de Rennes, Forum de Paris...) et consultant pour plusieurs firmes anglo-saxonnes.

**Julien Herten** | Membre du Comité Asie | Diplômé en Science politique de l'Université Lyon III, il a travaillé au sein du Bureau des Opérations Internationales. Il s'est spécialisé sur les marchés asiatiques, notamment coréen, et l'utilisation des méthodologies de l'intelligence économique pour promouvoir le développement commercial international des entreprises (PME-ETI).

**Nathan Juglard** | Auditeur jeune de l'IHEDN (79<sup>ème</sup> session, Besançon, 2013), membre du Comité Asie | Il est étudiant en double master à Sciences Po Lyon et à l'EM Lyon.

**Brij Khindaria** | Membre du Comité Asie | Né en Inde et aujourd'hui basé à Genève, il est analyste, journaliste économique et éditorialiste pour plusieurs revues étasuniennes, britanniques et indiennes. Il s'intéresse aux questions de sécurité et de consolidation de la paix avec une approche globale, incluant les droits de l'homme, l'équité sociale, l'énergie, l'eau, la pauvreté et la démocratie.

**Pierre Memheld** | Auditeur jeune de l'IHEDN (12<sup>ème</sup> session, Dijon, 1998), membre du Comité Asie | Il est consultant en stratégie des marchés internationaux et enseignant en intelligence économique à l'Institut de traducteurs, d'interprètes et de relations internationales de l'Université de Strasbourg.



## COORDINATION

## L'équipe de rédaction des Cahiers du Comité Asie

▪ **Directeur de publication**

**François Mattens** | Président de l'ANAJ-IHEDN.

▪ **Rédacteurs en chef**

**Stéphane Cholleton** | Auditeur-jeune de l'IHEDN (60<sup>ème</sup> session, 2008) | Diplômé de l'Université Paris I en géographie des pays émergents et de HEC en management des risques internationaux, Stéphane Cholleton a étudié le chinois à l'INALCO et à l'Institut de diplomatie de Pékin. Il s'est notamment intéressé à la politique chinoise en Asie centrale et a travaillé à Pékin pour International Crisis Group en 2008. Il est Responsable du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN, membre du Comité de lecture de la revue *Monde Chinois, nouvelle Asie* et conseiller éditorial de la revue *Géoéconomie*.

**Igor Yakoubovitch** | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69<sup>ème</sup> session, 2011 | Ancien élève de l'École normale supérieure de Lyon et agrégé de Lettres classiques, Igor Yakoubovitch est enseignant et chercheur (doctorant à l'Université Paris Ouest-Nanterre La Défense et membre associé du CARRA, Université de Strasbourg). Ses travaux portent sur la représentation du pouvoir dans le Haut-Empire romain. Il s'intéresse également aux questions de géopolitique et de défense, et en particulier à l'Asie, où il s'est rendu à plusieurs reprises. Il a enseigné le français pendant un an à l'Université des Langues et Cultures de Pékin (BLCU) et travaillé à l'Ambassade de France à Washington.

▪ **Conseil scientifique**

**Sophie Chevalyre** | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 74<sup>ème</sup> session | Diplômée de Sciences-Po Paris.

**Sandrine Dalban-Tabard** | Membre du Comité Asie de l'ANAJ-IHEDN | Étudiante à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS Sup), Sandrine Dalban-Tabard est docteur en langue et civilisation japonaises (INALCO, France/Université de Tsukuba, Japon) et officier de réserve dans l'Armée de terre française. Elle travaille actuellement sur la politique japonaise de défense et d'armement.

**Coline Ferro** | Auditeur-jeune de l'IHEDN, 69<sup>ème</sup> session, 2011 | Docteur ès Sciences de l'information et de la communication, Coline Ferro est aujourd'hui journaliste et analyste géopolitique, spécialiste de la diplomatie internationale et des questions de sécurité. Elle s'intéresse aussi aux puissances émergentes, et notamment à l'Asie centrale. Elle a co-signé plusieurs ouvrages sur le renseignement et les relations internationales, notamment *Géopolitique de l'Ouzbékistan*, SPM, 2010.

**Philippe du Fresnay** | Membre du Comité Asie | Economiste formé aux Etats-Unis et en Asie, membre actif du réseau INSEAD, il est spécialisé en Intelligence Economique et en Economie du Développement, disciplines qu'il a étudiées à Harvard, au Centre Chine du CNRS/EHESS, à l'Université d'Economie et de Finance de Shanghai et à l'École Normale de Taiwan. Egalement diplômé de l'Insead et du MAI, il a exercé des fonctions de direction en entreprise en France et en Asie, combinant ainsi approche théorique et expérience de terrain. Il est aujourd'hui conférencier (Forum économique de Rennes, Forum de Paris...) et consultant pour plusieurs firmes anglo-saxonnes.

**Denis Lambert** | Ancien élève de l'École normale supérieure, docteur ès Sciences, officier supérieur de réserve, il est responsable d'études géopolitiques et stratégiques pour la Défense. Il est l'auteur de deux livres de géopolitique de l'Asie (Inde et Chine) et de nombreux articles sur la dissuasion.

▪ **Directrice artistique**

**Coline Ferro**

# Événements publications

## Les rendez-vous du Comité Asie

### TEMPS FORTS

Les dernières actualités du Comité Asie

- » **Publication** ■ *Cahiers du Comité Asie* n°9  
Parution des *Cahiers du Comité Asie* n°9 en décembre 2014
- » **Colloque** ■ Le Comité Asie au Forum de l'Union-IHEDN  
Présentation de l'Indonésie, du rôle de la France en Asie du Sud-Est et animation d'une table-ronde sur la thème « France, Europe et ASE » au Forum de l'Union-IHEDN, le 28 novembre 2014
- » **Conférence** ■ Relations France-Chine  
Conférence d'Emmanuel Lincot sur les relations France-Chine, à Chengdu (Chine), le 22 septembre 2014
- » **Conférence** ■ Relations France-Chine  
Conférence d'Emmanuel Lincot sur les relations France-Chine, à Pékin (Chine), le 10 juillet 2014
- » **Conférence** ■ Indonésie  
Conférence de Bruno Hellendorff, chercheur au GRIP  
Le 29 avril 2015 à l'Ecole militaire (Paris)

# Publications de Les publications des Comités de l'ANAJ-IHEDN



Lettre de veille #2 du Comité Armée du Futur



L'obligation de sécurité de l'employeur et le recours aux entreprises privées de sécurité



Dossier spécial « Le rapprochement américano-cubain »



Cita Latina #3, Lettre d'information sur l'Amérique Latine



Sociétés de projet, externalisation et ESSD : la défense contrainte de recourir au secteur privé ?



L'Europe face à la révolution du pétrole et gaz de schiste



Lettre de veille #1 du Comité Armée du Futur



Cahiers du Comité Asie n°9 - Automne-Hiver 2014



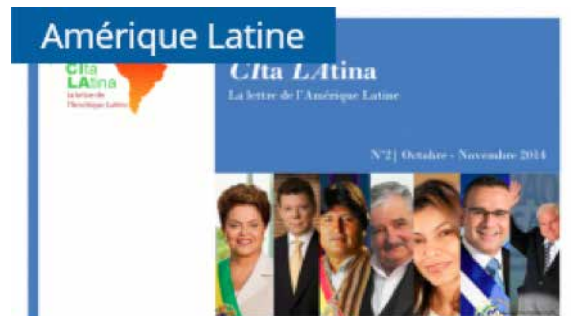
DefEco #2 - Newsletter du Comité Défense économique



La démilitarisation de l'Europe - Un suicide stratégique ?



Quels développements pour le marché français de la sûreté à l'international ?



Cita Latina #2, Lettre d'information sur l'Amérique Latine

